

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

CONFIDENTIAL (11 ITEMS / DECLASSIFIED)

PERSONAL (1 ITEM / DECLASSIFIED)

EL/WG JULY 2006

UNARCHIVES

SERIES	<u>S-1022</u>
BOX	<u>79</u>
FILE	<u>15</u>
ACC.	<u> </u>

FP/mlb

cc: SG

File: *Frangh*

XRef: *Audience granted*

b/f: AS/ID/GP/JPK/IM

Rep

Le 16 octobre 1985

Trip Paris (July 85)
follow up

Monsieur le Président,

Au nom du Secrétaire général, je tiens à vous remercier de votre lettre du 2 octobre 1985.

Le Secrétaire général, qui a gardé un excellent souvenir de son intervention à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, aurait beaucoup aimé s'entretenir avec vous lors de votre séjour à New York. Je crains malheureusement que son emploi du temps, qui est particulièrement chargé durant cette quarantième session de l'Assemblée générale, ne le lui permette pas mais je serais tout-à-fait heureux d'arranger pour vous une entrevue avec M. Miljan Komatina, son Représentant personnel à la Conférence du Désarmement, qui se trouve actuellement au Siège et avec M. Jan Martenson, Secrétaire général adjoint pour les affaires de désarmement.

En espérant que cette proposition rencontrera votre agrément, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Le Chef de Cabinet,

Virendra Dayal

Monsieur Paul Duraffour
Président du Groupe interparlementaire
d'étude des problèmes de désarmement
Assemblée nationale
Paris
France

MICHEL VIRALLY

No action
Wester

RECEIVED

JUN 21

34, RUE MIOLLIS, 75015 PARIS

File - Paris visit
Spring 1985

KP

Paris, le 2 mai 1985

Monsieur Javier Pérez de Cuéllar
Secrétaire général des Nations Unies
New York

Monsieur le Secrétaire général,

Le Président de l'Université m'a remis après votre départ la superbe médaille que vous lui aviez laissée à mon intention. Je tiens à vous remercier très chaleureusement de ce geste, qui m'a beaucoup touché et qui me permettra de conserver de façon très concrète le souvenir de la cérémonie que vous avez honorée de votre présence.

Permettez-moi d'ajouter que, comme tous ceux qui l'ont entendue et peut-être même plus que certains d'entre eux, j'ai beaucoup apprécié l'allocution que vous avez prononcée et dont la portée ne m'a pas échappé. Je suis heureux que vous ayez choisi notre Université pour émettre cet important message sur la conception que vous vous faites de votre mission. Il ne passera certainement pas inaperçu dans les milieux internationaux.

Vous avez bien voulu accepter qu'il soit publié dans la Revue générale de droit international public, que je dirige. C'est un honneur pour notre Revue, dont je vous remercie très vivement aussi. Ce texte paraîtra dans le numéro 2 de 1985, dont la sortie est prévue pour le début de juillet. Nous ne manquerons pas, bien entendu, de vous en adresser aussitôt quelques exemplaires.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Secrétaire général, avec l'expression renouvelée de ma reconnaissance, l'assurance de ma très haute considération.

M. Virally

A row of five French postage stamps featuring the profile of a woman. The first two stamps are 0.30 and the last three are 1.00. The text 'REPUBLIQUE FRANCAISE' is visible on each stamp.



Mission Permanente de la France
auprès des Nations Unies
L'Ambassadeur Représentant Permanent

Mérelle
R.S.V.P.
J

9 mai 1985

Mon cher le fondateur fédéral et cher ami,

Je joins quelques photos fort sympathiques
de votre séjour à Paris que nous nous sommes
par le protocole du Quai. Cet album
est parfaitement embellie par quelques
ravissantes photos de Mosam Perez de Cuellar.

Votre

Hélène

Note à l'attention du Secrétaire général

Le début et la fin de la lettre pourraient être complétés de votre main:

- Monsieur l'Ambassadeur et cher ami,
- mes sentiments les meilleurs et les plus cordiaux.

Nicole

Nicole Lannegrace
Le 15 mai 1985

FP/sm

Trip Paris follow up
VIP "B"

File

Le 9 mai 1985

Cher Luc,

Votre petit mot m'a fait très plaisir et je vous en remercie vivement.

Je regrette, moi aussi, que les circonstances ne nous aient pas permis de nous revoir à Paris lors de ma visite qui a d'ailleurs été aussi courte qu'agréable. Mais je suis certain que d'autres occasions se présenteront et qu'un bon vent vous ramènera avec Hedwige parmi nous.... le temps d'apprécier New York en touriste cette fois-ci !

En attendant, Marcela se joint à moi pour vous adresser à tous les deux nos pensées les plus amicales.

A bientôt je l'espère

Javier Pérez de Cuéllar

Son Excellence
Monsieur Luc de la Barre de Nanteuil
Bruxelles

40, Boulevard du Régent
1000 Bruxelles
Belgique

Bruxelles le 25 AID

Cher Jorian,

Cela m'a été agréable à la lecture de
votre diplôme de Docteur Honoris Causa de
l'Université de Paris

Je me réjouis de vous féliciter
de cette distinction qui honore l'Université (sans
oublier que vous

Malheureusement j'ai été retenu à Bruxelles par
mon travail qui est beaucoup moins amusant que celui
à New York et qui est très souvent jugé "ennuyeux" dans
le milieu des hommes de lettres, et ce dans ce qui est surtout
l'industrie.

Enfin et moi une dernière chose à dire à Lucien
toute une dernière fois affectueuse - Mon amour
sera à vous une dernière lettre d'adieu pour la
dernière fois inoubliable une dernière et dernière lettre de
nostalgie si elle si loin.

Luc

100
Mission Permanente de la France
auprès des Nations Unies
L'Ambassadeur Représentant Permanent

29 Jan
Sg.
Trip France
Follow up

N.Y. 8 mai 1985

Cher Monsieur le Secrétaire Général et cher ami,

C'est avec plaisir (et un peu une belle surprise) que j'ai reçu et après-midi cette superbe et élégante photo si aimablement dédiée qui aura une place de choix dans ma résidence.

Votre geste est pour moi le témoignage de relations déjà très amicales et confiantes entre nous, et donc précieuses.

Bien cordialement votre

Hélène Laroche

cc: SG

bf: VD/EO/ZHAO/ID/GP/FP/IM

File: Paris trip file
XRef: ~~France~~

JNA/World

8 May 1985

Nicole Lannegrace

3752 A 5117

EOSG/OSG

M. GABRIEL PERONNET
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE
POUR LES NATIONS UNIES
6 SQUARE DE L'AVENUE FOCH
75 116 PARIS

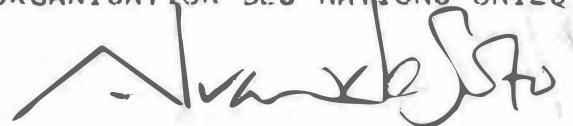
MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS REMERCIER SINCÈREMENT DE NOUS AVOIR SI AIMABLEMENT ACCUEILLIS, LES MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE À PARIS.

AU COURS DE L'AGRÉABLE SOIRÉE QUE J'AI PASSÉE EN VOTRE COMPAGNIE, J'AI PU MESURER L'INTÉRÊT QUE LA FRANCE PORTE AUJOURD'HUI À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES. SACHANT COMBIEN VOTRE ASSOCIATION CONTRIBUE À LE SUSCITER ET À LE DÉVELOPPER, JE VOUDRAIS VOUS FÉLICITER DU SUCCÈS DE VOS EFFORTS.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'EXPRESSION DE MA HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

cc: SG

bf: VD/EO/ZHAO/ID/GP/FP/IM

File: Paris trip file

XRef: France

Le 3 mai 1985

Monsieur l'Ambassadeur,

De retour à New-York, je tiens à vous exprimer toute ma reconnaissance pour la parfaite organisation du voyage que je viens de faire dans votre pays. Croyez bien que j'ai été très sensible à l'aimable accueil que votre gouvernement nous a réservé, aux membres de ma délégation et à moi-même, et à la chaleureuse hospitalité qu'il nous a accordée tout au long de notre séjour.

En témoignage de ma gratitude, je vous prie de bien vouloir accepter le souvenir que je vous envoie sous ce pli.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma très haute considération.

Javier Pérez de Cuéllar

Son Excellence
M. Claude de Kémoularia
Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
New York

3-5
cc: SG ✓ bf: VD/EO/ZHAO/ID/GR/FP/IM ✓
File: Paris trip file ✓
XRef: Misc.univs.

2 May 1985 Nicole Larnagrace 3752 5117

EOSG

M. JACQUES BAUMEL
PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE
PARIS

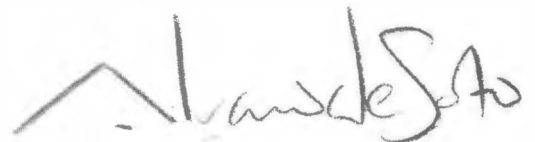
MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

DE RETOUR À NEW YORK, JE TIENS À VOUS REMERCIER VIVEMENT DU CHARMANT ACCUEIL QUE VOUS NOUS AVEZ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE À PARIS.

AU COURS DE L'AGRÉABLE DÎNER QUE VOUS AVEZ EU L'AMABILITÉ DE DONNER EN MON HONNEUR, J'AI ÉTÉ HEUREUX DE POUVOIR M'ENTREtenir AVEC VOUS ET MES ÉMINENTS CONVIVES DES QUESTIONS INTERNATIONALES QUI INTÉRESSENT LA FRANCE ET LES NATIONS UNIES.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'EXPRESSION DE MA CONSIDÉRATION DISTINGUÉE.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

3-5
cc: SG ✓bf: VD/EO/ZHAO/ID/EP/FP/IM

File: Paris trip file

XRef: Misc.universities

Honours/acc

2 May 1985 Nicole Larnagrace 3752 5117

EOSG

MME HÉLÈNE AHRWEILER
RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS
CHANCELIER DES UNIVERSITÉS DE PARIS
PARIS

MADAME LE RECTEUR,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS REMERCIER DE NOUS AVOIR SI AIMABLEMENT ACCUEILLIS, LES MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET MOI-MÊME, À L'UNIVERSITÉ DE PARIS.

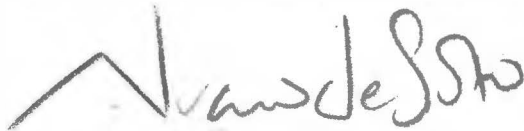
LA CÉRÉMONIE AU COURS DE LAQUELLE VOUS M'AVEZ FAIT LE GRAND HONNEUR DE ME DÉCERNER LE TITRE DE DOCTEUR HONORIS CAUSA M'A LAISSÉ UN SOUVENIR INEFFAÇABLE. JE VOUS PRIE DE TROUVER ICI, AINSI QUE M. JEAN IMBERT ET M. MICHEL VIRALLY, L'EXPRESSION DE MA PROFONDE GRATITUDE.

VEUILLEZ AGRÉER, MADAME LE RECTEUR, L'EXPRESSION DE MES TRÈS RESPECTUEUX HOMMAGES.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

3-5
cc: SG ~~bf: VD/EO/ZHAO/ID/GP/FR/IM~~

~~File: Paris trip file~~
XRef: France

2 May 1985

Nicolas Larnegre

3752

5117

EOSG

MONSIEUR JACQUES CHIRAC
MAIRE DE PARIS
PARIS

MONSIEUR LE MAIRE,

DE RETOUR À NEW YORK, JE TIENS À VOUS REMERCIER TRÈS VIVEMENT DU
CHARMANT ACCUEIL QUE VOUS NOUS AVEZ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION
ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE À PARIS.

JE SUIS HEUREUX D'AVOIR PU M'ENTREtenir AVEC VOUS DE LA SITUATION
INTERNATIONALE LORS DU TRÈS AGRÉABLE DÉJEUNER QUE VOUS AVEZ EU
L'AMABILITÉ DE DONNER EN MON HONNEUR.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE MAIRE, L'EXPRESSION DE MA HAUTE
CONSIDÉRATION ET DE MON AMICAL SOUVENIR.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ORGANISATION DES NATIONS UNIES


Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

cc: SG

br: VD/PO/ZHAO/YD/GR/PP/IM

File: Paris trip file

XRef: France

2 May 1985 Nicole Larrue 3752 5117

EOSG

MONSIEUR LAURENT FABIUS
PREMIER MINISTRE
PARIS

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS REMERCIER TRÈS VIVEMENT DU CHARMANT ACCUEIL QUI NOUS A ÉTÉ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE OFFICIELLE EN FRANCE.

JE SUIS HEUREUX D'AVOIR PU FAIRE VOTRE CONNAISSANCE ET M'ENTRETENIR AVEC VOUS DES QUESTIONS QUI PRÉOCCUPENT ACTUELLEMENT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE. PERMETTEZ-MOI ÉGALEMENT DE VOUS EXPRIMER MA RECONNAISSANCE POUR L'APPUI QUE VOTRE GOUVERNEMENT APPORTE À L'ACTION DE NOTRE ORGANISATION.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, L'EXPRESSION DE MA TRÈS HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

3-5
cc: SG ~~bf: VD/EO/ZHAO/ID/GP/FR/IM~~

File: Paris trip file

XRef: France

2 May 1985 ~~Nicolas Lannegrand~~ 3752 5117

EOSG

MONSIEUR ALAIN POHER
PRÉSIDENT DU SÉNAT
PARIS

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS REMERCIER
DU TRÈS AIMABLE ACCUEIL QUE VOUS NOUS AVEZ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA
DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE AU SÉNAT.

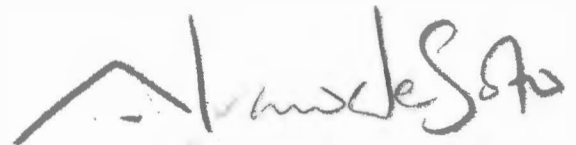
J'AI ÉTÉ HEUREUX DE POUVOIR M'ENTREtenir AVEC VOUS DES DIFFÉRENTES
QUESTIONS QUI PRÉOCCUPENT ACTUELLEMENT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ET DE
RENCONTRER ENSUITE VOS ÉMINENTS COLLÈGUES DANS UNE AMBIANCE DÉTENDUE ET
AMICALE.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'EXPRESSION DE MA
TRÈS HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

3-5
cc: SG ~~bf: VD/EO/ZHAO/ID/GR/PP/IM~~
File: Paris trip file
XRef: France

2 May 1985 Nicole Lannegrace 3752 5117

EOSG

MONSIEUR ROLAND DUMAS
MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
PARIS

MONSIEUR LE MINISTRE,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS ADRESSER
MES PLUS SINCÈRES REMERCIEMENTS POUR LE TRÈS AIMABLE ACCUEIL QUI NOUS A
ÉTÉ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA
VISITE OFFICIELLE EN FRANCE.

J'AI EU GRAND PLAISIR À VOUS RENCONTRER ET À M'ENTREtenir AVEC VOUS
DES QUESTIONS QUI SONT, AUJOURD'HUI, AU PREMIER RANG DES PRÉOCCUPATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.

MA FEMME SE JOINT À MOI POUR VOUS REMERCIER À NOUVEAU, AINSI QUE
VOTRE ÉPOUSE, DU SI AGRÉABLE DÎNER QUE VOUS NOUS AVEZ OFFERT ET DONT NOUS
GARDONS UN EXCELLENT SOUVENIR.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE MINISTRE, L'EXPRESSION DE MA TRÈS
HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

2 May 1985 / Nicole Lannegrass 3752 5117

EOSG

MONSIEUR LOUIS MERMAZ
PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
PARIS

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS EXPRIMER TOUTE MA RECONNAISSANCE POUR LE TRÈS AIMABLE ACCUEIL QUE VOUS NOUS AVEZ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

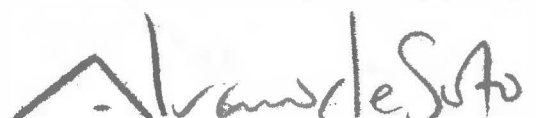
JE SUIS HEUREUX D'AVOIR PU, AU COURS DE NOTRE INTÉRESSANT ENTRETIEN, ABORDER AVEC VOUS LES PRINCIPALES QUESTIONS QUI PRÉOCCUPENT ACTUELLEMENT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE. PERMETTEZ-MOI ÉGALEMENT DE VOUS REMERCIER, AINSI QUE M. CLAUDE ESTIER, DE L'UTILE ÉCHANGE DE VUES QUE VOUS M'AVIEZ MÉNAGÉ AVEC LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'EXPRESSION DE MA TRÈS HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES



cc: SG

3-5
Lbf: VD/EOZZHAO/ID/GP/FR/IM

File: Paris trip file

XRef: France

2 May 1985 Nicole Lannegrace 3752 5117

EOSG

MONSIEUR FRANÇOIS MITTERRAND
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PARIS

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

DE RETOUR À NEW-YORK, JE TIENS À VOUS EXPRIMER MES PLUS SINCÈRES
REMERCIEMENTS POUR LA CHALEUREUSE HOSPITALITÉ QUI NOUS A ÉTÉ ACCORDÉE,
AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE OFFICIELLE
EN FRANCE.

IL M'A ÉTÉ AUSSI UTILE QU'AGRÉABLE DE M'ENTREtenir AVEC VOUS DE LA
SITUATION INTERNATIONALE ET, NOTAMMENT, DES CONFLITS ET DES TENSIONS DE
TOUS ORDRES QUI PRÉOCCUPENT SI VIVEMENT LA COMMUNAUTÉ DES NATIONS. JE
SUIS HEUREUX, EN OUTRE, QUE VOUS M'AYEZ RÉAFFIRMÉ LE SOUTIEN QUE LA
FRANCE APPORTE À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET QUI LUI EST SI
PRÉCIEUX.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, LES ASSURANCES DE MA
PLUS HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES


Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

2-5 23
cc: SG bf: VD/EOZZHAO/IE/GP/FP/IM

File: Paris trip file

XRef: France

2 May 1985 Nicole Lannegrace 3752 5117

EOBG

MONSIEUR FRANÇOIS MITTERRAND
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PARIS

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

DE RETOUR À NEW-YORK, JE TIENS À VOUS EXPRIMER MES PLUS SINCÈRES
REMERCIEMENTS POUR LA CHALEUREUSE HOSPITALITÉ QUI NOUS A ÉTÉ ACCORDÉE,
AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE OFFICIELLE
EN FRANCE.

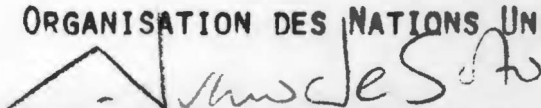
IL M'A ÉTÉ AUSSI UTILE QU'AGRÉABLE DE M'ENTREtenir AVEC VOUS DE LA
SITUATION INTERNATIONALE ET, NOTAMMENT, DES CONFLITS ET DES TENSIONS DE
TOUS ORDRES QUI PRÉOCCUPENT SI VIVEMENT LA COMMUNAUTÉ DES NATIONS. JE
SUIS HEUREUX, EN OUTRE, QUE VOUS M'AYEZ RÉAFFIRMÉ LE SOUTIEN QUE LA
FRANCE APPORTE À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET QUI LUI EST SI
PRÉCIEUX.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, LES ASSURANCES DE MA
PLUS HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES


Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

2 May 1985

Nicole Lannegrace

3752

5117

EOG

MONSIEUR LOUIS MERMAZ
PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
PARIS

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS EXPRIMER
TOUTE MA RECONNAISSANCE POUR LE TRÈS AIMABLE ACCUEIL QUE VOUS NOUS AVEZ
RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE À
L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

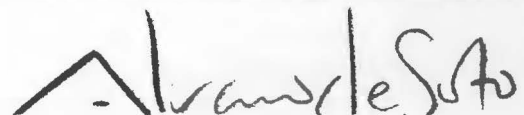
JE SUIS HEUREUX D'AVOIR PU, AU COURS DE NOTRE INTÉRESSANT ENTRETIEN,
ABORDER AVEC VOUS LES PRINCIPALES QUESTIONS QUI PRÉOCCUPENT ACTUELLEMENT
LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE. PERMETTEZ-MOI ÉGALEMENT DE VOUS REMERCIER,
AINSI QUE M. CLAUDE ESTIER, DE L'UTILE ÉCHANGE DE VUES QUE VOUS M'AVIEZ
MÉNAGÉ AVEC LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'EXPRESSION DE MA
TRÈS HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES



3-5

cc: SG ~~bf: VD/EO/ZHAO/ID/GP/FP/IM~~
File: Paris trip file
XRef: France

2 May 1965 Nicole Larnagrace 3752 5117

EOSS

MONSIEUR ROLAND DUMAS
MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES
PARIS

MONSIEUR LE MINISTRE,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS ADRESSER MES PLUS SINCÈRES REMERCIEMENTS POUR LE TRÈS AIMABLE ACCUEIL QUI NOUS A ÉTÉ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE OFFICIELLE EN FRANCE.

J'AI EU GRAND PLAISIR À VOUS RENCONTRER ET À M'ENTREtenir AVEC VOUS DES QUESTIONS QUI SONT, AUJOURD'HUI, AU PREMIER RANG DES PRÉOCCUPATIONS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.

MA FEMME SE JOINT À MOI POUR VOUS REMERCIER À NOUVEAU, AINSI QUE VOTRE ÉPOUSE, DU SI AGRÉABLE DÎNER QUE VOUS NOUS AVEZ OFFERT ET DONT NOUS GARDONS UN EXCELLENT SOUVENIR.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE MINISTRE, L'EXPRESSION DE MA TRÈS HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

3-5

cc: SG ~~bf: VD/EO/ZHAO/ID/GP/FP/IM~~
File: Paris trip file
XRef: France

2 May 1985 Nicole Lannegrace 3752 5117

EOSG

MONSIEUR ALAIN POHER
PRÉSIDENT DU SÉNAT
PARIS

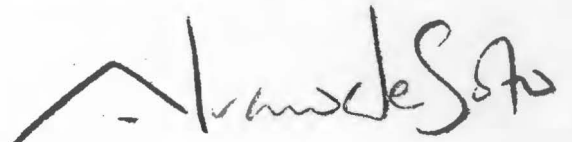
MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS REMERCIER
DU TRÈS AIMABLE ACCUEIL QUE VOUS NOUS AVEZ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA
DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE AU SÉNAT.

J'AI ÉTÉ HEUREUX DE POUVOIR M'ENTREtenir AVEC VOUS DES DIFFÉRENTES
QUESTIONS QUI PRÉOCCUPENT ACTUELLEMENT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE ET DE
RENCONTRER ENSUITE VOS ÉMINENTS COLLÈGUES DANS UNE AMBIANCE DÉTENDUE ET
AMICALE.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'EXPRESSION DE MA
TRÈS HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

cc: SG

bf: VD/BO/ZHAO/ID/GP/FP/IM

File: Paris trip file

XRef: France

2 May 1985 ~~Nicolas Lemaignan~~ 3752 5117

EOSSG

MONSIEUR LAURENT FABIUS
PREMIER MINISTRE
PARIS

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS REMERCIER TRÈS VIVEMENT DU CHARMANT ACCUEIL QUI NOUS A ÉTÉ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE OFFICIELLE EN FRANCE.

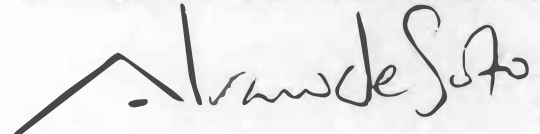
JE SUIS HEUREUX D'AVOIR PU FAIRE VOTRE CONNAISSANCE ET M'ENTREtenir AVEC VOUS DES QUESTIONS QUI PRÉOCCUPENT ACTUELLEMENT LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE. PERMETTEZ-MOI ÉGALEMENT DE VOUS EXPRIMER MA RECONNAISSANCE POUR L'APPUI QUE VOTRE GOUVERNEMENT APPORTE À L'ACTION DE NOTRE ORGANISATION.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, L'EXPRESSION DE MA TRÈS HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

3-5

cc: SG ~~BT~~: VD/EO/ZHAO/ID/GP/FP/IM

File: Paris trip file

XRef: UNA's/world

2 May 1985

Nicole Lannegrace

3752

5117

EOG

M. GABRIEL PÉRONNET
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE
POUR LES NATIONS UNIES
PARIS

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

À MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS REMERCIER
SINCÈREMENT DE NOUS AVOIR SI AIMABLEMENT ACCUEILLIS, LES MEMBRES DE MA
DÉLÉGATION ET MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE À PARIS.

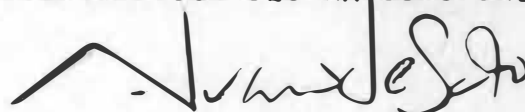
AU COURS DE L'AGRÉABLE SOIRÉE QUE J'AI PASSÉE EN VOTRE COMPAGNIE,
J'AI PU MESURER L'INTÉRÊT QUE LA FRANCE PORTE AUJOURD'HUI À
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES. SACHANT COMBIEN VOTRE ASSOCIATION
CONTRIBUE À LE SUSCITER ET À LE DÉVELOPPER, JE VOUDRAIS VOUS FÉLICITER DU
SUCCÈS DE VOS EFFORTS.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'EXPRESSION DE MA
HAUTE CONSIDÉRATION.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

3-5
cc: SG ~~bf: VD/EO/ZHAO/ID/GP/FP/IM~~

File: Paris trip file

XRef: France

2 May 1985

Nicolas Larnagère

3752

5117

EOSS

MONSIEUR JACQUES CHIRAC
MAIRE DE PARIS
PARIS

MONSIEUR LE MAIRE,

DE RETOUR À NEW YORK, JE TIENS À VOUS REMERCIER TRÈS VIVEMENT DU
CHARMANT ACCUEIL QUE VOUS NOUS AVEZ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION
ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE À PARIS.

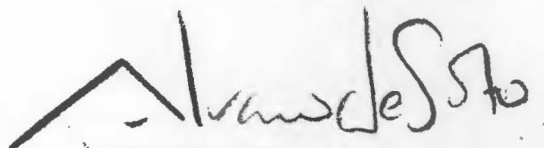
JE SUIS HEUREUX D'AVOIR PU M'ENTREtenir AVEC VOUS DE LA SITUATION
INTERNATIONALE LORS DU TRÈS AGRÉABLE DÉJEUNER QUE VOUS AVEZ EU
L'AMABILITÉ DE DONNER EN MON HONNEUR.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE MAIRE, L'EXPRESSION DE MA HAUTE
CONSIDÉRATION ET DE MON AMICAL SOUVENIR.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

3-5
cc: SG ~~bf: VD/EO/ZHAO/ID/GP/FP/IM~~

File: Paris trip file
XRef: Misc.universities

2 May 1985 Nicole Larnegras 3752 5117

BOGG

MME HÉLÈNE AHRWEILER
RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS
CHANCELIER DES UNIVERSITÉS DE PARIS
PARIS

MADAME LE RECTEUR,

A MON RETOUR AU SIÈGE DES NATIONS UNIES, JE TIENS À VOUS REMERCIER DE NOUS AVOIR SI AIMABLEMENT ACCUEILLIS, LES MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET MOI-MÊME, À L'UNIVERSITÉ DE PARIS.

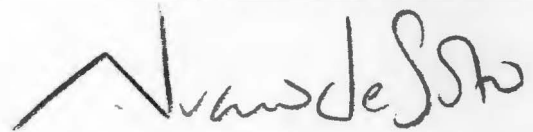
LA CÉRÉMONIE AU COURS DE LAQUELLE VOUS M'AVEZ FAIT LE GRAND HONNEUR DE ME DÉCERNER LE TITRE DE DOCTEUR HONORIS CAUSA M'A LAISSÉ UN SOUVENIR INEFFAÇABLE. JE VOUS PRIE DE TROUVER ICI, AINSI QUE M. JEAN IMBERT ET M. MICHEL VIRALLY, L'EXPRESSION DE MA PROFONDE GRATITUDE.

VEUILLEZ AGRÉER, MADAME LE RECTEUR, L'EXPRESSION DE MES TRÈS RESPECTUEUX HOMMAGES.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

3-5

cc: SG ✓ bf: VD/BO/ZHAO/ID/GP/FP/IM
File: Paris trip file
XRef: Misc.univs.

2 May 1985 Nicole Lannegrass 3752 5117

BOGG

M. JACQUES BAUMEL
PRÉSIDENT DE L'ACADÉMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE
PARIS

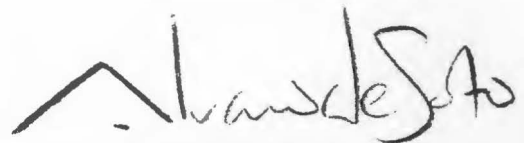
MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

DE RETOUR À NEW YORK, JE TIENS À VOUS REMERCIER VIVEMENT DU CHARMANT ACCUEIL QUE VOUS NOUS AVEZ RÉSERVÉ, AUX MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET À MOI-MÊME, LORS DE MA VISITE À PARIS.

AU COURS DE L'AGRÉABLE DÎNER QUE VOUS AVEZ EU L'AMABILITÉ DE DONNER EN MON HONNEUR, J'AI ÉTÉ HEUREUX DE POUVOIR M'ENTREtenir AVEC VOUS ET MES ÉMINENTS CONVIVES DES QUESTIONS INTERNATIONALES QUI INTÉRESSENT LA FRANCE ET LES NATIONS UNIES.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'EXPRESSION DE MA CONSIDÉRATION DISTINGUÉE.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

cc: SG

3-5
bf: VD/EO/ZHRO/ID/GP/FP/IM

Geneva
File: ~~Rxxxx~~ trip file
XRef: UNA's/world

3 May 1985

Nicola Longo

3752

5117

EOSG

MONSIEUR GUY-OLIVIER SEGOND
PRÉSIDENT DE LA SECTION GENEVOISE
DE L'ASSOCIATION SUISSE POUR LES NATIONS UNIES
CONSEILLER DE GENÈVE,
GENÈVE

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

DE RETOUR À NEW YORK, JE TIENS À VOUS REMERCIER VIVEMENT DE NOUS
AVOIR SI AIMABLEMENT ACCUEILLIS, LES MEMBRES DE MA DÉLÉGATION ET
MOI-MÊME, À L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE.

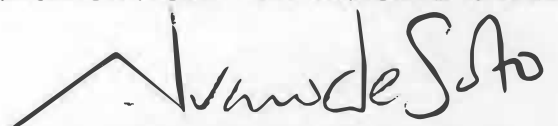
GRÂCE À VOUS, J'AI PU M'ADRESSER AUX PROFESSEURS, AUX ÉTUDIANTS ET
AUX HABITANTS DE GENÈVE QUI S'INTÉRESSENT AUX NATIONS UNIES ET M'EFFORCER
DE SATISFAIRE LEUR LÉGITIME CURIOSITÉ, CE DONT JE VOUS SUIS TRÈS
RECONNAISSANT.

JE VOUS PRIE D'AGRÉER, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, L'EXPRESSION DE MA
CONSIDÉRATION DISTINGUÉE.

JAVIER PÉREZ DE CUÉLLAR

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES



Alvaro de Soto, Special Assistant to SG

FP/sm

cc: SG

File:

XRef:

b/f:

VD/EO/AS/ZHAO/ID/GP/JPK/IM

Trip Paris follow up 6-5
VIP 45

Le 2 mai 1985

Cher ami, (à la main)

Je vous remercie de votre petit mot du 24 avril
auquel j'ai été fort sensible.

De telles paroles d'encouragement et de soutien
sont particulièrement précieuses lorsqu'elles
viennent d'un collègue et ami qui sert depuis
longtemps l'Organisation avec autant de talent que de
dévouement.

Croyez, cher ami, à l'expression de mes
sentiments de sincère gratitude.

Bien cordialement,

Javier Pérez de Cuéllar

Monsieur Philippe de Seynes
UNITAR

Jeu di 24 Avril . short reply 1-5-85
FP

Cher Secrétaire Général,
Votre interview du "Monde"

PHILIPPE DE SEYNES

m'a comblé de joie. C'est à la fois la
plus équilibrée et la plus percutante
que j'ai pu entendre au tie au cours de
ma longue carrière. Je n'ai qu'une
réserve. Elle concerne la "petite phrase"
où vous évoquez votre départ. Mais

je me console à la pensée, qu'en ce
domaine votre fonction ne vous laisse
pas une totale liberté.

Acceptez, je vous prie, l'expression
de mes sentiments respectueux et
amicaux.

Philippe de Sèze

Trip From

ANA TERESA ARISMENDI MELCHERT

Apr 186

Chambre 537



Given to SB's family
in Paris - April 85

HÔTEL DE CRILLON

10, PLACE DE LA CONCORDE
PARIS
TELEPHONE 265-24-24
TELEGR. CRILONOTEL-PARIS 123
TELEX: 290 204 CRILLON

JEB

Miércoles 24.-
Querida Secretario, Embajador
y amigos:

Con el revuelo en el Hotel,
me he enterado de que estás
aquí... no sé si con Marcella -
Quien delante un afectuoso
saludo y un abrazo con la
esperanza de que pronto
vernos aunque sea de lejos
Mis más cariñosos y venezolanos
saludos. Marcella



one of The Leading Hotels of the World
Represented Worldwide by HRI

United Nations

Press Release

Department of Public Information
Press Section
United Nations, New York



SG/SM/3690

26 April 1985

SG Address
Trip France
Amundt
M. J. C. Davis

SECRETARY-GENERAL'S ADDRESS AT THE SORBONNE UNIVERSITY

Following is the text of an address by Secretary-General Javier Perez de Cuellar, delivered in Paris on Wednesday, 24 April, at the Sorbonne University. The statement is translated from French.

Allow me, first, to say how much I appreciate the great honour which you do me by inviting me here. Some time ago, I came here to listen keenly and enthusiastically to the lectures by the illustrious Professor Georges Scelle. Today, you are awarding me the degree of doctor honoris causa of your prestigious university. I have no scruples about feeling proud, since I know that through me it is the United Nations that you are honouring. But I cannot help feeling humble at the thought that we are going to celebrate its fortieth anniversary at an institution which dates back, I think, to the twelfth century. What impressive and reassuring longevity for an incomparable centre of intellectual influence, whose universalist calling was apparent so long before the creation of the world Organization! May the United Nations model itself on the traditions of open-mindedness and renewal that have enabled the University of Paris to weather the centuries without losing its youth and its vitality.

It is in the spirit of academic objectivity appropriate to this setting that I propose to speak to you on the role of the Secretary-General of the United Nations.

As you know, the role of Secretary-General is outlined rather than defined in Chapter XV of the Charter, which consists of Articles 97 to 101. This role can be divided into the political and the administrative. The political function, for which the general framework is set by Articles 98 and 99, has been much discussed but, has never been too precisely defined. The capabilities inherent in it can vary in scope, depending on the climate of international relations and also on the qualities of tact, conviction, courage, realism and fidelity to the aims of the Charter which the occupant of the office may bring to bear on it.

We must first be clear about what the Secretary-General is not. Though well understood by the diplomatic community, the question has been a matter of much public confusion. It is well known, though not always borne in mind, that, as no sovereignty rests in the United Nations, the Secretary-General is

(more)

3442P

For Information media — not an official record

not the chief executive of a world government. He disposes of no power to enforce the decisions of the United Nations. Nor is he a secular Pope who can pronounce anathemas and issue edicts in the temporal realm. There are very few absolutes in international affairs. The norms laid down in the Charter no doubt dictate a categorical assent but, more often than not, the application of these norms to a complicated situation becomes itself a subject of controversy. This happens because the contestants have different perceptions and sense of values.

Not to speak of the imperatives flowing from the Charter, even the text of resolutions adopted by the main deliberative organs, sometimes lends itself to two conflicting interpretations and the adopting organs seldom clarify which one of the two is wrong.

By the very nature of his mandate, of course, the Secretary-General has no place in any diplomatic transaction or undertaking which ignores or bypasses the principles of the Charter and the pronouncements of the competent organs of the United Nations. Yet he has to employ both political realism and also unlimited patience to ensure that his own evaluation of the positions of the parties does not block communications and inhibit progress towards a mutual understanding between them which would ease the conflict. It is, therefore, neither mere expediency, nor the preference for the easier course, nor the desire to be on good terms with all, but the demands of his office which prevent the Secretary-General from endorsing the moral judgements so frequently passed by the leaders or media of public opinion in one country about the position of another.

These constraints on the Secretary-General's role, however, do not justify a passivity on his part in regard to general turns in international relations or the responsibilities of the various parties in a particular situation. Though the exercise of his political functions can bear fruit only in a climate of reasonableness, he cannot merely wait for the atmosphere to change and the tide to turn; if he does, his functions can rapidly atrophy through disuse. In a time of strains and difficulties, his job is to look for, and take advantage of, whatever openings come to view for better communications and greater accommodation between States that are at odds with one another. I consider aloofness, withdrawal from action and an attitude of unconcern about the outcome of a particular issue or conflict wholly impermissible on the Secretary-General's part. He has to be impartial but not indifferent.

What is impartiality? The litmus test for it is the ability to evoke the trust of both sides; the Secretary-General must not only be impartial in his own attitude; he must be perceived to be so. The prerequisite for it is the scrupulous independence of the Secretary-General. He must not allow his independence of judgement to be impaired or distorted by the pressures which inevitably emanate from the policies of Governments or groups of Governments. He must be guided by a strong sense of justice and humanity. Beyond this, impartiality means that, in situations of divergence or dispute between States, the Secretary-General should try to understand as best he can the roots of insecurity, the fears and the aspirations which have impelled a State to a particular policy or course of action. I speak from personal experience

(more)

when I say that a main cause for the hardening or aggravation of international conflicts is that one party ignores the fears of the other and so do those who render it support. There is a manifest need, therefore, for a third party to address the fears of each.

I am reminded here of the memorable dictum of my predecessor, Dag Hammarskjöld: "You can only hope to find a lasting solution to a conflict if you have learned to see the other objectively but, at the same time, to experience his difficulties subjectively." This involves an exercise of empathy and imagination which can refresh what otherwise might be a frustrating pursuit. Much though I commend it, however, I must enter the caveat that it cannot be equally helpful in all cases. Situations can occur where the national leadership of a State takes a stubborn stand and seems to be immune to rational persuasion. When confronted with such a situation and having reached a point where further exercise of his good offices can only give a false impression, the Secretary-General must neither equivocate nor resort to denunciations but must state the facts of the case plainly.

I shall now turn to Articles 98 and 99 of the Charter. The first of these obliges the Secretary-General "to act in that capacity in all meetings" of the main deliberative organs and "to perform such other functions" as are entrusted to him by them. This in practice has meant the submission of reports and the exercise of good offices at the request of the Security Council and the General Assembly. As far as the making of reports is concerned, it is, of course, a very important, indeed essential, part of the functions of the Secretary-General to obtain such information and provide such views and counsel as the organs of the United Nations may require. But, to maintain the purposefulness of the work of the United Nations, it is also necessary that such reports should not be requested as a matter of routine. I must regretfully mention that this important consideration is not always observed by the General Assembly; we run a serious risk of what I might call "debasement of the currency" when a report is requested without any realistic expectation that it will constitute a meaningful contribution to progress on the issue. There are certain areas in which we are running this risk.

Article 98 also provides the constitutional basis for the Secretary-General to make an annual report to the General Assembly on the work of the Organization. I do not understand this provision to require a mere narration of the year's developments, a tour d'horizon of different situations and problems or a summary of the working of the Secretariat. "The work of the Organization" is a broad, encompassing term; it includes whatever the Organization has done or failed to do or is required to do with regard to the general state of the international community. For economy and emphasis and for evoking pointed attention to a dominant issue, I feel it most necessary that these reports should have a thematic focus. I am deeply appreciative of the reception my annual reports have met though I must add -- again regretfully -- that many of the steps I have suggested have not yet materialized.

I do not intend to put my own construction on Article 99 of the Charter when I say that it contains the three elements of right, responsibility and discretion. The element of right is obvious from the very wording of the

(more)

Article and has never been the subject of dispute or difference among States Members of the United Nations. The two other elements, however, continue to give rise to doubts or questions which need to be clearly answered. It would seem at first sight that, once authorized to bring to the attention of the Security Council any matter which in his opinion may threaten the maintenance of international peace and security, the Secretary-General has the duty to do so if the contestants or other States involved are unwilling to seek recourse to the Council. The obligation, however, is not automatic and it is significant that, when the Charter was being drafted, a proposal to amend the Article so as to make its invocation a duty of the Secretary-General had to be withdrawn.

Before invoking the Article, the Secretary-General has to consider the possible outcome of his initiative, such outcome being dependent upon the agreement of the permanent members which itself is conditioned by their bilateral relations or understandings. A situation would be aggravated and not eased if the exercise under Article 99 of the Secretary-General's right with respect to it would be followed by indecision or disagreement in the Security Council. Furthermore, the fluidity and variety of situations which may threaten international peace and security call for a flexible strategy of peace: this explains the discretionary element in Article 99. Two situations of equally dangerous potential may have to be dealt with in two different ways, depending on the extent to which they can be insulated from great-Power rivalries, the degree to which the parties are susceptible to moral suasion and, in some cases, the reluctance of one or both parties to face exposure in the Security Council.

It is quite clear from the wording of Article 99 itself -- and this is borne out by the deliberations of the Preparatory Commission -- that the Charter regards the Secretary-General, in addition to his other functions, as an instrument of multilateral diplomacy at the anticipatory or preventive level. The words "in his opinion" and "may threaten the maintenance of international peace and security" clearly indicate: (1) that he may bring to the attention of the Security Council not only actual but also potential causes of conflict; (2) and that he must constantly and independently monitor developments in all matters which have a bearing on international peace and security.

It should also be noted that Article 99 uses the much broader term "matter" and not "dispute or situation". The term covers all developments which, to quote the words of the Preparatory Commission, "could have serious political implications remediable only by political action". It therefore gives the Secretary-General a wide margin of discretion. In the view of the authors of the report of the Preparatory Commission, the responsibility conferred on the Secretary-General required "the exercise of the highest qualities of political judgement, tact and integrity". Some commentators, however, have argued that the ambiguity of Article 99 works to the detriment of the Secretary-General. Be that as it may, and without detracting in any way from the primary responsibility of the Security Council for the maintenance of international peace and security, the Secretary-General is in a position to supplement the efforts of the Council to prevent conflict and to negotiate solutions. The Secretary-General is in a comparable position

(more)

vis-à-vis the General Assembly, since the latter's rules of procedure authorize him to include in its provisional agenda any item which he deems it necessary to put before it.

In my own experience, I have always enjoyed the understanding of the Security Council in my quest for solutions to current international disputes or situations which pose a threat to peace. Whenever the Council is unable to adopt a resolution owing to division among its permanent members, whenever it makes a recommendation which is rejected by one of the parties, or whenever it adopts a resolution which is not supported, or is perceived as not being supported by some important States which are directly or indirectly involved, the Secretary-General must be the main intermediary between the parties. In that role, he can help to preserve those elements which would enable the parties to reach an accommodation or an agreement, or even, with a bit of luck, help to lay the foundations for such agreement. In performing that function, the Secretary-General has to improvise and may even feel obliged to suggest means other than those originally envisaged for attaining the objectives set by the Security Council.

This function of the Secretary-General's has expanded considerably with the passage of time. It is not confined to disputes or situations falling within the purview of the Security Council. In matters dealt with by the General Assembly, where controversy still persists even after the adoption of a resolution, it becomes the duty of the Secretary-General to ensure to the extent possible that the parties remain open to dialogue.

This role entails the exercise of good offices by the Secretary-General, and I have been encouraged in that regard both by the Security Council and by Governments concerned. I am grateful that no Government, even when aggrieved by the way which the main deliberative organs have handled a matter with which it is directly concerned, has ever refused to participate in a dialogue through the office of the Secretary-General. Dialogue may sometimes seem discouraging, but I have always felt that to be discouraged is not an option open to me. My distinguished predecessors have spelt out very clearly the importance of securing the confidence of the parties if such "quiet diplomacy" is to be effective.

There is, however, one area in which the role of the Secretary-General has not changed, and that is in connection with Article 96 of the Charter. That Article provides that the General Assembly and the Security Council may request advisory opinions from the International Court of Justice, and that other organs of the United Nations may be authorized by the General Assembly to request such opinions also. Such authorization has been given to several United Nations organs and to specialized agencies, but not to the Secretary-General, neither in his political function nor with regard to his administrative responsibilities.

To remain abreast of contemporary political developments, multilateral diplomacy should not be conceived of solely in terms of good offices or negotiation. In a crisis, it must be alive to all the nuances of the situation and serve to allay fears and suspicions which are at the root of conflicts by using the many points of contact and communication between

(more)

Governments. If it is successful in this, it may elicit concessions which potential adversaries, left to themselves, would never consider.

It is gratifying that following the publication in 1982 of my first annual report, some of these ideas have been the subject of consultations among the members of the Security Council. I must make it clear that when I refer to better means or facilities for strengthening the role of the Secretary-General, I am not contemplating any modification of the scheme envisaged in the Charter. While the Charter may not be immutable for all times to come, I believe that the Secretary-General would provoke discord if he now proposed any direct or indirect amendment. The Charter, as it stands, constitutes the sole basis for the authority of the Secretary-General. Secretariat reform, duly approved by the required majority, would in no way alter the distribution of functions and powers among the various United Nations organs. The strengthening of the institutional basis of preventive diplomacy, far from diminishing the role of the Security Council, would enhance its effectiveness. As long as the resources at the disposal of multilateral diplomacy are disproportionately short of its needs, it will fail to make the constructive impact on events which peoples all over the world expect from it.

I have already said that the political functions of the Secretary-General are not very precisely defined. On the other hand, as far as his administrative functions are concerned, Article 97 of the Charter goes as far as can reasonably be expected in making the Secretary-General the highest official and, as such, the chief administrative officer of the Organization. This provision is clearly based on the idea of a unified Secretariat working as a team under the direction of a single leader. The Secretary-General's managerial functions have developed considerably since the establishment of the Organization. Nevertheless, we have also witnessed over the years a steady and extremely regrettable erosion of the powers and the freedom of manoeuvre which the Secretary-General must enjoy if the Secretariat is to function smoothly and efficiently, and if a coherent international civil service is to be built up.

While all Governments profess their commitment to the principle of an independent international civil service, few of them refrain from defending their particular interests, with frequent representations, particularly in personnel matters. In addition, the division of powers between the legislative and the executive, that is to say between the General Assembly and the Secretariat, which is so essential for sound administrative management, tends to become blurred when the General Assembly issues increasingly detailed directives on various aspects of personnel policy. All of this raises serious questions of administrative responsibility and authority which, in my opinion, Member States cannot ignore or avoid if they intend to have an effective instrument for attaining the objectives of the Charter.

Apart from the promotion of peaceful international relations and the question of the administration of the United Nations, one can identify three areas where there are developments that have implications for international peace and security. In my view, they must be central to the concerns and

(more)

functions of the Secretary-General and demand unswerving commitment to the principles of the Charter.

The first is that of disarmament, particularly nuclear disarmament. Without passing judgement on the positions of the great Powers in their bilateral negotiations on the limitation of nuclear armaments, I believe that the Secretary-General would be remiss if he failed to sound the alarm and warn mankind that the arms race, because of its pace and range, is likely to lead to collective suicide. In this connection, the Secretary-General has a duty towards mankind that must take precedence over any other consideration. While he must be careful not to jeopardize, by untimely interventions in negotiations, progress towards a universally accepted objective, he cannot remain a helpless bystander as a handful of States monopolize a responsibility which rests with us all, namely, guaranteeing the survival of mankind and civilization.

The second area has to do with the promotion of human rights, which now constitute one of the central pillars of a just and lasting international order. Given the sensitivities of Governments, the Secretary-General must proceed with the utmost caution in this area and must avoid any error of judgement which might aggravate the suffering of the victims of oppression. But this does not mean that he should lose sight of the fact that the essential objective is to achieve concrete results, even if his statements or his reports serve or interfere with the political interests of any of the parties concerned.

The third area has to do with activities in the event of natural disasters. Here it is the responsibility of the Secretary-General to appeal for international relief. It is for him to solicit relief and methodically organize relief activities in response to the most pressing needs, disregarding all other considerations. Recent action to assist various African countries seems encouraging in this regard, for it has highlighted the indispensable role of the Secretary-General in a crucially important area. It makes me even more convinced that solidarity is not an empty slogan.

Here the duty of the Secretary-General is viewed in relation not to any particular legal requirement, but to mankind as a whole. To some extent he is the conscience of mankind. This aspect of his role might be strengthened in response to world opinion in the light of the unprecedented dangers now facing the planet. It is on behalf of the peoples of the world that the Secretary-General must plead for disarmament, tolerance and solidarity. The champions of realpolitik will object that this is fine and noble idealism; they are inclined to see in it only a modern way of handling the consciousness of misfortune. But how can one ignore that, because of the strength they derive from the support of public opinion, moral positions solely based on a concern for the universal good can also change the course of history? At a time when political discourse seems suspect, perhaps one should draw on the power of the imagination and the power of the moral conscience. This is how we will together be able to build a better world.

* * * * *

ZCZC DBL1008 NCL9579 PAR065

SS NYK HQS

.PARIS (DPI) 24 1530 Z

UNPAR186-4 PART I OF II. SPOKESMAN'S OFFICE, FROM GIULIANI.
FOLLOWING FULL TEXT OF SECGEN'S ADDRESS UNDER EMBARGO. WE SHALL
TELEPHONE LAST MINUTE CHANGES. QUOTE DISCOURS DU SECRETAIRE
GENERAL A LA SORBONNE PARIS, LE 24 AVRIL 1985 PARA MESSIEURS LES
MINISTRES, MADAME LE RECTEUR, MONSIEUR LE PRESIDENT, MESDAMES,
MESSIEURS, PARA. PERMETTEZ-MOI, TOUT D'ABORD, DE VOUS DIRE COMBIEN
JE SUIS SENSIBLE AU GRAND HONNEUR QUE VOUS ME FAITES EN
M'ACCUEILLANT PARMi VOUS. AUTREFOIS, DEJA, J'ETAIS VENU SUIVRE
ICI AVEC AVIDITE ET PASSION LES COURS DE L'ILLUSTRE PROFESSEUR
GEORGES SCHELLE. AUJOURD'HUI VOUS ME CONFEREZ LE TITRE DE
DOCTEUR HONORIS CAUSA DE VOTRE PRESTIGIEUSE UNIVERSITE. JE N'AI
PAS DE SCRUPULES A EN RESSENTIR DE LA FIERTE PUISQUE JE SAIS
QU'A TRAVERS MOI, C'EST L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES QUE
VOUS HONOREZ. JE NE PEUX, CEPENDANT, M'EMPECHER D'EPROUVER
DE L'HUMILITE A LA PENSEE QUE NOUS ALLONS FETER SON QUARANTIEME
ANNIVERSAIRE AU SEIN D'UNE INSTITUTION QUI REMONTE, JE CROIS,
AU DOUZIEME SIECLE. LONGEVITE TOUT A LA FOIS IMPRESSIONNANTE ET
RECONFORTANTE D'UN CENTRE INCOMPARABLE DE RAYONNEMENT INTELLECTUEL
DONT LA VOCATION A L'UNIVERSEL S'EST AFFIRMEE SI LONGTEMPS AVANT
LA CREATION DE L'ORGANISATION MONDIALE. PUISSE CELLE-CI S'INSPIRER
DES TRADITIONS D'OUVERTURE ET DE RENOUVELLEMENT QUI ONT PERMIS A
L'UNIVERSITE DE PARIS DE TRAVERSER LES SIECLES SANS PERDRE SA

JEUNESSE ET SA VITALITE. PARA. C'EST EN M'EFFORCANT A L'OBJEC-
TIVITE QUI SIED AUX UNIVERSITES QUE JE ME PROPOSE DE VOUS PARLER
DU ROLE DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES. PARA. COMME
VOUS LE SAVEZ, LE ROLE DU SECRETAIRE GENERAL EST ESQUISSE PLUS
QUE DEFINI DANS LE CHAPITRE XV DE LA CHARTE QUI COMPREND LES
ARTICLES 97 A 101. CE ROLE EST A LA FOIS ADMINISTRATIF ET
POLITIQUE. PARA. LA FONCTION POLITIQUE, DONT LE CADRE GENERAL
EST FIXE PAR LES ARTICLES 98 ET 99, A FAIT COULER BEAUCOUP
D'ENCRE, MAIS N'A JAMAIS ETE DEFINIE AVEC BEAUCOUP DE PRECISION.
LES POSSIBILITES D'ACTION QU'ELLE RECOUVRE PEUVENT ETRE PLUS QU
MOINS VASTES, SELON LE CLIMAT DES RELATIONS INTERNATIONALES ET
AUSSI SELON LES QUALITES DE TACT, DE CONVICTION, DE COURAGE,
DE REALISME ET DE FIDELITE AUX OBJECTIFS DE LA CHARTE, DONT
FAIT PREUVE LE TITULAIRE DE CETTE FONCTION. PARA. COMMENCONS PAR
PRECISER CE QUE LE SECRETAIRE GENERAL N'EST PAS. CETTE QUESTION
NE FAIT PAS DE DOUTE POUR LA COMMUNAUTE DIPLOMATIQUE MAIS ELLE
PRETE A CONFUSION AUPRES DU GRAND PUBLIC. IL EST BIEN CONNU -
MEME SI L'ON NE S'EN SOUVIENT PAS TOUJOURS - QUE, DANS LA MESURE
OU L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES N'A PAS DE POUVOIR SOUVERAIN,
LE SECRETAIRE GENERAL N'EST PAS LE CHEF D'UN GOUVERNEMENT MONDIAL.
IL N'A PAS DE POUVOIR COERCITIF LUI PERMETTANT DE FAIRE APPLIQUER
LES DECISIONS DE L'ORGANISATION. IL N'EST PAS NON PLUS UNE SORTE
DE PROCUREUR, SUSCEPTIBLE DE LANCER DES ACCUSATIONS ET DE PRONONCER
DES CONDAMNATIONS. IL N'Y A GUERE D'ABSOLU DANS LES AFFAIRES
INTERNATIONALES. LES NORMES ENONCEES DANS LA CHARTE EMPORIENT,
CERTES, UNE ADHESION SANS RESERVE MAIS L'APPLICATION DE CES NORMES
A UNE SITUATION COMPLEXE EST SOUVENT SUJETTE A CONTROVERSE, CAR
LES PARTIES EN PRESENCE N'ONT NI LE MEME POINT DE VUE NI LA MEME
ECHELLE DE VALEURS. PARA. SANS PARLER DES IMPERATIFS DECOULANT DE
LA CHARTE, IL ARRIVE MEME QUE LE TEXTE DES RESOLUTIONS ADOPTEES
PAR LES PRINCIPAUX ORGANES DELIBERANTS SE PRETE A DES INTERPRE-
TATIONS DIVERGENTES ENTRE LESQUELLES L'ORGANE QUI L'A VOTE
TRANCHE RAREMENT. PARA. DE PAR LA NATURE MEME DE SON ANDAL, IL

EST CLAIR QUE LE SECRETAIRE GENERAL N'A PAS SA PLACE DANS UNE TRANSACTION DIPLOMATIQUE VOIRE UNE ENTREPRISE QUI NE SERAIT PAS CONFORME AUX PRINCIPES DE LA CHARTE OU AUX DECISIONS ADOPTEES PAR LES ORGANES COMPETENTS DE L'ORGANISATION. POURTANT, IL LUI FAUT FAIRE PREUVE DE REALISME POLITIQUE, ET AUSSI D'UNE INFINIE PATIENCE, POUR VEILLER A CE QUE SA PROPRE EVALUATION DE LA POSITION DES PARTIES N'INTERDISE PAS LA COMMUNICATION ENTRE ELLES ET NE LES EMPECHE PAS DE CHERCHER A S'ENTENDRE, FACILITANT AINSI LA DETENTE. CE N'EST DONC PAS PAR OPPORTUNISME NI PAR FACILITE, NON PLUS QUE PAR DESIR D'ETRE EN BONS TERMES AVEC TOUS, MAIS BIEN PARCE QU'IL Y EST TENU PAR LES IMPERATIFS DE SA CHARGE QUE LE SECRETAIRE GENERAL S'ABSTIENT DE SOUSCRIRE AUX JUGEMENTS MORaux SI FREQUEMMENT PORTES PAR LES DIRIGEANTS OU LES MEDIAS D'UN PAYS SUR LA POSITION D'UN AUTRE. PARA. LES CONTRAINTES QUI PESENT SUR L'EXERCICE DES FONCTIONS DU SECRETAIRE GENERAL NE JUSTIFIENT PAS, CEPENDANT, QU'IL RESTE PASSIF DEVANT L'EVOLUTION DES RELATIONS INTERNATIONALES EN GENERAL, OU DEVANT LES RESPONSABILITES DES UNS ET DES AUTRES DANS UNE SITUATION PARTICULIERE. BIEN QUE SES ACTIVITES POLITIQUES NE PUISSENT PORTER DE FRUITS QUE LORSQUE LA RAISON PREVAUT, IL NE SAURAIT SE CONOENTER D'ATTENDRE QUE L'ATMOSPHERE CHANGE NI QUE LE COURS DES EVENEMENTS NE S'INVERSE SEMICLN IL RISQUERAIT, EN EFFET, DE VOIR SES FONCTIONS S'ATROPHIER RAPIDEMENT FAUTE D'ETRE SUFFISAMMENT EXERCEES. EN PERIODE DE TENSIONS ET DE DIFFICULTES, SA MISSION EST DE RECHERCHER TOUTES LES POSSIBILITES QUI PEUVENT SE PRESENTER D'AMELIORER LA COMMUNICATION ET LES ACCOMMODEMENTS ENTRE ETATS EN DESACCORD, ET DE TIRER PARTI DE CES POSSIBILITES. A MON AVIS, REFUSER D'AGIR ET NE PAS SE PREOCCUPER DE L'ISSUE D'UNE QUESTION OU D'UN DIFFEREND SERAIENT TOTALEMENT INADMISSIBLES DE LA PART DU SECRETAIRE GENERAL. IL FAUT QU'IL SOIT IMPARTIAL MAIS NON PAS INDIFFERENT. PARA. QU'EST-CE QUE L'IMPARTIALITE ? ELLE SE JUGE, AVANT TOUT, A LA CAPACITE DE GAGNER LA CONFIANCE DES PARTIES EN PRESENCE. LE SECRETAIRE GENERAL NE DOIT PAS SEULEMENT SE

MONTRE IMPARTIAL SEMBLANT IL DOIT AUSSI ETRE CONSIDERE COMME TEL, CE QUI EXIGE D'ABORD QU'IL PRESERVE SCRUPULEUSEMENT SON INDEPENDANCE. IL NE DOIT PAS LAISSER LES PRESSIONS QUE NE MANQUENT PAS D'EXERCER LES POLITIQUES DES GOUVERNEMENTS OU DES GROUPES DE GOUVERNEMENTS PORTER ATTEINTE A SA LIBERTE DE PENSEE OU DEFORMER SON JUGEMENT. IL DOIT, EN REVANCHE, ETRE GUIDE PAR UN SOUCI PROFOND DE JUSTICE ET D'HUMANITE. L'IMPARTIALITE EXIGE, EN OUTRE, QU'EN CAS DE DIVERGENCES OU DE DIFFERENDS ENTRE ETATS, LE SECRETAIRE GENERAL ESSAIE DE COMPRENDRE DU MIEUX QU'IL PEUT L'INSECURITE ET SES CAUSES, LES CRAINTES ET LES ASPIRATIONS QUI ONT INCITE UN ETAT A SUIVRE UNE POLITIQUE OU UNE ORIENTATION DONNEE. J'AI PU CONSTATER PAR MOI-MEME QUE LE DURCISSEMENT DES POSITIONS OU L'AGGRAVATION DES CONFLITS INTERNATIONAUX TIENNT SOUVENT POUR UNE LARGE PART A CE QUE L'UNE DES PARTIES NE PREND PAS EN COMPTE LES CRAINTES DE L'AUTRE, NON PLUS QUE CEUX QUI LA SOUTIENNENT. IL EST DONC CLAIR QU'IL FAUT QU'UN TIERS PRENNE EN CONSIDERATION LES CRAINTES DE L'UNE ET DE L'AUTRE. PARA. CECI ME RAPPELLE UNE PHRASE MEMORABLE DE L'UN DE MES PREDECESSEURS, DAG HAMMARSKJOLD : (DEBUT DE CITATION) SUBQUOTE VOUS NE POUVEZ ESPERER TROUVER DE SOLUTION DURABLE A UN DIFFEREND QUE SI VOUS AVEZ APPRIS A CONSIDERER AUTRUI DE FACON OBJECTIVE, MAIS AUSSI A EPROUVER SUBJECTIVEMENT SES DIFFICULTES UNSUBQUOTE. (FIN DE CITATION) CECI REQUIERT UN EFFORT OBSTINE DE COMPREHENSION ET D'IMAGINATION CAPABLE DE TRANSFORMER UNE QUETE QUI POURRAIT, A DEFAUT, S'AVERER DECEVANTE. BIEN QUE JE LE PRECONISE SANS RESERVE, JE TIENS A SOULIGNER QUE CET EFFORT NE SAURAIT ETRE AUSSI UTILE DANS TOUS LES CAS. IL PEUT SE FAIRE QUE LES DIRIGEANTS D'UN ETAT S'ACCROCHENT A LEUR POSITION ET PARAISSENT INACCESSIBLES AUX ARGUMENTS DE LA RAISON. EN PAREIL CAS, LORSQU'IL EST ARRIVE AU POINT OU POURSUIVRE SES BONS OFFICES NE POURRAIT QU'ENTRE-tenir une ILLUSION TROMPEUSE, LE SECRETAIRE GENERAL NE DOIT RECOURIR NI AUX EQUIVOQUES NI AUX ACCUSATIONS, MAIS DIRE CLAIREMENT CE QU'IL EN EST. PARA. JE VOUDRAIS MAINTENANT COMMENCER

PLUS PRECISEMENT LES ARTICLES 98 ET 99 DE LA CHARTE. SELON LE
PREMIER, SUBQUOTE LE SECRETAIRE GENERAL AGIT EN CETTE QUALITE
A TOUTES LES REUNIONS UNSUBQUOTE DES PRINCIPAUX ORGANES DELIBERANTS
ET SUBQUOTE REMPLIT TOUTES AUTRES FONCTIONS DONT IL EST CHARGE PAR
CES ORGANES UNSUBQUOTE. EN PRATIQUE, CELA VEUT DIRE QU'IL PRESENTE
DES RAPPORTS ET QU'IL EXERCE SES BONS OFFICES A LA DEMANDE DU
CONSEIL DE SECURITE ET DE L'ASSEMBLEE GENERALE. EN CE QUI CON-
CERN L'ELABORATION DES RAPPORTS, C'EST BIEN ENTENDU UNE PART TRES
IMPORTANTE, VOIRE ESSENTIELLE, DES FONCTIONS DU SECRETAIRE GENERAL
QUE DE RECUEILLIR LES INFORMATIONS DONT LES ORGANES DE L'ORGANI-
SATION PEUVENT AVOIR BESOIN ET DE LEUR FOURNIR TOUS AVIS ET
CONSEILS UTILES. CELA DIT, POUR QUE LES TRAVAUX DE L'ORGANISATION
GARDENT TOUT LEUR SENS, IL IMPORTE QUE DE TELS RAPPORTS NE SOIENT
PAS DEMANDES PAR ROUTINE. FORCE EST DE RECONNAITRE QUE L'ASSEMBLEE
GENERALE NE TIENT PAS TOUJOURS COMPTE DE CETTE PREOCCUPATION. ON
RISQUE FORT DE PROVOQUER CE QUE JE POURRAIS APPELER UNE SUBQUOTE
DEVALUATION DES RAPPORTS UNSUBQUOTE, LORSQU'ON LES DEMANDE SANS
ESCOMPTE QU'ILS CONTRIBUERONT VRAIMENT A FAIRE AVANCER LES
TRAVAUX. IL Y A CERTAINS DOMAINES DANS LESQUELS NOUS COURONS CE
DANGER. PARA. END PART I OF III (METTERNICH/PAROMNIPRESS PARIS)
CORRECTION: LINE ONE PLS READ UNPAR 186-4 PART I OF III
COL 186-4 I II III 24 1985 XV 97 101 98 99 98 99

=04241557

=04241614

=04241615

NNNN

ZCZC DBL1010 NCL9584 PAR066

SS NYK HQS

.PARIS (DPI) 24 1530 Z

UNPAR186-4, PART II OF III. SPOKESMAN'S OFFICE FROM GIULIANI.

QUOTE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 98, LE SECRETAIRE GENERAL DOIT PRESENTER A L'ASSEMBLEE GENERALE UN RAPPORT ANNUEL SUR L'ACTIVITE DE L'ORGANISATION. A MON SENS, IL NE S'AGIT PAS ICI D'UN SIMPLE COMPTE RENDU DES EVENEMENTS DE L'ANNEE, D'UN TOUR D'HORIZON DES DIFFERENTS PROBLEMES QUI SE POSENT, NI D'UN RESUME DES TRAVAUX DU SECRETARIAT. L'EXPRESSION SUBQUOTE ACTIVITE DE L'ORGANISATION UNSUBQUOTE DOIT ETRE ENTENDUE AU SENS LE PLUS LARGE : ELLE ENGLOBE TOUT CE QUE L'ORGANISATION A FAIT, A OMIS DE FAIRE OU EST TENUE DE FAIRE EU EGARD A LA SITUATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. PAR SOUCI DE BRIEVETE ET D'EFFICACITE ET POUR BIEN FIXER L'ATTENTION SUR UNE QUESTION DOMINANTE, IL ME SEMBLE HAUTEMENT NECESSAIRE QUE CES RAPPORTS AIENT UN THEME CENTRAL. JE

SUIS HEUREUX DE L'ACCUEIL QUI A ETE RESERVE A MES RAPPORTS ANNUELS SEMICLN JE DOIS NEANMOINS AJOUTER QU'A MON GRAND REGRET, DANS BIEN DES CAS, LES MESURES QUE J'AI SUGGEREES NE SE SONT PAS ENCORE MATERIALISEES. PARA. CE N'EST PAS TENTER D'IMPOSER MA PROPRE INTERPRETATION DE L'ARTICLE 99 DE LA CHARTE QUE DE DIRE QU'IL CONTIENT LES TROIS ELEMENTS DE DROIT, DE RESPONSABILITE ET DE POUVOIR D'APPRECIATION DISCRETIONNAIRE. LE PREMIER ELEMENT, LE DROIT, RESSORT A L'EVIDENCE DU LIBELLE MEME DE L'ARTICLE ET N'A JAMAIS FAIT L'OBJET DE CONTESTATIONS OU DE DIVERGENCES ENTRE LES ETATS-MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES. EN REVANCHE, LES DEUX AUTRES ELEMENTS CONTINUENT DE SUSCITER DES DOUTES ET DE PROVOQUER DES QUESTIONS QUI MERITENT REPONSES ET ECLAIRCISSEMENTS. A PREMIERE VUE, IL SEMBLE QUE, DANS LA MESURE OU LE SECRETAIRE GENERAL EST AUTORISE A APPELER L'ATTENTION DU CONSEIL DE SECURITE SUR TOUTE AFFAIRE QUI, A SON AVIS, POURRAIT METTRE EN DANGER LE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES, IL AIT LE DEVOIR DE LE FAIRE SI LES PARTIES AU CONFLIT OU D'AUTRES ETATS CONCERNES NE SONT PAS DESIREUX DE RECOURIR AU CONSEIL. EN REALITE, CETTE OBLIGATION N'A RIEN D'AUTOMATIQUE ET IL EST BON DE RAPPELER QUE, LORS DE LA REDACTION DE LA CHARTE, UN AMENDEMENT QUI TENDAIT A OBLIGER LE SECRETAIRE GENERAL A INVOQUER CET ARTICLE, A DU ETRE RETIRE. AVANT D'EN FAIRE APPLICATION, LE SECRETAIRE GENERAL DOIT PRENDRE EN CONSIDERATION L'ISSUE POSSIBLE DE SON INITIATIVE, LAQUELLE DEPEND DE L'ACCORD DES MEMBRES PERMANENTS, LUI-MEME DETERMINE PAR LEURS RELATIONS BILATERALES OU LEURS ENOENTES. ON RISQUERAIT D'AGGRAVER UNE CRISE AU LIEU DE L'ATTENUER SI, LE SECRETAIRE GENERAL AYANT EXERCE LE DROIT QUE LUI CONFERE L'ARTICLE 99, IL S'ENSUIVAIT INDECISION OU DESACCORD AU SEIN DU CONSEIL DE SECURITE. DE PLUS, LA VARIETE ET LA FLUIDITE DES SITUATIONS QUI PEUVENT MENACER LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES COMMANDENT LA SOUPLESSE DANS LA STRATEGIE DE PAIX MISE EN OEUVRE SEMICLN C'EST CE QUI EXPLIQUE QU'A L'ARTICLE 99, LA DECISION SOIT LAISSEE A LA DISCRETION DU SECRETAIRE GENERAL. IL SE PEUT . . . R. LIE. QUE

DEUX SITUATIONS EGALEMENT DANGEREUSES DOIVENT ETRE TRAITEES DE FACON DIFFERENTE, SELON QUELLES SONT PLUS OU MOINS LIEES AUX RIVALITES ENTRE GRANDES PUISSANCES, SELON QUE LES PARTIES SONT PLUS OU MOINS ACCESSIBLES A DES ARGUMENTS D'ORDRE MORAL ET, DANS CERTAINS CAS, SELON QUE LES PARTIES OU L'UNE D'ENTRE ELLES REPUGNENT A ETRE MISES EN CAUSE PAR LE CONSEIL DE SECURITE. PARA. IL RESSORT CLAIREMENT DU LIBELLE MEME DE L'ARTICLE 99 - CONFIRME PAR LES TRAVAUX DE LA COMMISSION PREPARATOIRE - QUE LA CHARTRE ASSIGNE AU SECRETAIRE GENERAL, EN PLUS DE SES AUTRES FONCTIONS, LA MISSION DE MENER PAR ANTICIPATION OU A TITRE PREVENTIF UNE ACTION DIPLOMATIQUE MULTILATERALE. LES EXPRESSIONS SUBQUOTE A SON AVIS UNSUBQUOTE ET SUBQUOTE POURRAIT METTRE EN DANGER UNSUBQUOTE INDIQUENT SANS AMBIGUITE : (1) QU'IL PEUT ATTIRER L'ATTENTION DU CONSEIL DE SECURITE SUR LES CAUSES DE CONFLIT NON SEULEMENT ACTUELLES, MAIS AUSSI POTENTIELLES SEMICLN (2) ET QU'IL DOIT SUIVRE CONSTAMMENT ET DE FACON INDEPENDANTE L'EVOLUTION DE TOUTES LES AFFAIRES TOUCHANT LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES. PARA. IL CONVIENT AUSSI DE NOTER QUE L'ARTICLE 99 EMPLOIE LE TERME SUBQUOTE AFFAIRE UNSUBQUOTE, D'UNE ACCEPTION BEAUCOUP PLUS LARGE QUE L'EXPRESSION SUBQUOTE DIFFEREND OU SITUATION UNSUBQUOTE. CE MOT DESIGNE, EN EFFET, SELON LES TERMES MEMES DE LA COMMISSION PREPARATOIRE, TOUT EVENEMENT SUBQUOTE SUSCEPTIBLE D'AVOIR DES INCIDENCES POLITIQUES GRAVES AUXQUELLES SEULE UNE ACTION POLITIQUE PERMETTRAIT DE REMEDIER UNSUBQUOTE. IL LAISSE DONC AU SECRETAIRE GENERAL UNE MARGE D'APPRECIATION CONSIDERABLE. POUR LES AUTEURS DU RAPPORT DE LA COMMISSION PREPARATOIRE, LA RESPONSABILITE CONFEREE AU SECRETAIRE GENERAL EXIGE SUBQUOTE DE SA PART L'EXERCICE DES PLUS HAUTES QUALITES DE JUGEMENT POLITIQUE, DE TACT ET D'INTEGRITE UNSUBQUOTE. CERTAINS COMMENTATEURS CONSIDERENT, POUR LEUR PART, QUE L'AMBIGUITE DE L'ARTICLE 99 PESE SUR SA CHARGE. QUOI QU'IL EN SOIT, SANS NULLEMENT PORTER ATTEINTE AU PRINCIPLE SELON LEQUEL LE CONSEIL DE SECURITE ASSUME LA RESPONSABILITE PRINCIPALE DU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTER-

NATIONALES, IL MET LE SECRETAIRE GENERAL EN MESURE DE RENFORCER L'ACTION MENEES PAR LE CONSEIL POUR PREVENIR LES CONFLITS ET NEGOCIER DES SOLUTIONS. VISA-VIS DE L'ASSEMBLEE GENERALE, LE SECRETAIRE GENERAL SE TROUVE DANS UNE POSITION SIMILAIRE : LE REGLEMENT INTERIEUR DE L'ASSEMBLEE LUI DONNE EN EFFET LE DROIT D'INSCRIRE A SON ORDRE DU JOUR PROVISOIRE TOUTE QUESTION QU'IL JUGE NECESSAIRE DE LUI SOUMETTRE. PARA. POUR MA PART, J-AI TOUJOURS BENEFICIE DE LA COMPREHENSION DU CONSEIL DE SECURITE LORSQUE JE ME SUIS EFFORCE DE RECHERCHER DES SOLUTIONS AUX DIFFERENDS INTERNATIONAUX ACTUELS OU DE REMEDIER A DES SITUATIONS METTANT LA PAIX EN DANGER. CHAQUE FOIS QUE LE CONSEIL N'EST PAS EN MESURE D'ADOPTER UNE RESOLUTION FAUTE D'ACCORD ENTRE SES MEMBRES PERMANENTS, FAIT UNE RECOMMANDATION QUE L'UNE DES PARTIES REJETTE, OU ADOPTE UNE RESOLUTION DONT CERTAINS ETATS INFLUENTS, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT CONCERNES, NE SOUTIENNENT PAS OU NE DONNENT PAS L'IMPRESSION DE SOUTENIR LA MISE EN OEUVRE, LE SECRETAIRE GENERAL DOIT ETRE LE PRINCIPAL INTERMEDIAIRE ENTRE LES PARTIES. DANS CE ROLE, IL PEUT CONTRIBUER A SAUVEGARDER LES ELEMENTS QUI PERMETTRONT AUX PARTIES DE PARVENIR A UN ACCOMMODEMENT OU A UN ACCORD, OU MEME, AVEC UN PEU DE CHANCE, CONTRIBUER A EN JETER LES BASES. DANS L'EXERCICE DE CETTE FONCTION, LE SECRETAIRE GENERAL DOIT IMPROVISER ET PEUT MEME SE VOIR CONTRAINT DE SUGGERER, POUR ATTEINDRE LES BUTS DEFINIS PAR LE CONSEIL DE SECURITE, DES MOYENS AUTRES QUE CEUX ENVISAGES INITIALEMENT. PARA. AVEC LE TEMPS, CE ROLE DU SECRETAIRE GENERAL S'EST CONSIDERABLEMENT DEVELOPPE. IL NE SE LIMITE PAS AUX DIFFERENDS OU SITUATIONS QUI RELEVANT DE LA COMPETENCE DU CONSEIL DE SECURITE. DANS LES AFFAIRES DONT S'OCCUPE L'ASSEMBLEE GENERALE, OU L'ADOPTION D'UNE RESOLUTION NE MET PAS UN TERME A LA CONTROVERSE, LE SECRETAIRE GENERAL A LE DEVOIR DE TOUT METTRE EN OEUVRE POUR QUE LES PARTIES RESTENT OUVERTES AU DIALOGUE. PARA. DND PART II OF III (METTERNICH/PAROMNIPRDSS PARIS)

COL 186-4 II III 98 99 99 99 99 (1) (2) 99 99

NNNN

ZCZC DBL1012 NALO292 PAR067

SS NYK HQS

.PARIS (DPI) 24 1330Z

UNPAR 186-4 PART III OF III. SPOKESMAN'S OFFICE FROM GIULIANI.
QUOTE CE RÔLE IMPLIQUE QUE J'OFFRE MES BONS OFFICES, ET J'Y AI
ETE ENCOURAGE AUSSI BIEN PAR LE CONSEIL DE SECURITY QUE PAR LES
GOUVERNEMENTS CONCERNES. JE SAIS GRE AUX GOUVERNEMENTS, MEME
LORSQU'ILS ETAIENT IRRITES DE LA MANIERE DONT LES PRINCIPAUX
ORGANES DELIBERANTS AVAIENT TRAITE D'UNE AFFAIRE LES CONCERNANT
DIRECTEMENT, DE N'AVOIR JAMAIS REFUSE DE PARTICIPER A UN
DIALOGUE DONT LE SECRETAIRE GENERAL AVAIT PRIS L'INITIATIVE.
LE DIALOGUE PEUT PARFOIS SEMBLER DECOURAGEANT, MAIS JE PERSISTE
A PENSER QUE JE NE PAUX PAS ME PERMETTRE DE ME LAISSER AU
DECOURAGEMENT. MES DISTINGUES PREDECESSEURS ONT FORT BIEN
EXPLIQUE A QUEL POINT IL IMPORTE DE S'ASSURER LA CONFIANCE
DES PARTIES POUR QUE CETTE DIPLOMATIE DISCRETE SOIT EFFICACE.
PARA IL Y A, CEPENDANT, UN DOMAINE OU LENROLE DU SECRETAIRE
GENERAL N'A PAS EVOLUE ET IL S'AGIT DE L'APPLICATION DE
L'ARTICLE 96 DE LA CHARTE. CET ARTICLE PREVOIT QUE LES ORGANES
DE L'ORGANISATION AUTRES QUE L'ASSEMBLEE GENERALE ET LE CONSEIL
DE SECURITE QUI ONT DE TOUTE FACON LE DROIT DE DEMANDER A LA COUR
INTERNATIONALE DE JUSTICE DES AVIS CONSULTATIFS, PEUVENT ETRE
AUSSI AUTORISES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A DEMANDER EGALEMENT
DE TELS AVIS. CETTE AUTORISATION A ETE DONNEE A PLUSIEURS
ORGANES DES NATIONS UNIES AINSI QU'A DES AGENCES SPECIALISEES
MAIS NON AU SECRETAIRE GENERAL, NI EN CE QUI CONCERNE SA FONCTION
POLITIQUE NI POUR SES TACHES ADMINISTRATIVES. PARA POUR NE PAS
ETRE DEPASSEE PAR L'EVOLUTION DES CONDITIONS POLITIQUES
CONTEMPORAINES, LA DIPLOMATIE MULTILATERALE NE DOIT PAS ETRE
UNIQUEMENT CONCUE EN TERMES DE BONS OFFICES OU DE NEGOCIATION.
EN CAS DE CRISE, ELLE DOIT ETRE SENSIBLE A TOUTES LES NUANCES

CONTEMPORAINES, LA DIPLOMATIE MULTILATERALE NE DOIT PAS ETRE
UNIQUEMENT CONÇUE EN TERMES DE BONS OFFICES OU DE NEGOCIATION.
EN CAS DE CRISE, ELLE DOIT ETRE SENSIBLE A TOUTES LES NUANCES
DE LA SITUATION, ET, GRACE A DE MULTIPLES POINTS DE CONTACT ET
DE COMMUNICATION ENTRE GOUVERNEMENTS, DISSIPER LES CRAINTES ET
LES SOUPCONS QUI SONT A L'ORIGINE DES CONFLITS. SI ELLE Y PAR-
VIENT, ELLE PEUT OBTENIR DES ADVERSAIRES POTENTIELS DES CONCESSIONS
QUE, LIVRES A EUX-MEMES, ILS N'AURAIENT MEME PAS ENVISAGEES. PARA.
JE TROUVE ENCOURAGEANT QU'A LA SUITE DE LA PUBLICATION, EN 1982,
DE MON PREMIER RAPPORT ANNUEL, CERTAINES DE CES IDEES AIENT FAIT
L'OBJET DE CONSULTATIONS ENTRE LES MEMBRES DU CONSEIL DE SECURITE.
JE TIENS A BIEN PRECISER QUE LORSQUE JE FAIS REFERENCE A DES
MOYENS OU DES INSTRUMENTS PLUS EFFICACES EN VUE DE RENFORCER LE
ROLE DU SECRETAIRE GENERAL, JE N'AI EN VUE AUCUNE MODIFICATION
DU SYSTEME ENVISAGE PAR LA CHARTE. MEME SI LA CHARTE N'EST PAS
INTANGIBLE, JE CONSIDERE QUE LE SECRETAIRE GENERAL PROVOQUERAIT
LA DISSENSION S'IL PROPOSAIT AUJOURD'HUI DE L'AMENDER,

DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT. LA CHARTE, TELLE QU'ELLE EST, CONSTITUE L'UNIQUE FONDEMENT DE L'AUTORITE DU SECRETAIRE GENERAL. UNE REFORME DU SECRETARIAT, DUMENT APPROUVEE A LA MAJORITE REQUISE, NE MODIFIERAIT AUCUNEMENT LA REPARTITION DES FONCTIONS ET DES POUVOIRS ENTRE LES DIFFERENTS ORGANES DES NATIONS UNIES. LE RENFORCEMENT DES MOYENS INSTITUTIONNELS DE LA DIPLOMATIE PREVENTIVE, LOIN D'AFFAIBLIR LE ROLE DU CONSEIL DE SECURITY, LE RENDRAIT PLUS EFFICACE. TANT QUE LES MOYENS DE LA DIPLOMATIE MULTILATERALE SERONT AUSSI NOTOIREMENT INSUFFISANTS PAR RAPPORT A SES BESOINS, ELLE SERA INCAPABLE D'INFLECHIR LE COURS DES EVENEMENTS COMME L'ATTENDENT LES PEUPLES DU MONDE ENTIER. PARA J'AI DEJA DIT QUE LES FONCTIONS POLITIQUES DU SECRETAIRE GENERAL NE SONT PAS TRES PRECISEMENT DEFINIES. EN REVANCHE, POUR CE QUI EST DE SES ATTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES, L'ARTICLE 97 DE LA CHARTE VA AUSSI LOIN QU'ON POUVAIT RAISONNABLEMENT L'ESPERER, EN FAISANT DU SECRETAIRE GENERAL LE PLUS HAUT FONCTIONNAIRE ET, EN CETTE QUALITE, LE CHEF DE L'EXECUTIF DE L'ORGANISATION. CETTE DISPOSITION PROCEDE MANIFESTEMENT DE L'IDEE D'UN SECRETARIAT UNIFIE TRAVAILLANT EN EQUIPE SOUS LA DIRECTION D'UN SEUL RESPONSABLE. LES FONCTIONS ADMINISTRATIVES DU SECRETAIRE GENERAL SE SONT CONSIDERABLEMENT DEVELOPPEES DEPUIS LA FONDATION DE L'ORGANISATION. NEANMOINS, ON A AUSSI OBSERVE, AU FIL DES ANS, UNE EROSION REGULIERE, ET EXTREMEMENT REGRETTABLE, DES POUVOIRS ET DE LA MARGE DE MANOEUVRE QUI LUI SONT INDISPENSABLES POUR FAIRE FONCTIONNER LE SECRETARIAT EFFICACEMENT ET SANS HEURTS ET INSTAURER UNE FONCTION PUBLIQUE INTERNATIONALE COHERENTE D'ABORD, BIEN QUE TOUS LES GOUVERNEMENTS PROFESSENT LEUR ATTACHEMENT AU PRINCIPE D'UNE ADMINISTRATION INTERNATIONALE INDEPENDANTE, RARES SONT CEUX QUI S'ABSTIENNENT DE DEFENDRE LEURS INTERETS PARTICULIERS, PAR DES DEMARCHES FREQUEMMENT REITEREES, NOTAMMENT EN MATIERE DE PERSONNEL. ENSUITE, LA DIVISION DES POUVOIRS ENTRE LE LEGISLATIF ET L'EXECUTIF, C'EST A DIRE ENTRE L'ASSEMBLEE GENERALE ET LE SECRETARIAT, QUI EST SI INDISPENSABLE A UNE SAINE LE DIALOGUE PEUT PARFOIS SEMBLER DECOURAGEANT, MAIS SE PERSISTE

GESTION ADMINISTRATIVE, TEND A S'ESTOMPER LORSQUE L'ASSEMBLEE GENERALE DONNE DES DIRECTIVES DE PLUS EN PLUS DETAILLEES SUR DIVERS ASPECTS DE LA POLITIQUE DU PERSONNEL. TOUT CELA SOULEVE DE GRAVES PROBLEMES DE RESPONSABILITE ET D'AUTORITE ADMINISTRATIVES QU'A MON AVIS LES ETATS MEMBRES NE SAURAIENT IGNORER NI ELUDER S'ILS ENTENDENT DISPOSER D'UN INSTRUMENT EFFICACE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE LA CHARTE. PARA. EN DEHORS DE LA PACIFICATION DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE L'ADMINISTRATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, IL EST TROIS DOMAINES D'ACTION DONT RELEVANT DES SITUATIONS AYANT DES INCIDENCES SUR LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES ET QUI, A MON AVIS, DOIVENT ETRE AU PREMIER RANG DES PREOCCUPATIONS ET DES TACHES DU SECRETAIRE GENERAL ET EXIGENT UN ATTACHEMENT INDEFECTIBLE AUX PRINCIPES DE LA CHARTE. PARA. LE PREMIER EST CELUI DU DESARMEMENT, EN PARTICULIER DU DESARMEMENT NUCLEAIRE. SANS PORTER JUGEMENT SUR LES POSITIONS ADOPTEES PAR LES GRANDES PUISSANCES DANS LEURS NEGOCIATIONS BILATERALES SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS NUCLEAIRES, JE CONSIDERE QUE LE SECRETAIRE GENERAL MANQUERAIT A SES DEVOIRS S'IL NE JETAIT PAS UN CRI D'ALARME POUR AVERTIR L'HUMANITE QUE LA COURSE AUX ARMEMENTS, PAR SON RYTHME ET SON AMPLEUR, RISQUE DE LA CONDUIRE AU SUICIDE COLLECTIF. A CET EGARD, LE SECRETAIRE GENERAL A ENVERS L'HUMANITE UN DEVOIR QUI DOIT L'EMPORTER SUR TOUT AUTRE CONSIDERATION. S'IL DOIT SE GARDER DE COMPROMETTRE, PAR DES INTERVENTIONS INTEMPESTIVES DANS LES NEGOCIATIONS, LES PROGRES VERS UN BUT UNIVERSELLEMENT ADMIS, IL NE SAURAIT RESTER LE TEMOIN IMPUISSANT D'UN PROCESSUS DANS LEQUEL UNE POIGNEE D'ETATS F'ARROGENT UN POUVOIR QUI APPARTIENT A TOUS - CELUI DE VEILLER A LA SURVIE DE L'HUMANITE ET DES CIVILISATIONS. PARA. LE DEUXIEME DE CES DOMAINES EST LA LUTTE POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME, QUI CONSTITUENT DESORMAIS L'UN DES PRINCIPAUX FONDEMENTS D'UN ORDRE INTERNATIONAL JUSTE ET DURABLE. ETANT DONNE LES SUSCEPTIBILITES DES GOUVERNEMENTS, LE SECRETAIRE GENERAL DOIT AGIR EN CE DOMAINE AVEC LA PLUS GRANDE CIRCONSCRIPTION, ET SE

GARDER DE TOUTE ERREUR D'APPRECIATION, QUI POURRAIT AGGRAVER LES
FOUFFRANCDS DES VICTIMES DE L'OPPRESSION. MAIS IL ND DOIT PAS,
POUR AUTANT, PERDRE DE VUE QUE L'ESSENTIEL EST D'OBTENIR DES
RESULTATS CONCRETS, MEMD SI SES DECLARATIONS OU SES RAPPORTS
SERVENT OU CONTRARIENT LES INTERETS POLITIQUES DE TELLE OU TELLE
DES PARTIES CONCERNEES. PARA. LE TROISIEME DE CES DOMAINES EST
CELUI DE L'ACTION A MENER EN CAS DE CATASTROPHE NATURELLE, OU
IL APPARTIENT AU SECRETAIRE GENERAL DE BATTRE LE RAPPEL DES
SECOURS INTERNATIONAUX. C'EST A LUI QU'IL REVIENT DE SOLLICITER
ET D'ORGANISER METHODIQUEMENT LES SECOURS POUR REpondre AUX
BESOINS LES PLUS PRESSANTS, EN LAISSANT DE COTE TOUTES AUTRES
CONSIDERATIONS. L'ACTION MENEe RECEMMENT POUR VENIR EN AIDE A
DIVERS PAYS AFRICAINS ME PARAIT A CET EGARD ENCOURAGEANTE, CAR
ELLE A MIS EN LUMIERE LE ROLE INDISPENSABLE QUE JOUE LE
SECRETAIRE GENERAL DANS UN DOMAINE D'UNE IMPORTANCE CAPITALE.
ELLE ME RENFORCE DANS LA CONVICTION QUE LA SOLIDARITE N'EST
PAS UN VAIN MOT. PARA. ICI LE DEVOIR DU SECRETAIRE GENERAL SE
SITUE NON POINT PAR RAPPORT A TELLE OU TELLE EXIGENCE D'ORDRE
JURIDIQUE MAIS VIS A VIS DE L'HUMANITE TOUT ENTIERE DONT IL EST
UN PEU LA CONSCIENCE. IL SE POURRAIT, D'AILLEURS, QUE CET ASPECT
DE SON ROLE SOIT APPELE A SE RENFORCER, COMME RECOURS DE L'OPINION
MONDIALE FACE AUX DANGERS SANS PRECEDENT QUI MENACENT AUJOURD'HUI
LA PLANETE. C'EST AU NOM DES PEUPLES, EN EFFET, QUE LE SECRETAIRE
GENERAL DOIT PLAIDER POUR LE DESARMEMENT, LA TOLERANCE ET LA
SOLIDARITE. BEAU ET NOBLE ANGELISME, OBJECTERONT LES PARTISANS DE
LA REALPOLITIK, INCLINES A NE VOIR LA QU'UNE VERSION MODERNE
DE LA GESTION DE LA CONSCIENCE MALHEUREUSE. MAIS COMMENT
IGNORER QUE, GRACE A LA FORCE QU'ELLES TIRENT DU SOUTIEN DE
L'OPINION PUBLIQUE, DES POSITIONS MORALES UNIQUEMENT INSPIREES
PAR LE SOUCI DU BIEN UNIVERSEL PEUVENT AUSSI CHANGER LE COURS DE
L'HISTOIRE ? AU MOMENT OU LE DISCOURS POLITIQUE SEMBLE ATTEINT
PAR LE SOUPCON, PEUT-ETRE FAUT-IL SE SERVIR DU POUVOIR DE
L'IMAGINAIRE ET DE CELUI DE LA CONSCIENCE MORALE. C'EST AINSI
QU'ENSEMBLE NOUS POURRONS BATIR UN MONDE MEILLEUR. UNQUOTE.
END PART III OF III. (METTERNICH/PAROMNIPRESS PARIS) DNDALL
COL 186-4 III III 96 1982 97

NNNN

4715

4-273

SG Statement
Trip France

UNAs in the
World

ZCZC DAL5007 NCL9678 PAR070

SS NYK

.PARIS (DPI) 24 1830

UNPAR185-04 PART ONE OF TWO

SPOKESMAN'S OFFICE, FROM FRANCOIS GIULIANI. PLEASE FIND
HEREWITH FULL TEXT OF SPEECH DELIVERED BY SEGGEN AT THE ACADEMIE
DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE, TUESDAY 23 APRIL QUOTE MONSIEUR LE PRE-
SIDENT, EXCELLENCE, MESDAMES ET MESSIEURS, PARA. C'EST POUR MOI UNE
TRES GRANDE JOIE QUE D'ETRE CE SOIR PARMi VOUS, A CE DINER ORGANISE
PAR DEUX AMIS FIDELS DES NATIONS UNIES, DES AMIS QUI ONT TOUJOURS
SOUTENUS LES IDEAUX ET LES PRINCIPES DE NOTRE ORGANISATION. LE
PLAISIR QUE J'EPROUVE EST D'AUTANT PLUS GRAND QUE PARIS EST UNE CA-
PITALE QUI M'EST TOUT SPECIALEMENT CHERE, PUISQUE C'ETAIT ICI QUE
J'AI COMMENCE, IL Y A DE CELA PRES DE QUARANTE ANS, MA CARRIERE DI-
PLOMATIQUE. COMME TOUS CEUX QUI ONT EU LE PRIVILEGE DE VIVRE ET DE
TRAVAILLER DANS CETTE VILLE UNIQUE, J'EPROUVE POUR ELLE UN ATTACHE-
MENT INDEFECTIBLE. J'AI EU LA CHANCE, AU COURS D'UNE CARRIERE DEJA
LONGUE, DE REVENIR MAINTEs FOIS A PARIS ET TOUJOURS AVEC LE MEME
PLAISIR. LA PRESENTE VISITE M'EST PARTICULIEREMENT AGREABLE PUISQUE
NOUS SOMMES ICI POUR COMMEMORER LE QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DES
NATIONS UNIES. PARA. L'ACADEMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE ET L'AS-
SOCIATION FRANCAISE POUR LES NATIONS UNIES ONT ORGANISE CET APRES-

SOCIATION FRANCAISE POUR LES NATIONS UNIES ONT ORGANISE CET APRES-MIDI UN FORT INTERESSANT COLLOQUE SUR LES CASQUES BLEUS ET SUR CE QU'ON POURRAIT APPELER LEURS COUSINS GERMAINS, LES CASQUES BLANCS DES FORCES MULTINATIONALES DE MAINTIEN DE LA PAIX. JE VOUDRAIS SAISIR CETTE OCCASION POUR ME LIVRER A QUELQUES REFLEXIONS PERSONNELLES SUR NOS CASQUES BLEUS ET AUSSI POUR RENDRE HOMMAGE A L'OEUVRE DIFFICILE QU'ILS ACCOMPLISSENT AU NOM DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. PARA. LES CASQUES BLEUS, CES SOLDATS DE LA PAIX, S'INSPIRENT D'UN CONCEPT RELATIVEMENT NOUVEAU QUI PEUT, AU PREMIER ABORD, PARAITRE QUELQUE PEU PARADOXALE. ILS SEMBLANT EN EFFET, ETRE L'ANTITHESE DU SOLDAT TRADITIONNEL. ILS CHERCHENT A MAINTENIR LA PAIX ET REFUSENT DE FAIRE LA GUERRE. ILS VEULENT AIDER DES AMIS ET NON PAS COMBATTRE DES ENNEMIS. ILS PORTENT DES ARMES, MAIS NE SONT PAS AUTORISES A S'EN SERVIR, SAUF EN CAS DE LEGITIME DEFENSE. PARA. LE PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE N'EST PAS NOUVEAU EN LUI-MEME, MAIS SON APPLICATION A DES FORCES MILITAIRES EST INCONTESTABLEMENT UNE IDEE NOUVELLE. C'EST UN DE MES PRECEDESSEURS, DAG HAMMARSKJOLD, QUI, LE PREMIER, A APPLIQUE CE PRINCIPE A DES FORCES DE MAINTIEN DE LA PAIX. IL A PRIS CETTE DECISION HARDIE PARCE QU'IL ETAIT AVANTTOUT UN HOMME DE PAIX QUI AVAIT UNE FOI PROFONDE ET ABSOLUE EN L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN TANT QU'INSTRUMENT DE PAIX ET DE JUSTICE. MAIS SA DECISION N'ETAIT PAS SEULEMENT MOTIVE PAR DES RAISONS DE PRINCIPE. IL REPOSAIT AUSSI SUR DES CONSIDERATIONS TOUT A FAIT PRATIQUE, QUI SONT AUSI VALABLES AUJOURD'HUI QU'ELLES L'ETAIENT ALORS. IL NE FAIT, EN EFFET, AUCUN DOUTE QUE L'UN DES ATOUTS ESSENTIELS DE L'ONU EST SON IMPARTIALITE. C'EST GRACE A ELLE QUE SES REPRESENTANTS ONT LA LATITUDE ET SURTOUT LA CREDIBILITE NECESSAIRE POUR QUE LES EFFORTS QU'ILS DEPLOIENT EN VUE DE METTRE FIN A UNE DISPUTE OU A DES HOSTILITES AIENT DES CHANCES A ABOUTIR. DE MEME QUE LE SECRETAIRE GENERAL NE PEUT SE PERMETTRE DE SOUTENIR -OU MEME DE DONNER L'IMPRESSION DE SOUTENIR- L'UNE DES PARTIES A UN

-OU MEME DE DONNER L'IMPRESSION DE SOUTENIR-L'UNE DES PARTIES A UN CONFLIT. S'IL VEUT JOUER UN ROLE UTILE DANS SA SOLUTION, DE MEME LES SOLDATS DE L'ONU NE PEUVENT, EN RECOURANT A LA FORCE CONTRE TELLE OU TELLE PARTIE, RENONCER A LEUR IMPARTIALITE, ET PERDRE DE CE FAIT LEUR RAISON D'ETRE ET LEUR UTILITE. PARA. PAR AILLEURS, IL EST BIEN RECONNU QUE LE RECOURS A LA FORCE EST COMME UNE BOITE DE PANDORE ET QU'IL PEUT ENTRAINDER UNE ESCALADE DE LA VIOLENCE QUI DEVIENT RAPIDEMENT DIFFICILE, VOIRE IMPOSSIBLE, A CONTROLER. A CELA, IL CONVIENT D'AJOUTER LE FAIT QUE LES GOUVERNEMENTS, QUI METTENT LEURS TROUPES A LA DISPOSITION DE L'ONU A TITRE VOLONTAIRE, LE FONT POUR CONTRIBUER A LA MISSION DE PAIX DE L'ORGANISATION. CES GOUVERNEMENTS N'ACCEPTERAIENT PAS, A JUSTE TITRE, DE VOIR LEURS SOLDATS DIRECTEMENT MELES A DES CONFLITS OU ILS N'AURAIENT AUCUN INTERET DIRECT ET OU ILS RISQUERAIENT DE TUER ET D'ETRE TUES. JE SUIS DONC CONVAINCU QUE LE NON-RECOURS A LA FORCE EST UN PRINCIPE FONDAMENTAL ET QUE TOUT DOIT ETRE FAIT POUR LE MAINTENIR. PARA. CE PRINCIPE NE DIMINUE EN RIEN L'EFFICACITE DES CASQUES BLEUS. LEUR POUVOIR DECOULE DU CONSENSUS POLITIQUE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE ET L'AUTORITE DU CONSEIL DE SECURITE. LES OPERATIONS DES NATIONS UNIES POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX ETANT BASEES SUR LE CONSENTEMENT ET LA COOPERATION DE TOUTES LES PARTIES INTERESSEES, LA SEULE PRESENCE DES CASQUES BLEUS SUFFIT, EN REGLE GENERAL, A MAINTENIR LE CALME SANS BESOIN D'UNE QUELCONQUE DEMONSTRATION DE FORCE. PARA. TEL EST LE CAS DE NOTRE FORCE DE DESENGAGEMENT QUI EST DEPLOYE ENTRE LES ARMEEES ISRAEELIENNES ET SYRIENNES SUR LES HAUTEURS DU GOLAN. PARCE QUE LES PARTIES INTERESSEES COOPERENT PLEINEMENT AVEC L'ONU, IL Y A PEU DE PROBLEMES ET PEU D'INCIDENTS. AVEC A PEINE 1.300 HOMMES, LA FORCE DES NATIONS UNIES MAINTIENT AVEC BEAUCOUP DE SUCCES LA PAIX DANS CETTE REGION, JADIS SI TROUBLEE, ET CELA MALGRE LA MEFIANCE ET L'HOSTILITE QUI DIVISE ISRAEL ET LA SYRIE. PARA. MAIS CE N'EST PAS TOUJOURS LE CAS. DANS LES CONFLITS PARTICULIEREMENT COMPLEXES, IL ARRIVE QUE CERTAINES DES PARTIES INTERESSEES NE PUISSENT OU NE VEULLENT PAS

JE PENSE ENCORE AUX CASQUES BLEUS FRANCAIS, QUI ACCOMPLISSENT EN CE MOMENT LEUR MISSION DE PAIX AU SUD LIBAN DANS DES CONDITIONS EXTREMEMENT DIFFICILES. ON ASSISTE ACTUELLEMENT A UNE NOUVELLE DEGRADATION DE LA SITUATION DANS CETTE REGION. JE LE DEPLORE D'AUTANT PLUS QU'ON AURAIT PU L'EVITER. PARA. L'ETE DERNIER, LORSQUE J'AI APPRIS QUE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ISRAELIEN AVAIT L'INTENTION DE RETIRER SES TROUPES DU LIBAN, J'AI PENSE QU'IL ETAIT ENFIN POSSIBLE DE PARVENIR A UN REGLEMENT DU PROBLEME DU SUD LIBAN SUR LA BASE DU RETRAIT COMPLET DES FORCES ISRAELIENNES, DE L'ADOPTION DES MESURES DE SECURITE QUI S'IMPOSAIENT ET DE LA RESTAURATION DE L'AUTORITE DU GOUVERNEMENT LIBANAIS.. EN NOVEMBRE DERNIER, J'AI REUSSI A PERSUADER LES GOUVERNEMENTS LIBANAIS ET ISRAELIEN D'ENVOYER LEURS REPRESENTANTS MILITAIRES AU QUARTIER GENERAL DE LA FINUL, AU NAKOURA, POUR DISCUTER DE CES PROBLEMES. MALHEUREUSEMENT, LES FOURPARLERS DE NAKOURA N'ONT PAS DONNE LES RESULTATS ESCOMPTEES. PARA. EN CONSEQUENCE AU LIEU D'UN RETRAIT COORDONNE DES FORCES ISRAELIENNES, NOUS A ASSISTONS, DEPUIS FEVRIER, A L'INTENSIFICATION DES ACTIVITES DE LA RESISTANCE LIBANAISE ET A L'EXERCICE DE REPRESAILLES PAR LES FORCES ISRAELIENNES. DE PLUS EN PLUS FREQUEMMENT, CELLES-CI PROCEDENT A DES OPERATIONS DE RATISSAGE DANS LES VILLAGES SHI-ITES DU SECTEUR FRANCAIS. LES SOLDATS FRANCAIS, EN NOMBRE LIMITE, ET DOTE SEULEMENT D'ARMES LEGERES, N'ONT NI LE MANDAT NI LES MOYENS D'EMPECHER CES OPERATIONS QUI SONT CONDUITES EN FORCE PAR LES TROUPES ISRAELIENNES. MAIS, DANS LA MESURE DU POSSIBLE, ILS ESSAIENT D'EVITER LES VIOLENCES EN RESTANT SUR PLACE, EN PROTESTANT ET, PARFOIS MEME, EN S'INTERPOSANT ENTRE LES TROUPES ISRAELIENNES ET LA POPULATION LOCALE. A PLUSIEURS REPRISES, POUR EMPECHER LA DEMOLITION DE MAISONS DE VILLAGEOIS ILS SE SONT TENUS SANS ARMES SUR LE TOIT DE CES MAISONS OU DEVANT LES BULLDOZERS ISRAELIENS. LEURS EFFORTS ONT CERTAINEMENT CONSTITUE UN ELEMENT DE MODERATION, SINON DE DISSUASION, DANS UNE SITUATION EXTRAORDINAIREMMENT DIFFICILE. IL N'YA PAS DE DOUTE QUE CES OPERATIONS DE RATISSAGE AURAIENT ETE BIEN PLUS BRUTALES SANS LA PRE-

OPERATIONS DE RATISSAGE AURAIENT ETE BIEN PLUS BRUTALES SANS LA PRESENCE DES CASQUES BLEUS. PARA. AU MILIEU DES TROUBLES QUI AGITENT LE SUD LIBAN, LES CASQUES BLEUS N'ONT PAS SEULEMENT ACCOMPLI LES TACHES QUI LSUR SONT NORMALEMENT DEVOLUES. ILS ONT AUSSI APPORTE UNE INSISTENCE HUMANITAIRE AUX VILLAGEOIS ETPROUVES. LES DIVERS SERVICES DU CONTINGENT FRANCAIS SE SONT PAR EXEMPLE CHARGE DE REPARER DES ROUTES ET DES ECOLES, DE TRANSPORTER DES VIVRES ET DES MEDICAMENTS ET DE DIFFUSER DES SOINS MEDICAUX POUR AIDER LA POPULATION LOCALE. LES SAPEURS FRANCAIS CONDUISENT FREQUEMMENT DES OPERATIONS DE DEMINAGE POUR DETECTER ET DESAMORCER LES MINES ET BOMBES QUI CONSTITUENT UN DANGER PUBLIC DANS LEUR ZONE D'OPERATION. C'EST UN TRAVAIL ARDU, INGRAT ET SOUVENT DANGEREUX. L'ANNEE DERNIERE, UN JEUNE SOLDAT FRANCAIS A ETE GRIEVELEMENT BLESSE EN DESAMORCANT UNE MINE ANTI-PERSONNEL. PARA. J'AI FAIT ETAT DES ACTIVITES DES CASQUES BLEUS FRANCAIS, PARCE QUE LEUR ROLE ET LEUR VALEUR ONT ETE PARTICULIEREMENT EVIDENT CES DERNIERS MOIS ET AUSSI PARCE QUE NOUS SOMMES A PARIS ET QUE JE PARLE A DE NOMBREUX AMIS DE L'ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES NATIONS UNIES. MAIS J'AURAIS PU TOUT AUSSI BIEN MENTIONNER LES SOLDATS DES AUTRES CONTINGENTS NATIONAUX. ILS ONT TOUS FAIT PREUVE D'UN COURAGE ET D'UN DEVOUEMENT ADMIRABLES. D'AILLEURS, CHAQUE FORCE DES NATIONS UNSS POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX FONCTIONNE COMME UNE UNITE INTEGREE. LES DIVERS CONTINGENTS NATIONAUX RECOIVENT LES ORDRES DU COMMANDANT DE LA FORCE ET NON DE LEURS GOUVERNEMENTS RESPECTIFS ET ILS SUIVENT LES MEMES PRINCIPES ET LES MEMES REGLES. IL Y A QUELQUE CHOSE D'EXTREMEMENT RECONFORTANT ET EMOUVANT A VOIR CES JEUNES SOLDATS DE NATIONALITES DIVERSES, APPARTENANT A TOUTES LES RACES ET A TOUTES LES CULTURES, SERVIR ENSEMBLE LA CAUSE DE LA PAIX SOUS LE DRAPEAU DES NATIONS UNIES. PARA. J'AI PENSE QU'A LA FIN DE CE DINER PLACE SOUS LE SIGNE DU QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, IL CONVENAIT DE RENDRE HOMMAGE A CES HEROS SILENCIEUX QUE SONT CES CASQUES BLEUS. MALGRE LES RESTRICTIONS DONT ELLES SOUFFRENT

COL NCK

04241829

=04241841

NN FM

[illegible]

OPERATIONS DE RATISSAGE AURAIENT ETE BIEN PLUS BRUTALES SANS LA PRESENCE DES CASQUES BLEUS. PARA. AU MILIEU DES TROUBLES QUI AGITENT LE SUD LIBAN, LES CASQUES BLEUS N'ONT PAS SEULEMENT ACCOMPLI LES TACHES QUI LEUR SONT NORMALEMENT DEVOLUES. ILS ONT AUSSI APPORTE UNE INSISTENCE HUMANITAIRE AUX VILLAGEOIS ETPROUVES. LES DIVERS SERVICES DU CONTINGENT FRANCAIS SE SONT PAR EXEMPLE CHARGE DE REPARER DES ROUTES ET DES ECOLES, DE TRANSPORTER DES VIVRES ET DES MEDICAMENTS ET DE DIFFUSER DES SOINS MEDICAUX POUR AIDER LA POPULATION LOCALE. LES SAPEURS FRANCAIS CONDUISENT FREQUEMMENT DES OPERATIONS DE DEMINAGE POUR DETECTER ET DESAMORCER LES MINES ET BOMBES QUI CONSTITUENT UN DANGER PUBLIC DANS LEUR ZONE D'OPERATION. C'EST UN TRAVAIL ARDU, INGRAT ET SOUVENT DANGEREUX. L'ANNEE DERNIERE, UN JEUNE SOLDAT FRANCAIS A ETE GRIEVEMENT BLESSE EN DESAMORCANT UNE MINE ANTI-PERSONNEL. PARA. J'AI FAIT ETAT DES ACTIVITES DES CASQUES BLEUS FRANCAIS, PARCE QUE LEUR ROLE ET LEUR VALEUR ONT ETE PARTICULIEREMENT EVIDENT CES DERNIERS MOIS ET AUSSI PARCE QUE NOUS SOMMES A PARIS ET QUE JE PARLE A DE NOMBREUX AMIS DE L'ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES NATIONS UNIES. MAIS J'AURAIS PU TOUT AUSSI BIEN MENTIONNER LES SOLDATS DES AUTRES CONTINGENTS NATIONAUX. ILS ONT TOUS FAIT PREUVE D'UN COURAGE ET D'UN DEVOUEMENT ADMIRABLES. D'AILLEURS, CHAQUE FORCE DES NATIONS UNIES POUR LE MAINTIEN DE LA PAIX FONCTIONNE COMME UNE UNITE INTEGREE. LES DIVERS CONTINGENTS NATIONAUX RECOIVENT LES ORDRES DU COMMANDANT DE LA FORCE ET NON DE LEURS GOUVERNEMENTS RESPECTIFS ET ILS SUIVENT LES MEMES PRINCIPES ET LES MEMES REGLES. IL Y A QUELQUE CHOSE D'EXTREMEMENT RECONFORTANT ET EMOUVANT A VOIR CES JEUNES SOLDATS DE NATIONALITES DIVERSES, APPARTENANT A TOUTES LES RACES ET A TOUTES LES CULTURES, SERVIR ENSEMBLE LA CAUSE DE LA PAIX SOUS LE DRAPEAU DES NATIONS UNIES. PARA. J'AI PENSE QU'A LA FIN DE CE DINER PLACE SOUS LE SIGNE DU QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, IL CONVENAIT DE RENDRE HOMMAGE A CES HEROS SILENCIEUX QUE SONT CES CASQUES BLEUS. MALGRE LES RESTRICTIONS DONT ELLES SOUFFRENT

COL. NICK

=04241841

NNNN

POLITICAL INFORMATION BULLETIN
Press Review of Current Political Issues
25 April 1985

Trip
France

UNITED NATIONS: Yesterday's Le Monde reported that it had been confirmed by a member of Secretary-General Javier Perez de Cuellar's entourage on his European trip that Soviet leader Mikhail Gorbachev would come to the United Nations in the fall to participate in the 40th anniversary celebrations of the Organization. In an interview given last Sunday in Geneva by the Secretary-General to Le Monde, which the paper publishes, Mr. Perez de Cuellar reiterated his willingness to provide a **frame-work** for dialogue between the United States and the Soviet Union. The anniversary observance should be a time for reflection by the Member States on the United Nations and its principles, and, paraphrasing President Kennedy's exhortation, he would tell the Member States: "Do not ask what the United Nations can do for you; ask what you can do for the United Nations."

Rather than tearing it apart, Member States should try to see what they can do to transform the UN into a useful organization, the Secretary-General said. "We have launched the ship; we have the obligation to make sure that the ship arrives at the port," he added. He is not trying to run away from his responsibilities or those of the Secretariat, he asserted, but what could he do without the support of Member States? Three annual reports have already been submitted, proposing some initiatives, but nothing positive has so far come out from the consideration of those initiatives, one of which is the strengthening of the Security Council so that it may be capable of resolving problems relating to peace and international security. On revising the Charter, Mr. Javier Perez de Cuellar felt that we have worked under the Charter for so long and if Member States have the will to apply the letter of the Charter - not talking about its spirit - the Organization will function very well. In any case, we cannot revise the Charter without the agreement of all five permanent members of the Security Council. In his opinion, it would be better to revise the procedure of the General Assembly, eliminating long and demagogic debates which serve no purpose. On his own office, he said it disturbs him to hear, "The Secretary-General is wonderful, but the United Nations is good for nothing." He believes that the Organization deserves to be taken seriously, particularly by the great Powers. He would like to leave behind an Organization - in 1-1/2 years - "much stronger, much more respected, much more effective." "The effectiveness of the Organization is my obsession," he confided.

CENTRAL AMERICA: The US House of Representatives yesterday refused to adopt any version of President Reagan's aid programme for Nicaraguan Contras, and the newspapers report it prominently. The Washington Post calls it "a major foreign

(OVER)

policy defeat" and The New York Times, "a serious defeat for," and a "rebuke" to, Mr. Reagan. The Wall Street Journal says it was a legislative manoeuvre that effectively spelled the end of any immediate action by Congress on the issue. However, leaders of both parties said it was too early to tell whether the aid issue was completely dead for the rest of the fiscal year, the Times adds. In a letter to Capitol Hill, President Reagan had declared, "The choice to be made is a fundamental one that will have lasting effect on the prospects for democracy, economic opportunity and peace in the region." After the vote, Secretary of State George Shultz was quoted as saying, "It's a sad day for the Contras tonight," and, according to the Post, Mr. Reagan expressed himself "deeply disappointed," adding, "This kind of action damages national security and foreign policy goals." Speaker Thomas O'Neill said that the votes mean that lawmakers "want a change in policy down there, no more gunboat diplomacy."

From Managua the Post reports that the Sandinista leadership expressed the hope that the Congressional rejection of Contra aid was a "first positive step" towards ending the Reagan Administration's pressures against Nicaragua, and renewed its call for resumption of direct negotiations with the United States, while reiterating its "firm and irreversible determination to never accept any kind of dialogue" with the Contras. President Daniel Ortega, speaking to reporters before yesterday's House rejection of the aid programme, indicated it was too early to talk of the reciprocal gesture he had hinted at last week in return for a negative vote. The Post notes that the political fall-out of the Congressional action is of crucial interest not only for the Nicaraguans but also for Honduras, which, in co-operation with the US, has offered haven and political support to the Contras. With Honduras and Costa Rica in mind, the Nicaraguan Government said in a communiqué that it was disposed "to subscribe as soon as possible" to the Contadora peace document and that it considered the House action as "a vote that should contribute to the attainment of peace." The leader of the domestic political opposition, Luis Rivas Leiva of the Social Democratic Party, said, according to a Times report, that with the US Administration defeated, "the Sandinistas should live up to the commitments they made to the Congressmen who came to our country."

The Christian Science Monitor says, in a report from Mexico City, that the Sandinistas are described by well-informed analysts as concerned less about whatever funds are eventually funneled to the Contras than with the degree to which the Sandinistas have been able to have an impact on US politics. What the Sandinistas fear most is a US military invasion and they see US public opinion as the only real "weapon" with which to stave that off. The temporary dampening of the Contras' morale is also welcome. A Nicaraguan academic analyst stressed that the Sandinista Government would have to tread a fine line and not alienate its temporary allies in the Congress any further, the Monitor also reports.

Mustapha Elili

Paris, le 11 avril 1985

Mme Uner Picco,

....

Ci-joint ma contribution à l'allocution que le Secrétaire général prononcera à la Sorbonne le 24 avril 1985 en tant que récipiendaire du titre ~~de Docteur~~ ^{honoris causa}. Le texte que je propose devrait naturellement être intégré dans le texte plus général préparé à New York. Je pense que ma contribution pourrait trouver mieux sa place à la fin de l'allocution.*

Le thème que j'ai développé est celui que le Secrétaire général m'a demandé de traiter : "le Secrétaire général en tant que conscience de l'humanité".

Le ton que j'ai adopté, comme le Secrétaire général le remarquera est plutôt intellectuel, peu "onusien", mais je pense qu'il correspond à l'occasion (Sorbonne - l'alma mater - oblige !).

Je reste ~~sur~~ naturellement à la disposition du Secrétaire général pour tout autre travail à faire en vue de la mise au point définitive de son allocution.

Bien amicalement, et à très
bientôt à Paris, j'espère.

Mustapha Elili.

Pourquoi souligner cette dimension du poste que j'occupe, après que l'ont marqué de leur empreinte Trygve Lie, Dag Hammarskjold, U Thant et Kurt Waldheim ? Pour mieux délimiter le cadre de la réflexion dans laquelle, avec votre indulgence, je voudrais m'engager devant vous ce soir.

En effet, les spécialistes de droit international, d'administration publique, de science politique, nombreux sans doute parmi l'assistance, n'ont-ils pas abondamment traité, au cours de ces quarante dernières années de l'existence de l'O.N.U., de la question des devoirs et prérogatives institutionnelles du Secrétaire général ? Et ne serait-il pas par conséquent présomptueux de ma part de prétendre dans les limites du temps qui nous est imparti, innover sérieusement, en m'arrêtant à mon tour sur cet aspect des choses, en commentant tel ou tel article de la Charte relatif aux pouvoirs de ma charge ?

Permettez-moi donc de vous parler bien plutôt le langage que dicte la conscience, cette conscience qui m'amène, dans certaines circonstances, à situer mon devoir non point par rapport à telle ou telle exigence d'ordre juridique, mais vis-à-vis d'un souverain absolu : l'humanité - l'humanité qui nous englobe tous et qui est présente en même temps, tout entière, en chacun de nous.

Mes prédécesseurs ont assurément connu ce dilemme. Je me dois de rendre ici solennellement hommage à l'élévation de leur sens moral. Dans de nombreux cas, parfois tragiques, où les mécanismes de maintien

.../...

de la paix des Nations Unies furent impuissants à agir, telle ou telle position de principe adoptée au nom du bien commun par le Secrétaire général fut le seul acte qui sauvegardât l'honneur de l'organisation mondiale. Qui parmi nous, ici, oublierait les nobles et combien pathétiques efforts d'un Hammarskjold pour dénouer la crise de l'ancien Congo belge, ou les appels inlassablement répétés, obstinés, d'un U Thant en faveur de la paix au Viet Nam ? L'un et l'autre, à n'en pas douter, concevaient leur rôle comme conscience de l'humanité. L'un et l'autre étaient convaincus que leur devoir à l'égard des peuples des Nations Unies se définissait par autre chose de plus que de simples paramètres fonctionnels.

Fidèle ainsi à une tradition, à une philosophie, je souhaiterais cependant approfondir la réflexion. Avec vous je voudrais me demander si, en vérité, cette conception de la charge de Secrétaire général en tant que conscience de l'humanité n'est pas appelée à se renforcer davantage comme ultime recours, comme recours de l'opinion publique mondiale face aux dangers sans précédents qui pèsent aujourd'hui sur la planète: accumulation des armes nucléaires, complexité terrifiante des systèmes de technologie moderne, explosion chaotique des aspirations souvent antagonistes dont sont fébrilement saisis sociétés, nations, groupes sociaux et individus tout à la fois.

Face à la perspective parfaitement vraisemblable d'annihilation totale de l'espèce ; face à la cacophonie des voix innombrables porteuses de mille messages contradictoires et qui crient toutes au secours, pénétrée chacune de la force de sa propre légitimité ; face à la haine

implacable qui dresse encore des groupes sociaux, des peuples entiers même, les uns contre les autres ; face à cette honte de notre temps qu'est la torture, érigée dans certains cas en système de gouvernement ; face à la famine et à la guerre, aujourd'hui quotidiennes, qui fauchent par milliers, dans la banalité presque acceptée des faits divers, enfants du Korem et du Kampuchea, ces enfants, dont le regard innocent, clos pour l'éternité sur un battement de désespoir, risque de demeurer à jamais, je le crains, la mauvaise conscience de notre époque ; - face à tant de déraison, de désarroi, de détresse, n'est-il pas du devoir supérieur du Secrétaire général des Nations Unies, aujourd'hui, quarante années après la fondation d'une organisation mondiale établie pour apporter l'espoir à l'humanité ; - n'est-il pas de mon devoir, Mesdames et Messieurs, un devoir que dicte un impératif catégorique, de dire et de faire ce que je dois ; d'en appeler, par exemple, au sens de la responsabilité des deux super-puissances, de leur dire franchement qu'elles n'ont pas le droit de décider à leur guise du destin même de l'espèce humaine ? N'est-il pas de mon devoir de ne négliger aucun effort pour faire prévaloir la modération et le dialogue, la fraternité et la solidarité entre les hommes ? N'est-il pas de mon devoir par-delà les institutions, de prêcher la tolérance et la compassion ? N'est-il pas de mon devoir de réaffirmer sans cesse la nécessité du respect de la personne humaine, cette valeur irréductible qu'il nous faut protéger avec une vigilance sans répit des envahissements des instances collectives ?

Beau et noble angélisme, objecteront les adeptes de la Realpolitik, inclinés à ne voir, dans cette conception du rôle du Secrétaire général au mieux qu'une version moderne de la gestion de la conscience malheureuse. Mais puisque la Realpolitik ne vénère rien de plus que l'efficacité

comment ne pourrait-elle voir que, grâce au soutien amplificateur qu'elles tirent de l'opinion publique et des media, des positions morales uniquement inspirées par le souci du bien universel peuvent aussi changer le cours de l'histoire ? Comment ceux qui n'analysent l'histoire et la politique qu'en termes de rapports de force, d'intérêts nationaux, peuvent-ils négliger l'importance de cette force extraordinaire de notre temps : l'opinion publique d'un monde pour la première fois planétaire et disposant de moyens de communication qui ont réduit presque à rien les obstacles de l'espace et du temps et ont bien mis à mal les conceptions fermées de l'intérêt national ?

Un monde-village : voilà le meilleur allié du Secrétaire général pour l'espoir et la raison. Une politique d'information adéquate, de dialogue permanent avec l'opinion et tous ses relais s'impose dès lors à lui car elle conditionne la légitimité même de sa position en tant que conscience de l'humanité, en tant que porte-parole du bien universel.

La communauté intellectuelle qui m'accueille ce soir à travers vous, Mesdames et Messieurs, devrait occuper une place privilégiée dans l'échange du Secrétaire général avec le monde-village. J'attache pour ma part la plus grande importance à l'instauration d'une relation étroite entre les Nations Unies et le monde de l'esprit, surtout à un moment de l'histoire où le discours politique semble un peu partout atteint par le soupçon.

Etres libres et plus détachés que nous tous des réalités, pour leur grand bonheur, n'ayant de compte à rendre qu'à leur conscience et

à leur art, les hommes et femmes de culture, les créateurs peuvent peser d'un poids considérable sur l'avenir de notre monde-village, de plus en plus assoiffé d'idées et d'images, en même temps qu'il se plie de moins en moins aux injonctions du politique. Les contours du futur, l'avenir de nos sociétés, l'avenir des Nations Unies, sont en large partie entre vos mains, Mesdames et Messieurs, parce que vous détenez le pouvoir de l'imaginaire ainsi que le pouvoir de la conscience morale.

La jeunesse vous écoute, la jeunesse vous croit. Elle pense par votre pensée. Elle rêve par vos rêves. Elle espère par votre espérance. Soyez-tous les alliés des Nations Unies, soyez les alliés de son Secrétaire général. Ensemble oeuvrons pour un monde meilleur. Ensemble oeuvrons pour la paix perpétuelle.

Projet chimérique, celui que je vous propose ? Je laisse à Kant le dernier mot : "Si c'est un devoir et s'il existe aussi une espérance sérieuse, de réaliser l'ordre du droit public, il est vrai, en s'en rapprochant seulement dans un progrès à l'infini, la paix perpétuelle qui suivra ce que l'on a nommé à tort jusqu'ici des traités de paix (à vrai dire des armistices), n'est pas une idée creuse, mais un problème qui solutionné peu à peu, se rapproche constamment de son but (parce que la durée des temps où se produiront des progrès égaux s'abrégera, il faut bien l'espérer toujours davantage)."

Trip France
~~QX~~ 2687

2687

SS NY K

.PARIS (DPI) 17 1145Z

UNPAR 174-4 PART I OF II. CONFIDENTIAL NO DISTRIBUTION. PICCO/EOSG
DE TLILI. VOICI TEXTE DE MA CONTRIBUTION AU DISCOURS SEGEN SORBONNE
LE 24 AVRIL 1985, ET VOUS SERAIS RECONNAISSANT LE PORTER A SON ATTEN-
TION. VOUS REMARQUEREZ QUE THEME CONTRIBUTION PORTE SUR QUOTE LE
SEGEN EN TANT QUE CONSCIENCE DE L'HUMANITE UNQUOTE. CI-APRES TEXTE:

DANS CETTE SORBONNE, TEMPLE DU PREMIER SAVOIR FONDATEUR ET ULTIME, LA PHILOSOPHIE - EXIGENCE DE SERENITE, DE DISTANCIATION ET DE REFLEXION -, VOUS COMPRENDREZ QU'IL ME SERAIT DIFFICILE DE SOUSTRAIRE A L'INTERROGATION LE ROLE QUI EST LE MIEN A LA TETE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES. L'OPPORTUNITE, LE PRAGMATISME - EN UN MOT L'HABILETE - SONT DES STRATEGIES NECESSAIRES CERTES. MAIS ELLES NE SAURAIENT EPUISER ENTIEREMENT LA VOCATION DE TOUT DEBAT SUR L'ACTION QUI SE DEROULERAIT DANS CES LIEUX, CES LIEUX OU N'ONT CESSÉ DE RETENTIR DEPUIS DES SIECLES LES QUESTIONS PORTANT SUR LA FIN. COMMENT ALORS, EN TOUTE CONSCIENCE, ME SENTIRAI-JE DIGNE DE L'HONNEUR QUI M'EST FAIT CE SOIR, SI, A MON TOUR, JE NE PLACAI AU PLAN MORAL LE DEBAT SUR LA FONCTION DE SECRETAIRE GENERAL ?

PERMETTEZ-MOI TOUTEFOIS DE REVENIR SUR LE CONCEPT D'HABILETE, CAR JE CRAINS L'AVOIR PEUT-ETRE NATIVEMENT RECUSE. L'HABILETE, AU SENS QU'EMMANUEL KANT DONNE A CE TERME, C'EST L'ORDRE DES MOYENS. LA CHARTE DES NATIONS UNIES, FAUT-IL LE RAPPELER, S'INSCRIT DANS LE DROIT FIL DES PHILOSOPHIES POLITIQUES AYANT POUR OBJET L'INSTAURATION DE LA PAIX PERPETUELLE. LE DOCUMENT ADOPTE LE 26 JUIN 1945 A

~~SAN FRANCISCO AGENCIE ENTRE DUX LES MOYENS D'ORDRE A ATTEINDRE DE~~

REVE DE L'HUMANITE. DANS UNE ARCHITECTURE TOUT A LA FOIS JURIDIQUE, ADMINISTRATIVE ET POLITIQUE DONT TOUTES LES COMPOSANTES S'ARTICULENT LES UNES AUX AUTRES SELON UN ORDRE RIGoureux, UNE FONCTION PRECISE EST ASSIGNEE AU SECRETAIRE GENERAL. IL N'EST, EN D'AUTRES TERMES, QU'UN ELEMENT DE CETTE STRUCTURE PLUS LARGE QU'EST LE SYSTEME NOUVEAU DES RELATIONS INTERNATIONALES NE DES RUINES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET QUI VISE A L'INSTAURATION DU REGNE DE LA LIBERTE A TRAVERS LE REGNE DU DROIT.

POURQUOI SOULIGNER CETTE DIMENSION DU POSTE QUE J'OCCUPE, APRES QUE L'ONT MARQUE DE LEUR EMPREINTE TRYGVE LIE, DAG HAMMARSKJOLD, U THANT ET KURT WALDHEIM ? POUR MIEUX DELIMITER LE CADRE DE LA REFLEXION DANS LAQUELLE, AVEC VOTRE INDULGENCE, JE VOUDRAIS M'ENGAGER DEVANT VOUS CE SOIR.

EN EFFET, LES SPECIALISTES DE DROIT INTERNATIONAL, D'ADMINISTRATION PUBLIQUE, DE SCIENCE POLITIQUE, NOMBREUX SANS DOUTE PARMIL'ASSISTANCE, N'ONT-ILS PAS ABONDAMMENT TRAITE, AU COURS DE CES QUARANTE DERNIERES ANNEES DE L'EXISTENCE DE L'O.N.U., DE LA QUESTION DES DEVOIRS ET PREROGATIVES INSTITUTIONNELLES DU SECRETAIRE GENERAL ? ET NE SERAIT-IL PAS PAR CONSEQUENT PRESOMPTUEUX DE MA PART DE PRETENDRE INNOVER SERIEUSEMENT, DANS LES LIMITES DU TEMPS QUI NOUS EST IMPARTI, EN M'ARRETANT A MON TOUR SUR CET ASPECT DES CHOSSES, EN COMMENTANT TEL OU TEL ARTICLE DE LA CHARTE RELATIF AUX POUVOIRS DE MA CHARGE ?

PERMETTEZ-MOI DONC DE VOUS PARLER BIEN PLUTOT LE LANGAGE QUE DICTE LA CONSCIENCE, CETTE CONSCIENCE QUI M'AMENE, DANS CERTAINES CIRCONSTANCES, A SITUER MON DEVOIR NON POINT PAR RAPPORT A TELLE OU TELLE EXIGENCE D'ORDRE JURIDIQUE, MAIS VIS-A-VIS D'UN SOUVERAIN ABSOLU : L'HUMANITE QUI NOUS ENGLOBE TOUS ET QUI EST PRESENTE EN MEME TEMPS, TOUT ENTIERE, EN CHACUN DE NOUS.

MES PREDECESSEURS ONT ASSUREMENT CONNU CE DILEMME. JE ME DOIS DE RENDRE ICI SOLENNELLEMENT HOMMAGE A L'ELEVATION DE LEUR SENS MORAL. DANS DE NOMBREUX CAS, PARFOIS TRAGIQUES, OU LES MECANISMES DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES FURENT IMPUISSANTS A AGIR, TELLE OU TELLE POSITION DE PRINCIPE ADOPTEE AU NOM DU BIEN COMMUN PAR LE SECRETAIRE GENERAL FUT LE SEUL ACTE QUI SAUVEGARDAIT L'HONNEUR DE L'ORGANISATION MONDIALE. QUI PARMI NOUS, ICI, OUBLIERAIT LES NOBLES ET COMBIEN PATHETIQUES EFFORTS D'UN HAMMARSKJOLD POUR

L'HONNEUR DE L'ORGANISATION MONDIALE
LES NOBLES ET COMBIEN PATHETIQUES EFFORTS D'UN HAMMARSKJOLD POUR
DENOUER LA CRISE DE L'ANCIEN CONGO BELGE, OU LES APPELS INLASSABLE-
MENT REPETES, OBSTINES, D'UN U THANT EN FAVEUR DE LA PAIX AU VIETNAM
? L'UN ET L'AUTRE, A N'EN PAS DOUTER, CONCEVAIENT LEUR ROLE COMME
CONSCIENCE DE L'HUMANITE. L'UN ET L'AUTRE ETAIENT CONVAINCUS QUE
LEUR DEVOIR A L'EGARD DES PEUPLES DES NATIONS UNIES SE DEFINISSAIT
PAR AUTRE CHOSE DE PLUS QUE DE SIMPLES PARAMETRES FONCTIONNELS.

FIDELE AINSI A UNE TRADITION, A UNE PHILOSOPHIE, JE SOUHAITERAIS
CEPENDANT APPROFONDIR LA REFLEXION . AVEC VOUS JE VOUDRAIS ME DEMAN
DER SI, EN VERITE, CETTE CONCEPTION DE LA CHARGE DU SECRETAIRE
GENERAL EN TANT QUE CONSCIENCE DE L'HUMANITE N'EST PAS APPELEE A SE
RENFORCER DAVANTAGE POUR DEVENIR L'ULTIME RECOURS, L'ULTIME RECOURS
DE L'OPINION PUBLIQUE MONDIALE FACE AUX DANGERS SANS PRECEDENTS
QUI PESENT AUJOURD'HUI SUR LA PLANETE : ACCUMULATION DES ARMES
NUCLEAIRES, COMPLEXITE TERRIFIANTE DES SYSTEMES DE TECHNOLOGIE
MODERNE, EXPLOSION CHAOTIQUE DES ASPIRATIONS SOUVENT ANTAGONISTES
DONT SONT FEBRILEMENT SAISIS SOCIETES, NATIONS, GROUPES SOCIAUX ET
INDIVIDUS TOUT A LA FOIS. END PART I OF II (PAROMNIPRESS PARIS)
COL 174-4 I II 26 1945

=04171152

=04171203

NNNN

ZCZC DAL3430 NCL 6124 PAR053

SS NYK

.PARIS (DPI) 17 1220Z

UNPAR 174-4 PART II OF II. CONFIDENTIAL NO DISTRIBUTION. PICCO/EOSG
DE TLILI. FACE A LA PERSPECTIVE PARFAITEMENT VRAISEMBLABLE D'ANNIHILATIO

TOTALE DE L'ESPECE SEMICLN FACE A LA CACOPHONIE DES VOIX INNOMBRABLES PORTEUSES DE MILLE MESSAGES CONTRADICTOIRES ET QUI CRIENT TOUTES AU SECOURS, PENETREE CHACUNE DE LA FORCE DE SA PROPRE LEGITIMITE SEMICLN FACE A LA HAINE IMPLACABLE QUI DRESSE ENCORE DES GROUPES SOCIAUX, DES PEUPLES ENTIERS MEME, LES UNS CONTRE LES AUTRES SEMICLN FACE A CETTE HONTE DE NOTRE TEMPS QU'EST LA TORTURE, ERIGEE DANS CERTAIN CAS EN SYSTEME DE GOUVERNEMENT SEMICLN FACE A LA FAMINE ET A LA GUERRE, AUJOURD'HUI QUOTIDIENNES, QUI FAUCHENT PAR MILLIERS, DANS LA BANALITE PRESQUE ACCEPTEE DES FAITS DIVERS, ENFANTS DU KOREM ET DU KAMPUCHEA, CES ENFANTS, DONT LE REGARD INNOCENT, CLOF POUR L'ETERNITE SUR UN BATTEMENT DE DESESPoir, RISQUE DE DE DEMEURER A JAMAIS, JE LE CRAINS, LA MAUVAISE CONSCIENCE DE NOTRE EPOQUE SEMICLN - FACE A TANT DE DERAISON, DE DESARROI, DE DETRESSE, N'EST-IL PAS DU DEVOIR SUPERIEUR DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, AUJOURD'HUI, QUARANTE ANNEES APRES LA FONDATION D'UNE ORGANISATION MONDIALE ETABLIE POUR APPORTER L'ESPOIR A L'HUMANITE SEMICLN - N'EST-IL PAS DE MON DEVOIR, MESDAMES ET MESSIEURS, UN DEVOIR QUE DICTE UN IMPERATIF CATEGORIQUE, DE DIRE ET DE FAIRE CE QUE JE DOIS SEMICLN D'EN APPELER, PAR EXEMPLE, AU SENS DE LA RESPONSABILITE DES DEUX SUPER-PUISSANCES, DE LEUR DIRE FRANCHEMENT QU'ELLES N'ONT PAS LE DROIT DE DECIDER A LEUR GUISE DU DESTIN MEME DE L'ESPECE HUMAINE ? N'EST-IL PAS DE MON DEVOIR DE NE NEGLIGER

AUCUN EFFORT POUR FAIRE PREVALOIR LA MODERATION ET LE DIALOGUE, LA FRATERNITE ET LA SOLIDARITE ENTRE LES HOMMES ? N'EST-IL PAS DE MON DEVOIR PAR-DELA LES INSTITUTIONS, DE PRECHER LA TOLERANCE ET LA COMPASSION ? N'EST-IL PAS DE MON DEVOIR, DE REAFFIRMER SANS CESSE LA NECESSITE DU RESPECT DE LA PERSONNE HUMAINE, CETTE VALEUR IRREDUCTIBLE QU'IL NOUS FAUT PROTEGER AVEC UNE VIGILANCE SANS REPIT DES ENVAHISSEMENTS DES INSTANCES COLLECTIVES ?

BEAU ET NOBLE ANGELISME, OBJECTERONT LES ADEPTES DE LA REALPOLITIK, INCLINES A NE VOIR, DANS CETTE CONCEPTION DU ROLE DU SECRETAIRE GENERAL AU MIEUX QU'UNE VERSION MODERNE DE LA GESTION DE LA CONSCIENCE MALHEUREUSE. MAIS PUISQUE LA REALPOLITIK NE VENERE RIEN DE PLUS QUE L'EFFICACITE COMMENT ND POURRAIT-ELLE VOIR QUE, GRACE AU SOUTIEN AMPLIFICATEUR QU'ELLES TIRENT DE L'OPINION PUBLIQUE ET DES MEDIA, DES POSITIONS MORALES UNIQUEMENT INSPIREES PAR LE SOUCI DU BIEN UNIVERSEL PEUVENT AUSSI CHANGER LE COURS DE L'HISTOIRE ? COMMENT CEUX QUI N'ANALYSENT L'HISTOIRE ET LA POLITIQUE QU'EN TERMES DE RAPPORTS DE FORCE, D'INTERETS NATIONAUX, PEUVENT-ILS NEGLIGER L'IMPORTANCE DE CETTE FORCE EXTRAORDINAIRE DE NOTRE TEMPS : L'OPINION PUBLIQUE D'UN MONDE POUR LA PREMIERE FOIS PLANETAIRE ET DISPOSANT DE MOYENS DE COMMUNICATION QUI ONT REDUIT PRESQUE A RIEN LES OBSTACLES DE L'ESPACE ET DU TEMPS ET ONT BIEN MIS A MAL LES CONCEPTIONS FERMEES DE L'INTERET NATIONAL ?

UN MONDE-VILLAGE : VOILA LE MEILLEUR ALLIE DU SECRETAIRE GENERAL POUR L'ESPOIR ET LA RAISON. UNE POLITIQUE D'INFORMATION ADEQUATE, DE DIALOGUE PERMANENT AVEC L'OPINION ET TOUS SES RELAIS S'IMPOSE DES LORS A LUI CAR ELLE CONDITIONNE LA LEGITIMITE MEME DE SA POSITION EN TANT QUE CONSCIENCE DE L'HUMANITE, EN TANT QUE PORTE-PAROLE DU BIEN UNIVERSEL.

LA COMMUNAUTE INTELLECTUELLE QUI M'ACCUEILLE CE SOIR A TRAVERS VOUS , MESDAMES ET MESSIEURS, DEVRAIT OCCUPER UNE PLACE PRIVILEGIEE DANS L'ECHANGE DU SECRETAIRE GENERAL AVEC LE MONDE-VILLAGE. J'ATTACHE POUR MA PART LA PLUS GRANDE IMPORTANCE A L'INSTAURATION D'UNE RELATION ETROITE ENTRE LES NATIONS UNIES ET LE MONDE DE L'ESPRIT, SURTOUT A UN MOMENT DE L'HISTOIRE OU LE DISCOURS POLITIQUE SEMBLE UN PEU PARTOUT ATTEINT PAR LE SOUPCON.

ETRES LIBRES ET PLUS DETACHES QUE NOUS TOUS DES REALITES, POUR LEUR GRAND BONHEUR, N'AYANT DE COMPTE A RENDRE QU-'A LEUR CONSCIEN-

LEUR GRAND BONHEUR, N'AYANT DE COMPTE A RENDRE QU-'A LEUR CONSCIEN-
CE ET A LEUR ART, LES HOMMES ET FEMMES DE CULTURE, LES ~~CREATEURS~~
PEUVENT PESER D'UN POIDS CONSIDERABLE SUR L'AVENIR DE NOTRE MONDE-
VILLAGE, DE PLUS EN PLUS ASSOIFFE D'IDEES ET D'IMAGES, EN MEME TEMPS
QU'IL SE PLIE DE MOINS EN MOINF AUX INJONCTIONS DU POLITIQUE. LES
CONTOURS DU FUTUR, L'AVENIR DE NOS SOCIETES, L'AVENIR DES NATIONS
UNIES, SONT EN LARGE PARTIE ENTRE VOS MAINS, MESDAMES ET
MESSIEURS, PARCE QUE VOUS DETENEZ LE POUVOIR DE L'ESPRIT ET DE
L'IMAGINAIRE AINSI QUE LE POUVOIR DE LA CONSCIENCE MORALE.

LA JEUNESSE VOUS ECOUTE, LA JEUNESSE VOUS CROIT. ELLE PENSE PAR
VOTRE PENSEE. ELLE REVE PAR VOS REVES. ELLE ESPERE PAR VOTRE ESPE-
RANCE. SOYEZ-TOUS LES ALLIES DES NATIONS UNIES, SOYEZ LES ALLIES DE
SON SECRETAIRE GENERAL. ENSEMBLE OEUVRONF POUR UN MONDE MEILLEUR.
ENSEMBLE OEUVRONS POUR LA PAIX PERPETUELLE.

PROJET CHIMERIQUE, CELUI QUE JE VOUS PROPOSE ? JE LAISSE A KANT
LE DERNIER MOT : QUOTE SI C'EST UN DEVOIR ET S'IL EXISTE AUSSI UNE
ESPERANCE SERIEUSE, DE REALISER L'ORDRE DU DROIT PUBLIC, IL EST VRAI,
EN S'EN RAPPROCHANT SEULEMENT DANS UN PROGRES A L'INFINI, LA PAIX
PERPETUELLE QUI SUIVRA CE QUE L'ON A NOMME A TORT JUSQU'ICI DES
TRAITES DE PAIXN(A VRAI DIRE DES ARMISTICES), N'EST PAS UNE IDEE
CREUSE, MAIS UN PROBLEME QUI SOLUTIONNE PEU A PEU, SE RAPPROCHE
CONSTAMMENT DE SON BUT (PARCE QUE LA DUREE DES TEMPS OU SE PRODUI-
RONT DES PROGRES EGAUX S'ABREGERA, IL FAUT BIEN L'ESPERER TOUJOURS
DAVANTAGE). UNQUOTE. ENDALL. AMICALEMENT . (PAROMNIPRESS PARIS)

CORRECTION PLS READ LINE 2 WORD 9 ANNIHILATION

COL CKD

=04171324

25-4

LEB

4872

Trip France

ZCZC DAL5148 NAL0627 PAR075

SS NYK HQS DPI

.PARIS (DPI) 25 1200 Z

UNPAR192-4 DAYAL, COPY SPOKESMAN'S OFFICE. CONFIRM DEPARTURE
THURSDAY 25 APRIL 1985 FROM ROISSY AIRPORT BY CONCORDE FLIGHT
AF001, DESTINATION NEW YORK, AT 1100 HOURS, OF SEGGEN AND
ACCOMPANYING PARTY. (PAROMNIPRESS PARIS)

COL 192-4 25 1985 AF001 1100

=04251101

INCOMING	
ACTION	
TO	
FILE NO.	
<input type="checkbox"/> ACTION COMPLETED	
INITIALS	

=04251108

NNNN

United Nations

Press Release

Department of Public Information
Press Section
United Nations, New York



SG/T/1339
24 April 1985

SECRETARY-GENERAL MEETS WITH PRIME MINISTER OF FRANCE

(Received from the Spokesman for the Secretary-General.)

PARIS, 24 April -- Secretary-General Javier Perez de Cuellar met for half an hour with Prime Minister Laurent Fabius at the Hotel Matignon for a discussion which concentrated on economic problems of the third world, including the debt problem and the emergency situation in Africa, as well as international problems such as the Iran-Iraq situation and the situation in Lebanon.

The Secretary-General was then received at the Sorbonne where he was given an honorary degree of Doctor of Law by the University of Law, Economics and Social Sciences of Paris. The Secretary-General was received by Helene Ahrweiler, Rector of the Academy and Chancellor of the Universities of Paris, and Professor Michel Virally, Professor of Law at the University. The doctorate was given to the Secretary-General by Professor Jean Imbert, President of the University of Law, Economics and Social Sciences of Paris.

The Secretary-General then delivered a speech on the role of the Secretary-General under the United Nations Charter.

Later tonight the Secretary-General will be guest at a dinner given at the Quai d'Orsay by the French Minister for External Relations, Roland Dumas.

Tomorrow, 25 April, the Secretary-General will fly back to New York early in the morning.

* * * * *

24-4
JEB
Try France

ZCZC DAL4724 NCL9169 PCM0225

DD NYK

.GENEVA (UNGVA) 231614Z

GVA 1552 DAYAL, OSG. SECGEN AND PARTY LEFT GENEVA FOR PARIS

VIA AF 665 AT 14.15 AS PLANNED. REGARDS. (VARCHAVER)

COL 1552 AF 665 14.15

=04231835

=04231835

United Nations Press Release

Department of Public Information
Press Section
United Nations, New York



SG/SM/3658
24 April 1985

SG Statement
Trip France
UNIFIL
UNAs in the World
40th anniv

SECRETARY-GENERAL'S ADDRESS TO FRENCH DIPLOMATIC ACADEMY

Following is the text of a statement by Secretary-General Javier Perez de Cuellar, delivered in Paris yesterday to the International Diplomatic Academy. The statement is translated from French.

It is a great pleasure for me to be with you this evening, at this dinner organized by two faithful friends of the United Nations, friends who have unfailingly upheld the ideals and principles of our Organization. This is an even greater pleasure since Paris is a capital city which is especially dear to me, for it was here that, nearly 40 years ago, I began my diplomatic career. Like all those who have had the privilege of living and working in this unique city, I have an abiding fondness for it. I have had the good fortune, over what is already a long career, to return to Paris on numerous occasions, and each time I have felt the same pleasure. This visit is an especially pleasant one for me, for we are here to commemorate the fortieth anniversary of the United Nations.

The International Diplomatic Academy and the French United Nations Association have organized this afternoon a very interesting symposium on the troops of the United Nations and on their first cousins, so to speak, those of the multinational peace-keeping forces. I should like to take this opportunity to share with you some of my own thoughts on our United Nations troops and also to pay a tribute to them for the difficult assignment they are carrying out on behalf of the international community.

The troops of the United Nations, these soldiers for peace, reflect a relatively new concept, which may at first appear somewhat paradoxical. Indeed, they seem to be the antithesis of the traditional soldier. They are seeking to keep the peace and they refuse to wage war. They want to help friends, not fight enemies. They carry weapons but are not authorized to use them, except in self-defence.

The principle of the non-use of force is not new in itself, but its application to military units is without question a novel idea. One of my predecessors, Dag Hammarskjöld, was the first to apply this principle to peace-keeping forces. He took that bold decision because he was above all else a man of peace who believed profoundly and absolutely in the United Nations as an instrument of peace and justice. But his decision was not

(more)

3406P

For information media — not an official record

motivated by reasons of principle alone. It was based on very practical considerations as well, considerations which are as valid today as they were then. There is no doubt that one of the main assets of the United Nations is its impartiality. Because of that impartiality the representatives of the United Nations have the necessary latitude and, above all, credibility to give their efforts to put an end to a dispute or hostilities a chance to succeed. Just as the Secretary-General cannot permit himself to support -- or even to give the impression of supporting -- one of the parties to a conflict, if he is to play a useful role in seeking a solution, the soldiers of the United Nations cannot, by using force against one or another party, give up their impartiality and thereby lose their raison d'être and their usefulness.

It is widely recognized that the use of force is like a Pandora's box, that it can lead to an escalation of violence which quickly becomes difficult, if not impossible, to control. A further consideration is the fact that Governments which make their troops available to the United Nations on a voluntary basis do so to contribute to the Organization's mission of peace. Such Governments would rightly be unwilling to see their soldiers become directly involved in conflicts in which they have no direct interest and in which they might kill and be killed. I am therefore convinced that the non-use of force is a fundamental principle and that everything must be done to uphold it.

This principle does not in any way diminish the effectiveness of the United Nations troops. Their power derives from the political consensus of the international community and the authority of the Security Council. Since United Nations peace-keeping operations are based on the consent and the co-operation of all interested parties, the mere presence of United Nations troops is generally enough to maintain calm, without requiring any display of force whatsoever.

This is true of our disengagement force which is stationed between the Israeli and Syrian armies in the Golan Heights. Because the interested parties are co-operating fully with the United Nations, there have been few problems and few incidents. With barely 1,300 men, the United Nations force has been very successful in maintaining the peace in that previously troubled region and they have managed to do so in spite of the mistrust and the hostility which divide Israel and Syria.

But this is not always the case. In particularly complex conflicts, it may happen that some of the interested parties cannot or do not want to give all the necessary co-operation to the United Nations. As a result, the United Nations troops can find themselves in difficulties and can even be the target of attacks or provocations. They must then display moderation, patience, even compassion. If they are in danger, they can, of course, exercise their right of self-defence, but even in such a situation, they must be extremely careful about using their weapons. Very often the United Nations troops must refrain from using force, even when they are provoked.

It is not easy to live up to such a standard of conduct, especially for young soldiers who, as a result of their professional training, are used to

(more)

countering force with force. To remain calm in the face of provocation, to maintain composure when under attack, the United Nations troops, officers and soldiers alike, must show a special kind of courage, one that is more difficult to come by than the ordinary kind. Our United Nations troops have been put to the test and have emerged triumphant. In the history of United Nations peace-keeping operations, there is already a long list of acts of heroism and self-sacrifice on the part of the United Nations troops.

I have in mind here Colonel Jean Salvan, now General Salvan, who was the first commanding officer of the French battalion in UNIFIL, our force in Lebanon. In May 1978, during the initial phase of UNIFIL, a French patrol, attacked by Palestinian combatants on the outskirts of the city of Tyre, returned fire. A deadly gun battle ensued. That was the first serious incident involving UNIFIL. Jean Salvan, who immediately went to the scene of the incident to arrange a cease-fire, was badly wounded by machine-gun fire. Despite his severe wounds, he succeeded in bringing the shooting to an end. The next day, fearing renewed tension, he ordered his soldiers, from his hospital bed, not to seek to avenge him, but to observe strictly the cease-fire. It was not easy for this paratroop commander to show such moderation, but he did so in the higher interest of the United Nations operation. At the United Nations, we have deep admiration for General Salvan.

I also have in mind the French United Nations troops who are at present carrying out their peace mission in southern Lebanon under extremely difficult conditions. We are now witnessing another deterioration of the situation in this region. I deplore it, especially as it could have been avoided.

Last summer, when I learned that the new Israeli Government intended to withdraw its troops from Lebanon, I thought that it would at last be possible to reach a settlement of the problem of southern Lebanon, on the basis of the complete withdrawal of Israeli forces, the adoption of the necessary security measures and the restoration of the authority of the Lebanese Government. Last November, I managed to persuade the Lebanese and Israeli Governments to send their military representatives to UNIFIL headquarters at Naqoura to discuss these issues. Unfortunately, the Naqoura talks failed to produce the expected results.

So instead of a co-ordinated withdrawal of Israeli forces, we have been witnessing since February an intensification of the activities of the Lebanese resistance movement, and reprisals by the Israeli forces. More and more often, those forces are carrying out search operations in Shiite villages in the French sector. The French soldiers, who are few in number and carry only light weapons, have neither the mandate nor the resources to prevent these operations, which are being conducted on a large scale by the Israeli troops. But as far as possible, they are trying to avoid violence by remaining in position, protecting and sometimes even placing themselves between Israeli troops and the local population. On several occasions, in order to prevent the demolition of villagers' houses, they have taken up unarmed positions on the roofs of those houses or in the path of Israeli bulldozers. Their efforts have certainly introduced an element of moderation, not to say deterrence, in an extraordinarily difficult situation. There is no doubt that those search

(more)

operations would have been much more brutal if the United Nations troops had not been there.

Amid the disturbances in southern Lebanon, the United Nations troops not only accomplished their normal tasks; they also provided humanitarian assistance to the affected villagers. The various units of the French contingent undertook, for example, to repair roads and schools, to transport food and medicine, and to provide medical care to the local population. French sappers often conduct mine-clearing operations in order to detect and defuse mines and bombs, which pose a danger to the public in their operational area. This is an arduous, thankless and often dangerous task. Last year, a young French soldier was seriously wounded as he was defusing an anti-personnel mine.

I am speaking about the activities of the French United Nations troops because their role and importance have been particularly evident in recent months and because we are in Paris and I am addressing a number of friends belonging to the French Association for the United Nations. But I could just as well have mentioned soldiers from other national contingents. They have all shown admirable courage and dedication. I should add that each United Nations peace-keeping force functions as an integrated unit. The various national contingents receive instructions from the commanding officer of the force, not from their respective Governments, and follow the same principles and the same rules. There is something extremely comforting and moving about these young soldiers of different nationalities, of all races and cultures, together serving the cause of peace under the United Nations flag.

It occurred to me that, at the end of this dinner commemorating the fortieth anniversary of the United Nations, it would be useful to pay tribute to these silent heroes, these United Nations troops. Despite the restrictions, essentially due to political reasons, to which United Nations peace-keeping operations are subjected, they have played a major role in controlling certain international conflicts, and undoubtedly represent one of the Organization's successes. Their success would have been impossible had it not been for the courage and dedication demonstrated from day to day by the United Nations troops. We owe them an immense debt of gratitude.

* *** *

Confidentiel

NOTES SUR L'AUDITION DU SECRETAIRE GENERAL
PAR LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES
DE L'ASSEMBLEE NATIONALE FRANCAISE.

Trip France
France

ayant eu lieu à Paris,
le 24 avril 1985 à 11h30.

Présents:

Le Secrétaire-général
M. Jean Ripert
M. F.T. Liu
M. Emilio de Olivares
M. François Giuliani
M. Cornell Metternich
M. Mustapha Tlili
Mme. Nicole Lannegrace

M. Claude Estier, président de la commission
Son Excellence, M. Claude de Kémoularia,
Représentant permanent de la France
auprès de l'ONU
De nombreux députés membres de la Commission
des affaires étrangères

M. Claude Estier a, d'abord, souhaité la bienvenue au Secrétaire général et suggéré que le débat portât sur l'avenir de l'ONU, au moment où elle célébrait son quarantième anniversaire, et sur quelques points concrets, tels que la mission récente du Secrétaire général en Iran et en Irak.

Le Secrétaire général a fait, ensuite, un court exposé sur l'action de l'ONU en faveur de la paix.

Mme. Lydie Dupuy a, alors, ouvert la discussion. Au nom de l'intergroupe parlementaire de la ligue des droits de l'homme, elle a noté que le Secrétaire général avait plaidé, dans son interview au Monde, en faveur de la discrétion dans la lutte pour le respect des droits de l'homme et elle s'est interrogée sur l'efficacité de cette méthode. Elle a, par ailleurs, évoqué le cas d'une famille chilienne dont l'intergroupe avait été saisi.

Le Secrétaire général a précisé que l'exigence de discrétion ne valait que pour son action personnelle et non pour les travaux conduits tant par la Commission des droits de l'homme que par le Centre des droits de l'homme placé sous son autorité. S'agissant des démarches qu'il effectuait par la voie diplomatique, il estimait que la publicité ne pouvait que nuire à leur efficacité. Il n'était pas rare qu'il vît l'ambassadeur du Chili pour lui faire part de cas précis et il était prêt à apporter son aide dans celui qui venait d'être signalé.

M. Xavier Deniau a évoqué les propositions de révision de la Charte et les difficultés financières de l'ONU.

Le Secrétaire général a indiqué que la commission de la révision de la Charte n'était pas très active. Au demeurant, il n'était pas réaliste de penser que ses travaux pussent aboutir car la révision de la Charte supposait l'accord de tous les membres permanents du Conseil de sécurité. On risquait seulement d'ajouter à la confrontation. Le Tiers-Monde avait, d'ailleurs, une position ambiguë: il voulait augmenter le nombre des membres permanents tout en s'opposant au droit de veto. En réalité, il convenait non de modifier la Charte mais bien plutôt de l'appliquer. Concernant le problème du budget, le secrétaire général a rappelé que les retards de paiement des Etats-membres pouvaient être sanctionnés par la perte du droit de vote. Il existait, à l'heure actuelle, deux ou trois pays africains qui ne pouvaient s'acquitter de leurs contributions car ils étaient dans la misère la plus absolue.

Mme. Florence d'Harcourt a interrogé le Secrétaire général sur l'action des Nations Unies pour la protection morale de l'enfance.

Le Secrétaire général a répondu que, grâce à l'effort des Etats-membres, l'UNICEF était devenu l'un des mouvements les plus beaux des Nations Unies. Il s'efforce, a-t-il dit, d'assurer aux enfants une protection totale, à la fois physique et morale, car il ne saurait y avoir de bien-être en l'absence de moralité.

M. Louis Odru a abordé la question du Sud-Liban et des possibilités d'intervention de l'ONU dans la région. Il a dénoncé la déportation de prisonniers libanais en Israël. Enfin, il a évoqué le conflit entre l'Iran et l'Iraq.

Le Secrétaire général a rappelé qu'il avait fait des démarches pressantes en faveur des prisonniers de guerre libanais et qu'il s'était élevé, dès l'origine, contre la mesure qui les touchait. M. F.T. Liu serait chargé d'aborder cette question parmi d'autres. Concernant la guerre du golfe, le Secrétaire général a dit que, devant le fossé énorme qui séparait l'Iran et l'Iraq, il ne pouvait faire preuve d'un optimisme béat. Il pensait, cependant, que l'ONU offrait le canal propre à mettre les deux pays en contact. L'un et l'autre voulaient la paix à leurs propres conditions et il fallait découvrir la formule miraculeuse qui les ferait tomber d'accord. L'Iran estimait qu'il avait été maltraité par le Conseil de sécurité qui s'était montré partial. Personnellement, il lui conseillait de faire une nouvelle tentative: les membres du Conseil de sécurité changeaient et la politique des Etats variait. Il fallait aider l'Iran, ce pays fanatisé, à sauver la face. C'était la fonction de l'ONU et le Conseil de sécurité devait l'aider à reprendre ses démarches en leur donnant une nouvelle impulsion. Il lui avait soumis, la semaine précédente, un rapport qui pouvait servir de base à ses discussions. L'Iran et l'Iraq étaient engagés dans une guerre d'usure et ils avaient besoin qu'on les aide à y mettre fin. Les Nations Unies avaient une chance d'y parvenir.

M. Pierre Raynal a évoqué la mission de la FINUL.

Le Secrétaire général a souligné que le mandat de la FINUL était formulé en termes très vagues. Celle-ci devait aider les Libanais à contrôler leur territoire. Il se sentait, quant à lui, responsable des hommes qui la composaient. Maintenant, les Israéliens voulaient créer une zone tampon. Pour sa part, il souhaitait que la FINUL fût déployée le long de la frontière, après le retrait ordonné des forces israéliennes. Il avait décidé d'envoyer M. F.T. Liu, qui partait le lendemain, analyser sur place l'évolution de la situation. Le Secrétaire général a reconnu qu'il n'était pas au bout de ses peines.

M. Guy Vadepiéd a interrogé le Secrétaire général sur l'Afrique du Sud et la Namibie.

Le Secrétaire général s'est déclaré profondément surpris et déçu de la décision du gouvernement sud-africain. Il a exprimé la crainte qu'il s'agît, en réalité, d'empêcher toute solution démocratique du problème de la Namibie. Le Secrétaire général a indiqué qu'il avait convoqué l'ambassadeur d'Afrique du Sud pour condamner l'attitude de son pays. L'ONU allait continuer sa lutte pour l'application de la résolution 435 qui offrait un cadre à 100% démocratique.

M. Robert Montdargent a remercié le Secrétaire général de son important et intéressant dialogue avec la commission. Notant que le Secrétaire général avait mis l'accent, dans ses remarques préliminaires, sur la prévention des conflits, il a souligné l'utilité, à cet égard, du dialogue permanent, qui se poursuivait à l'ONU, entre Etats jouissant de droits égaux. Il a évoqué, notamment, la rencontre possible, lors de la prochaine Assemblée générale, de Messieurs Reagan et Gorbatchev. Il a observé, par ailleurs, que l'ONU prenait d'importantes initiatives telles que la célébration de l'année de la jeunesse ou de la semaine du désarmement. Aussi s'est-il demandé quelle initiative elle pourrait prendre pour obtenir le soutien de l'opinion publique.

Le Secrétaire général a dit que les initiatives existaient mais que les gouvernements n'y attachaient pas beaucoup d'importance. Or l'ONU était une organisation de gouvernements. Si le Secrétaire général n'était pas suivi, il n'avait pas les moyens de faire appliquer ses initiatives. Il a ajouté que le Conseil de sécurité ne s'était jamais penché sur le problème du désarmement, bien qu'il fût source de nombreux problèmes économiques et sociaux. Les achats d'armes représentaient 30% de la dette des pays en développement. Ceux-ci ne résistaient pas aux tentations auxquelles les soumettaient les Etats vendeurs. Pourtant, que de problèmes économiques et sociaux eussent pu être résolus avec seulement un dixième des dépenses d'armement! Voilà quarante ans que cette proposition était sur la table et elle n'avait rien de démagogique. Il suffisait de voyager, comme il le faisait, et de visiter, notamment, l'Afrique, pour s'en rendre compte. La paix ne serait jamais assurée tant que les pays du Tiers-Monde resteraient sous-développés. Leur bien-être était lié à celui des pays industrialisés. Désarmement et développement allaient de pair. Ce qu'il fallait, c'était agir.

Mme. Véronique Neiertz a indiqué qu'il existait, à l'Assemblée Nationale, un comité anti-apartheid très actif. Elle a évoqué l'aggravation de la répression en Afrique du Sud ainsi que l'évolution de l'opinion américaine qui pouvait être considérée comme un désaveu de la politique sud-africaine du président Reagan. Elle a, enfin, interrogé le Secrétaire général sur les possibilités d'adoption des sanctions économiques qui étaient parfois envisagées.

Le Secrétaire général a répondu qu'elles donnaient lieu à débat.

M. Paul Duraffour a parlé du groupe parlementaire en faveur du désarmement dont il est le président et qui est composé de membres appartenant à tous les partis politiques. Ce groupe avait conçu le projet de constituer une association parlementaire mondiale pour le désarmement et avait demandé, dans ce but, aux présidents de tous les parlements du monde de bien vouloir désigner une dizaine de parlementaires intéressés par un désarmement progressif et simultané. Malheureusement, cette initiative s'était heurtée à l'hostilité de l'Union interparlementaire et n'avait pas abouti. Il pensait, néanmoins, reprendre ce projet et souhaitait que, dans le cadre de la campagne de l'ONU pour le désarmement qui était devenue permanente, le Secrétaire général acceptât de lui donner son appui.

Le Secrétaire général, évoquant également la question palestinienne, s'est demandé pourquoi l'on ne se servait pas du Conseil de sécurité. Des groupes de travail pouvaient être constitués sur les différents aspects de ce problème.

M. Claude Estier a évoqué, enfin, le dialogue Est-Ouest et, en particulier, la rencontre Reagan-Gorbatchev, ainsi que l'initiative de défense stratégique.

Le Secrétaire général a indiqué qu'en tant que Secrétaire général de l'ONU, dont la tâche fondamentale était le désarmement, il était contre tous les armements, qu'ils fussent offensifs ou défensifs. Au demeurant, les meilleures défenses finissaient toujours par être percées. Il ne discutait pas le droit que les Etats-Unis avaient de se défendre mais il était opposé à tous les armements de façon absolue. Le Secrétaire général s'est, par ailleurs, félicité que l'ONU offrît à nouveau aux responsables des deux superpuissances une occasion de se rencontrer. Il en était d'autant plus fier qu'il avait suggéré personnellement à M. Gorbatchev de venir à New-York en septembre, en lui rappelant qu'il y avait vingt ans que l'URSS n'avait pas été représentée au sommet à l'Assemblée générale. Il a souligné, toutefois, qu'il convenait que les autres puissances pussent également se faire entendre et que tous les Etats agissent de concert.

* * * *

Trip France

United Nations Press Release

Department of Public Information
Press Section
United Nations, New York



SG/T/1338
24 April 1985

SECRETARY-GENERAL MEETS WITH FRENCH PRESIDENT, PRIME MINISTER ON SECOND DAY OF OFFICIAL VISIT TO FRANCE

(Received from the Spokesman for the Secretary-General.)

PARIS, 24 April -- Secretary-General Javier Perez de Cuellar, on the second day of his official visit to France, met with President François Mitterrand and Prime Minister Laurent Fabius.

The Secretary-General was also guest at a luncheon given in his honour at the Paris Town Hall by Mayor Jacques Chirac and met in the morning with the President of the French Senate and of the French National Assembly in the respective legislative chambers of the French Republic.

The Secretary-General was received at the Luxembourg Palace by Alain Poher, President of the Senate. They met for 20 minutes to discuss three main subjects: the present situation in the conflict between Iran and Iraq; the efforts of the Secretary-General concerning Cyprus; and the situation in southern Lebanon, with particular emphasis on the role of the United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL).

The Secretary-General was then guest at a reception given by Mr. Poher, attended by a large number of Members of the Senate.

The Secretary-General next went to the French National Assembly at the Palais Bourbon, where he met for one hour with the Commission on Foreign Relations of the Assembly under the Chairmanship of its President, Claude Estier. The Secretary-General answered questions from the Members of Parliament on United Nations activities in numerous fields, including his own efforts regarding human rights, the Middle East problem, Iran-Iraq and disarmament.

Following the visit to the National Assembly Chamber, the Secretary-General met with the President of the Assembly, Louis Mermaz, with whom he had a general discussion of the international situation.

Following this meeting, the Secretary-General went to the Town Hall where Mayor Chirac gave a luncheon in his honour, attended by members of the diplomatic corps.

(more)

Following the luncheon, the Secretary-General met for one hour at the Elysee Palace with President François Mitterrand. The Secretary-General and the President had a wide-ranging tour d'horizon of international affairs including the Iran-Iraq problem; the situations in South-East Asia, southern Lebanon and Central America; Namibia; Afghanistan; and the debt problem of third world countries. The Secretary-General described the meeting as extremely useful and interesting.

The Secretary-General also discussed with the President the role of the Security Council and the action of its permanent members. On his departure from the Elysee Palace, the Secretary-General indicated in answer to questions on the Iran-Iraq conflict that he would be in contact first thing tomorrow after his arrival in New York with the President of the Security Council, who was consulting with members. He said he understood that all members of the Council were in agreement for a new round of debate, but it remained to be seen whether Iran and Iraq were ready to participate.

In answer to further questions, the Secretary-General also indicated that he had discussed with all French authorities he had met so far the question of assistance to Africa which he said was a priority for him.

Asked further if the United Nations supported the agreement between the Chairman of the Palestine Liberation Organization (PLO), Yasser Arafat, and King Hussein of Jordan, the Secretary-General said "we consider that it is an interesting idea, that it is a useful contribution which deserves to be taken into consideration".

Asked if he had discussed with President Mitterrand the question of French participation in UNIFIL, the Secretary-General said: "I still have the support of the Republic and the French authorities concerning their contribution to UNIFIL. It's a contribution to which I pay homage, which, as you know, on occasion has even been heroic."

Following his meeting with the President, the Secretary-General met with Prime Minister Fabius.

* *** *

France
Trip France

Confidentiel

NOTES SUR L'ENTRETIEN DU SECRETAIRE GENERAL AVEC
LE MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES DE LA FRANCE

ayant eu lieu à Paris,
le 23 avril 1985 à 17h.30, après un entretien
en tête à tête à 17 heures.

Présents:

Le Secrétaire-général	M. Roland Dumas, Ministre des relations
M. Jean Ripert	extérieures de la France
M. F.T. Liu	Son Excellence M. Claude de Kémoularia,
M. Emilio de Olivares	Représentant permanent de la France
M. François Giuliani	auprès de l'ONU
M. Cornell Metternich	M. Perrin de Brichambault
M. Mustapha Tlili	M. Pierre Morel
Mme. Nicole Lannegrace	M. Jean-Maurice Ripert

Le Secrétaire général a, d'abord, évoqué la question de la guerre des étoiles, reconnaissant qu'il s'agissait d'une politique défensive mais considérant qu'elle participait de la course aux armements à laquelle l'ONU est fondamentalement opposée.

M. Roland Dumas a déclaré qu'il était contre la militarisation de l'espace. Abordant le sujet de la guerre du golfe, il a fait état d'un "petit espoir" du côté iranien, tout en se gardant d'en exagérer la portée.

Le Secrétaire général a fait part des impressions qu'il avait retirées de son voyage à Téhéran. Les Iraniens n'avaient pas changé de position sur le fond mais ils avaient fait preuve, dans la forme, d'une modération nouvelle: ils n'avaient pas réclamé la tête de Saddam Hussein ni marqué leur hostilité à une solution pacifique. Il a rappelé, ensuite, les circonstances dans lesquelles il s'était rendu en Iran, son refus des conditions tout d'abord mises à sa visite, puis l'acceptation par les Iraniens d'un entretien ouvert qui lui avait permis de répondre à leur invitation. Il a évoqué, enfin, le contenu de ses conversations avec les Iraniens, auxquels il avait fait remarquer que le chapitre VI de la Charte était, lui aussi, un traité international et qu'il avait essayé de convaincre de la nécessité de négocier sur douze points parmi lesquels l'aviation civile, la navigation commerciale et les prisonniers de guerre.

M. Roland Dumas a noté que l'Iraq ne voulait pas discuter point par point. Il n'acceptait qu'une approche globale et pratiquait la politique de la terreur pour amener l'Iran à négocier.

Le Secrétaire général a indiqué que le président iranien avait souligné que son pays ne se laisserait pas décourager. De fait, a-t-il observé, l'Iran a énormément de chair à canons. L'Iraq se plaignait, d'ailleurs, que l'Iran tirât profit du répit que lui donnaient les appels lancés contre l'attaque des zones d'occupation civile et l'utilisation d'armes chimiques. Le Secrétaire général a proposé qu'un nouveau débat ait lieu au Conseil de Sécurité, espérant qu'il déboucherait sur une résolution plus équilibrée qui permettrait à l'Iran de sauver la face. Il pourrait alors engager la discussion sur les douze points précités. Des consultations étaient en cours. Les Iraniens voulaient une preuve de bonne foi mais il était clair que les médecins, qui avaient constaté l'utilisation d'armes chimiques, n'avaient pu déterminer qui en était responsable. Le Secrétaire général a, enfin, précisé qu'il appartenait au Conseil de sécurité de décider s'il voulait se borner à faire une courte déclaration ou discuter de l'ensemble du problème.

M. Roland Dumas s'est alors demandé si ce ne serait pas la meilleure méthode: le Conseil de Sécurité était-il en mesure de le faire?

M. Claude de Kémoularia a indiqué que le Conseil de sécurité était divisé sur ce point: la France faisait partie de ceux qui pensaient que le Conseil devait aborder le problème de la guerre par le biais de la discussion du dernier rapport, tandis que la Grande-Bretagne était d'un avis opposé. Celle-ci, a-t-il ajouté, réunissait autour d'elle une faible majorité.

Le Secrétaire général a précisé que la Grande-Bretagne ne s'opposait plus à la discussion du rapport mais qu'elle considérait qu'en cas d'adoption d'une nouvelle résolution, le Conseil ne pourrait ignorer celle qu'il avait précédemment adoptée.

M. Claude de Kémoularia a noté que, contrairement à la Grande-Bretagne, la France souhaitait une réunion publique. La politique française consistait, en effet, à appuyer les efforts du Secrétaire général et à renforcer le rôle du Conseil de sécurité.

M. Roland Dumas a, ensuite, abordé la question du Liban.

M. Claude de Kémoularia a déclaré que c'était maintenant que les difficultés allaient véritablement commencer. La prorogation du mandat de la FINUL n'avait pas posé de problème mais il n'en irait pas de même de son exécution, si Israël persistait dans son intention de créer sur la frontière un cordon de sécurité. Il s'est demandé quelle serait alors l'attitude des Etats-Unis.

Le Secrétaire général a exprimé sa vive inquiétude, partagée par ses collaborateurs. Il a indiqué qu'il avait chargé M. F.T. Liu de se rendre au Proche-Orient afin de lui suggérer quelques orientations.

M. F.T. Liu a dit qu'il chercherait à savoir si le retrait des Israéliens serait complet ou non. Même si la zone de sécurité n'était défendue que par les forces libanaises du sud et les milices locales, il était évident que les Israéliens seraient derrière elles.

M. Roland Dumas a estimé qu'Israël voulait un cordon sanitaire lui assurant la liberté de passage.

M. F.T. Liu a évoqué la possibilité pour Israël de maintenir dans la zone de sécurité des officiers et des soldats déguisés, ce qui ne manquerait pas de provoquer la réaction des Chiites et mettrait la FINUL en difficulté. C'est pourquoi le Secrétaire général avait pour politique de persuader Israël de renoncer à ladite zone.

M. Roland Dumas a souligné qu'Israël ne voulait pas de la FINUL car il souhaitait se livrer à des actions ponctuelles, si le besoin s'en faisait sentir, sans contraintes ni témoins. Il y avait là un vrai problème.

Le Secrétaire général a remarqué qu'Israël pourrait avoir intérêt à la présence de l'ONU, les Chiites risquant de s'avérer pires que les Palestiniens.

M. F.T. Liu a suggéré la reprise des discussions engagées à Naqoura.

Le Secrétaire général a constaté l'absence d'interlocuteur libanais.

M. F.T. Liu a évoqué la commission mixte d'armistice et la possibilité d'organiser, à titre de compromis, une réunion ailleurs qu'à Naqoura.

M. Roland Dumas a réaffirmé que les Israéliens étaient contre l'extension de la FINUL et toute force d'interposition. Ils le lui avaient dit lors de leurs entretiens. La question qui se posait à la France était donc celle de sa participation.

M. Claude de Kémoularia ayant souhaité que le général Pons fût prorogé dans ses fonctions, il lui a été précisé que le ministère de la défense n'y était pas favorable car il souhaitait donner à cet officier une affectation importante dans un délai rapide. Dans ce cas, le commandement passerait à la Norvège.

Le Secrétaire général, tout en notant sa préférence pour la France, s'est dit désireux de lui apporter non pas des problèmes mais des solutions.

M. Roland Dumas lui a répondu que le Président de la République avait donné comme instruction de l'y aider. Il a abordé, ensuite, le problème de la dette qui ne rencontrait pas un écho fracassant, notamment chez les Américains, mais qui allait finir par devenir réellement préoccupant. La gymnastique financière aurait nécessairement une fin. On ne trouvait pas de solution, faute d'une vision plus politique des choses. M. Beregovoy le pensait aussi.

M. Jean Ripert a noté que l'ONU tenait des propos semblables. Des pays comme le Japon ou l'Allemagne fédérale promettaient aux pays endettés de les aider s'ils faisaient face à leurs échéances. Les pays d'Amérique latine voulaient pouvoir dire à leur opinion qu'ils étaient engagés dans un dialogue politique dont on ignorait le contenu réel. L'ONU pouvait aider à résoudre ce problème en insistant sur ses aspects à plus long terme, financiers et commerciaux. Elle pouvait encourager la Banque mondiale à prévoir un étalement des remboursements et inciter les pays en développement à s'engager davantage dans les négociations commerciales.

M. Roland Dumas a indiqué que la France avait demandé que le Tiers-Monde fût associé à la future négociation du GATT.

M. Jean Ripert a ajouté que celui-ci entendait monnayer sa participation. La France, quant à elle, mettait l'accent sur la stabilisation des changes. S'agissant, enfin, des produits de base, si importants pour l'Afrique, il n'existait pas de bonne formule. On ne savait pas si le fonds commun aurait un jour des résultats.

M. Jean-Maurice Ripert a observé que, s'agissant du cacao, on se trouvait actuellement en pleine impasse.

M. Jean Ripert a noté que les pays du Tiers-Monde n'avaient pas de stratégie. Ils s'étaient engagés à fond en faveur du fonds commun mais l'accord de Lomé ne les satisfaisait qu'à demi. Selon lui, ils se divisaient sur ce qui leur tenait à coeur.

M. Jean-Maurice Ripert a remarqué que ce sujet intéressait beaucoup plus les pays d'Afrique que ceux d'Amérique latine qui tendaient à le marginaliser. Le blocage, a-t-il dit, est complet.

Le Secrétaire général a alors remercié le ministre de l'aide accordée par la France à l'ONU en faveur de l'Afrique.

M. Roland Dumas a indiqué qu'il se trouvait au Tchad trois jours plus tôt.

Le Secrétaire général a évoqué le message que M. Morse allait remettre aux Nigériens pour leur demander d'autoriser le débarquement des secours dans leurs ports. Il a remercié la France pour les camions qu'elle avait livrés.

M. Jean-Maurice Ripert a précisé que la France avait donné onze camions au PAM.

M. Jean Ripert a souhaité l'augmentation de l'aide française. Il s'est demandé si l'autorité du gouvernement nigérian s'étendait au-delà de la capitale et a dénoncé, comme M. Nucci, le racket des transporteurs routiers. Contrairement aux Français, les Américains, a-t-il dit, ne financent pas le transport de l'aide depuis les ports jusqu'aux régions éprouvées, si bien qu'ils ne font pas pression pour remédier aux abus.

M. Roland Dumas a estimé qu'il n'appartenait pas à la France d'assurer le transport de l'aide américaine.

M. Claude de Kémoularia a abordé, ensuite, la question de la défense de la langue française, à laquelle le Secrétaire général donnait son plein appui. Ayant réuni les ambassadeurs francophones, il avait pu mesurer le mécontentement de nombre d'Africains. Il a indiqué qu'il avait obtenu, au prix de rudes batailles, que l'annuaire du Secrétariat fût bilingue et que le français fût utilisé comme langue de travail à la conférence sur les femmes qui allait avoir lieu à Nairobi. On ne pouvait, selon lui, économiser sur ce chapitre. Il a souligné, en outre, la dégradation de la présence française, tant quantitative que qualitative, au sein du Secrétariat. Dans certains départements, tels celui des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité ou celui des affaires politiques spéciales, on ne trouvait pas un seul Français. Il était indispensable que la France y eût un poste de responsabilité, notamment dans le premier d'entre eux qui était aux mains des Soviétiques.

M. Roland Dumas a considéré que le recul de la présence française et celui de la langue française étaient les deux aspects d'un même phénomène.

Le Secrétaire général a relevé l'influence du temps qui passe et des départs en retraite. Il a aussi signalé que bien des Francophones parlaient anglais pour la simple raison que leurs collaborateurs leur préparaient des papiers dans cette langue. Une nouvelle preuve venait d'en être faite à la réunion du CAC à Genève où deux Francophones avaient fait des discours en anglais. Pouvait-il être plus royaliste que le roi?

M. Jean Ripert a parlé du coût des interprètes lors de réunions qui, à la demande, notamment, des pays du Tiers-Monde, avaient tendance à se multiplier.

M. Claude de Kémoularia a réitéré son refus d'entrer dans ces considérations budgétaires.

M. Roland Dumas a annoncé qu'il prendrait une circulaire pour demander aux Français de s'exprimer en français.

Le Secrétaire général a évoqué les difficultés que rencontrait l'usage du français au sein de la CNUCED et rappelé qu'il lui arrivait souvent de parler français au Conseil de sécurité. Il a mis l'accent sur les liens étroits qui existaient entre la culture française et celle des pays d'Amérique latine.

M. Claude de Kémoularia a abordé, ensuite, la question du renforcement du Conseil de sécurité. Il a estimé que l'une des raisons de sa faiblesse, et non la moindre, était qu'il tenait de plus en plus de séances de consultations pour parvenir à un consensus. Les affaires étaient donc enterrées.

M. Roland Dumas a ajouté que cette procédure pouvait aussi aboutir à des compromis insipides.

M. Claude de Kémoularia a indiqué qu'il avait lancé une offensive pour la publicité des séances.

M. Roland Dumas s'est demandé si cela serait suffisant.

Le Secrétaire général a noté que, par la faute du Secrétariat, les consultations se tenaient dans un lieu beaucoup plus confortable que les réunions publiques.

M. F.T. Liu a rappelé que le premier rapport annuel du Secrétaire général mettait en garde contre l'abus des réunions privées.

M. Claude de Kémoularia a déclaré que les gouvernements devaient s'expliquer publiquement devant l'opinion mondiale. L'universalité de l'Organisation était compensée par l'existence du Conseil de sécurité. Comme celui-ci ne jouait pas son rôle, on ne retenait que l'image de l'universalité.

Le Secrétaire général en est venu, ensuite, au problème de Chypre. Il a indiqué qu'il était assez proche non d'une solution mais d'un nouveau processus. En janvier, la Turquie avait fait preuve de souplesse, contrairement à la Grèce. Maintenant, la situation s'était inversée. Les deux parties avaient accepté le projet d'accord, l'une en janvier, l'autre en avril, mais la Turquie rejetait maintenant ce qu'elle avait d'abord admis. Le Secrétaire général a dit qu'il poursuivait ses efforts.

M. Roland Dumas a observé que la France n'était pas mal placée pour faciliter le règlement de cette question car elle entretenait avec la Grèce de bonnes relations, tandis que les Turcs étaient très demandeurs de liens plus étroits avec elle. Si elle pouvait aider le Secrétaire général, elle ne manquerait pas de le faire.

Le Secrétaire général a dit que le document restait sur la table et qu'il serait peut-être possible d'entreprendre quelque chose au cours du deuxième semestre. Il a indiqué qu'il était prêt à se rendre sur place. Mais il a souligné qu'il devait lutter contre l'animosité et la méfiance des deux parties, lesquelles se détestaient l'une l'autre: il était dans de mauvais draps. Le Secrétaire général a parlé ensuite de la Namibie, expliquant qu'il était outré par l'attitude de l'Afrique du Sud, au moment précis où étaient faites des propositions sensées. Si les Etats-Unis, a-t-il dit, n'ont pas d'influence sur l'Afrique du Sud, la situation est sans issue.

M. Roland Dumas s'est dit surpris des résultats de la diplomatie américaine, que ce fût en Namibie ou au Soudan.

Le Secrétaire général s'est demandé s'il fallait y voir de la maladresse ou de la rouerie ou encore un manque de flair.

M. Claude de Kémoularia a évoqué la prochaine visite du président Reagan en Allemagne fédérale.

Le Secrétaire général a jugé cette affaire très pénible et indiqué qu'aux Etats-Unis, la grande presse juive était déchaînée. Revenant à la question namibienne, le Secrétaire général a précisé qu'il se gardait de trop dramatiser la situation pour ne pas faire le jeu de l'Afrique du Sud. N'étant pas démagogue, il protestait mais sans excès. Il ne coupait pas les ponts et avait forcé l'Afrique du Sud à déclarer que la résolution 435 restait son ultime objectif.

M. Roland Dumas a annoncé qu'il irait à l'ONU en septembre. Il a évoqué la venue de Gorbachev qui n'était pas prêt, pour l'instant, à rencontrer Reagan.

Le Secrétaire général a rappelé qu'il avait suggéré à Gorbachev d'assister à l'Assemblée générale, en lui faisant remarquer que l'URSS n'avait pas été représentée au sommet depuis vingt ans alors que Reagan était déjà venu trois fois. Gorbachev lui ayant répondu qu'il allait "considérer" la chose, le Secrétaire général était reparti avec la conviction qu'il ferait le voyage.

M. Claude de Kémoularia a mentionné la possibilité d'organiser une réunion du Conseil de sécurité au niveau des chefs d'Etat.

Le Secrétaire général a pensé que ce serait idéal et il a souhaité la présence de Mitterrand. Ayant marqué son horreur du concept des superpuissances, il s'est demandé pourquoi on en serait les prisonniers.

M. Claude de Kémoularia a précisé que Mme Thatcher serait à New-York en septembre.

M. Roland Dumas a dit qu'il y serait aussi.

SG and . Given to SG's party
in Paris - April 25
Trip France
April 85.

JEB

Paris, 23 de abril de
1985.

Estimado Colega y Amigo,

Estoy muy apenado de no poder
participar, por las razones que son de su
conocimiento, de los eventos que se rea-
lizarán en su honor.

Para la ceremonia en la Sorbona
he pedido al Ministro Consejero de la Embajada,
Licenciado Antonio Carlos Coelho da Rocha, que
me represente en el acto y le transmita
mis más cordiales felicitaciones.

Le pido reciba un abrazo
de su amigo

Antonio Corrêa da Luz

United Nations

Press Release

Department of Public Information
Press Section
United Nations, New York



SG/T/1337
23 April 1985

SECRETARY-GENERAL ARRIVES IN PARIS FOR TWO-DAY OFFICIAL VISIT

(Received from the Spokesman for the Secretary-General.)

PARIS, 23 April -- Secretary-General Javier Perez de Cuellar arrived in Paris on a two-day official working visit to France. He was welcomed at Charles de Gaulle Airport with military honours and reviewed a detachment of the Republican Guard. He was welcomed on behalf of the French Government by Robert Badinter, Minister of Justice, and Ambassador Claude de Kemoularia, France's Permanent Representative to the United Nations.

Immediately upon arrival, the Secretary-General drove to the Quai d'Orsay for a meeting with French Foreign Minister Roland Dumas. Following a 10-minute meeting tete à tete, the Secretary-General and the Foreign Minister reviewed for one hour a number of international problems. They began discussion with an exchange of views on the question of the Iran-Iraq conflict, with the Secretary-General informing the Foreign Minister of the impressions he had formed during his visit to the area at the beginning of the month. There was also a discussion of the Secretary-General's report to the Security Council on the issue and in the light of the forthcoming consultations to be held by the Council.

Also discussed was the situation in southern Lebanon in view of Israel's recent announcement of the withdrawal of its troops by 1 June.

The Secretary-General paid tribute to the French contingent in the United Nations Interim Force in Lebanon (UNIFIL) and thanked the French Government for its continued participation in the Force.

There was an exchange of views on the problems of debts in third world countries and the Secretary-General expressed his preoccupation about this problem. The Secretary-General thanked the French Government for its contribution to the United Nations emergency operations in Africa and the situation in some of the countries of that continent was also discussed.

The Secretary-General informed the Minister of his efforts on the question of Cyprus and they also discussed the question of Namibia in the light of recent developments in the area.

(more)

The meeting ended with the general discussion of the role of the Security Council.

Later today, the Secretary-General will be guest at a dinner given by the United Nations Association of France and the French Diplomatic Academy. The Secretary-General will speak on the role of United Nations peace-keeping forces.

Earlier today, the Secretary-General presided over the closing session of the Administrative Committee on Co-ordination (ACC). He also had meetings with Edouard Saouma, the Director-General of the Food and Agriculture Organization (FAO).

* * * * *

1 MP
PAR 11

ZCZC DAL4152 NCL7812 PAR037

SS NYK HQS

.PARIS (DPI) 20 1140 Z

UNPAR113-3 CONFIDENTIAL PICCO, NO DISTRIBUTION. REF FORTHCOMING
OFFICIAL VISIT*SECGEN PARIS 23-25 APRIL 1985, AND OUR CONVERSA-
TION 15/3/85 AT CHARLES DE GAULLE AIRPORT ON VISIT PROGRAMME,
EYE WOULD GREATLY APPRECIATE YOUR GUIDANCE ON FOLLOWING, BY
CABLE OR BY TELEPHONE IF YOU DEEM IT STILL PREMATURE TO REPLY
BY CABLE. SUCH GUIDANCE WOULD ALLOW ME TO RESPOND RECENT EN-
QUIRIES BY PROTOCOL DEPARTMENT OF QUAI D'ORSAY, PARIS MAYOR'S
OFFICE AND PROFESSOR VIRALLY OF UNIVERSITE PARIS I :
AAA IN ORDER TO MAKE HOTEL RESERVATIONS AT HOTEL DE CRILLON,
PROTOCOL DEPARTMENT QUAI D'ORSAY WISHES TO KNOW NUMBER AND RANK
MEMBERS DELEGATION ACCOMPANYING SECGEN AND MSS PEREZ DE CUELLAR.
BBB PARIS MAYOR'S OFFICE NEEDS SAME INFORMATION AS ABOVE FOR
QUOTE PLANNED LUNCHEON BY MAJOR OF PARIS IN HONOUR SECGEN
24 APRIL UNQUOTE. CCC PROF MICHEL VIRALLY WOULD APPRECIATE
REPLY BY SECGEN TO HIS INVITATION REF DOCTORATE HONORIS CAUSA,
WHETHER SECGEN WOULD DELIVER A FORMAL LECTURE ON OCCASION AWARD
CEREMONY AND APPROXIMATE TIME LECTURE WOULD TAKE. ABOVE INFOR-
MATION WOULD ALLOW PROF VIRALLY TO ADVANCE PLANNING AWARD
CEREMONY. FOR YOUR INFORMATION EYE TOLD PROF VIRALLY UNOFFICIALLY
THAT SECGEN DELIGHTED -INVITATION AND WOULD MOST LIKELY DELIVER
FORMAL LECTURE. WARM REGARDS. (TLILI/PAROMNIPRESS PARIS)

COL 113-3 23-25 1985 15/3/85 I 24

=03201144

=03201152

Mustapha Elili

Paris, ce 9/4/85

16

Mon Cher Arco,

Ce petit mot qui

remplace ce que j'e t'aurais dit de vive
voix si vous étiez repassés par Paris le 8/4.
J'y joins une copie de la lettre du Monde,
confirmant l'accord obtenu au terme de
mes conversations avec le directeur adjoint du
journal, Pierre Drouin, au sujet d'une
interview du Secrétaire général.

C'est Jacques Amalric lui-même, Chef du
Service étranger, qui ira spécialement à Genève,
dimanche 21/4, pour la recueillir. Date de
publication prévue : mardi 23/4, jour d'arri-
vée du Secrétaire général à Paris. J'en suis ^{très} content.

Pierre Drouin m'a assuré qu'André
Fontaine et lui-même sont conscients de
l'importance à accorder à cette interview,
qui serait un tour d'horizon de la littérature
internationale à la lumière du 40^e anniver-
saire.

Amalric a été prévenu pour le jour et
Genève. Reste à lui communiquer l'heure et le lieu
exacts.

Bien amicalement,
Mustapha

Le Monde

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE
AU CAPITAL DE 500 000 F
R.C. PARIS 8592010151

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09

TÉL : 246-72-23

TÉLEX : LE MONDE 650-572 PARIS
C.C.P. PARIS 4207-23

Trip France
Sub. Journalists/
acc

LA DIRECTION

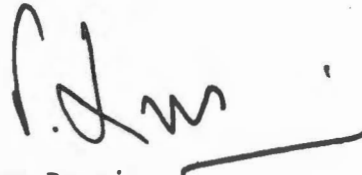
Paris, le 2 avril 1985

Cher Monsieur,

Comme convenu, et après en avoir reparlé à André FONTAINE, je vous confirme l'intention de notre journal de publier une interview de M. PEREZ DE CUELLAR.

C'est sans doute Jacques AMALRIC qui la prendra à Genève, soit le 21, soit le 22 avril. Puisqu'il est maintenant averti, le mieux serait que vous lui téléphoniez un de ces jours pour lui demander de plus amples détails et lui donner les heure et lieu où il pourrait rencontrer le Secrétaire Général des Nations-Unies.

Avec mon meilleur souvenir.



Pierre Drouin

Monsieur Mustapha TLILI
Directeur Adjoint
Centre d'Information des
Nations Unies
6, avenue de Saxe

75700 P A R I S

UNNN
ZCZC DAL1531 MAL2994 PAR027

SS NYK HQS

.PARIS (DPI) 9 1200 Z

UNPAR153-4 CONFIDENTIEL. PICCO. POUR METTRE AU POINT PROGRAMME
DEFINITIF VISITE OFFICIELLE DU SEGEN 23-25 AVRIL EN FRANCE,
MINISTERE RELATIONS EXTERIEURES A BESOIN CONNAITRE AUSSI RAPIDE-
MENT QUE POSSIBLE COMPOSITION DELEGATION. ACADEMIE DIPLOMATIQUE
INTERNATIONALE NOUS DEMANDE SI MADAME PEREZ DE CUELLAR
PARTICIPERA DINNER LE 23 AVRIL. AMITIES. (METTERNICH/PAROMNIPRESS
PARIS)

COL 153-4 23-25 23

=04091053

=04091059

8561

AS/50 7/4
Jury 7/4

ZCZC DAL1581 NAL2994 PARO27

SS NYK HQS

.PARIS (DPI) 9 1200 Z

UNPAR153-4 CONFIDENTIEL. PICCO. POUR METTRE AU POINT PROGRAMME
DEFINITIF VISITE OFFICIELLE DU SEGEN 23-25 AVRIL EN FRANCE,
MINISTERE RELATIONS EXTERIEURES A BESOIN CONNAITRE AUSSI RAPIDE-
MENT QUE POSSIBLE COMPOSITION DELEGATION. ACADEMIE DIPLOMATIQUE
INTERNATIONALE NOUS DEMANDE SI MADAME PEREZ DE CUELLAR
PARTICIPERA DINER LE 23 AVRIL. AMITIES. (METTERNICH/PAROMNIPRESS
PARIS)

COL 153-4 23-25 23

=04091058

=04091059

NNNN

UNMM
ZCZC DAL1531 MAL2994 PAR027

SS NYK HQS

.PARIS (DPI) 9 1200 Z

UNPAR153-4 CONFIDENTIEL. PICCO. POUR METTRE AU POINT PROGRAMME
DEFINITIF VISITE OFFICIELLE DU SECGEN 23-25 AVRIL EN FRANCE,
MINISTERE RELATIONS EXTERIEURES A BESOIN CONNAITRE AUSSI RAPIDE-
MENT QUE POSSIBLE COMPOSITION DELEGATION. ACADEMIE DIPLOMATIQUE
INTERNATIONALE NOUS DEMANDE SI MADAME PEREZ DE CUELLAR
PARTICIPERA DINER LE 23 AVRIL. AMITIES. C'ETTERNICH/PAROMNIPRESS
PARIS)

CCL 153-4 23-25 23

=04091053

=04091059

AS/6P or
9/4

NNNN

AS/69 072
0566
9/4

ZCZC DAL1581 NAL2994 PAR027

SS NYK HGS

.PARIS (DPI) 9 1200 Z

UNPAR153-4 CONFIDENTIEL. PICCO. POUR METTRE AU POINT PROGRAMME
DEFINITIF VISITE OFFICIELLE DU SEGEN 23-25 AVRIL EN FRANCE,
MINISTERE RELATIONS EXTERIEURES A BESOIN CONNAITRE AUSSI RAPIDE-
MENT QUE POSSIBLE COMPOSITION DELEGATION. ACADEMIE DIPLOMATIQUE
INTERNATIONALE NOUS DEMANDE SI MADAME PEREZ DE CUELLAR
PARTICIPERA DINER LE 23 AVRIL. AMITIES. (METTERNICH/PAROMNIPRESS
PARIS)

COL 153-4 23-25 23

=04091058

=04091059

NNNN

Trip Paris JEB

ZCZC SDO0510 MBP0007
SS CABPE
.NEWYORK (UNNY) 02 1647Z

EXCMO. SR. ALFONSO ARIAS SCHREIBER
EMBAJADA DEL PERU
LEPRU
PARIS (FRANCE)

MBP07-4 LAMENTO IMPOSIBILIDAD ACEPTAR REUNION EN PARIS. PLAN PRESENTADO
POR FRANCIA TERMENDAMENTE EXHAUSTIVO. VEREMOSTE EN PARIS. AFECTUOSOS
SALUDOS (EMILIO DE OLIVARES).

COL CKD

=04021741
NNNN

POLITICAL INFORMATION BULLETIN
News Agencies on Current Political Issues

23 April 1985, 4.30 p.m.

Trip Paris

UNITED NATIONS: Secretary-General Javier Perez de Cuellar said today there were improved chances for a negotiated settlement of the Iran-Iraq war. "I believe that we have a chance, perhaps a better chance than for four and a half years, of getting the two sides round a table," he said in a French television interview.

Mr. Perez de Cuellar said the Security Council was anxious to see the two countries taking part in a fresh debate on the war.

In talks today with External Relations Minister Roland Dumas, he discussed the Gulf war, the Middle East, Namibia, famine in Africa and the third world's growing debt.

Mr. Perez de Cuellar told reporters he had briefed Mr. Dumas on his efforts to bring about reconciliation between the Turkish and Greek communities in Cyprus.

The two men also discussed the role of the United Nations Interim Force (UNIFIL) in Lebanon, in which France has a contingent. (REUTER - Paris)

MIDDLE EAST: Syrian President Hafez al-Assad told US Assistant Secretary of State Richard Murphy today that partial solutions would jeopardize peace in the Middle East, a Presidential Palace spokesman said. Mr. Assad gave the warning during three hours of talks with Mr. Murphy.

The spokesman said Mr. Murphy delivered a letter from President Ronald Reagan to Mr. Assad. He gave no details of the message, but said the talks focussed on the situation in the Middle East.

The spokesman said Mr. Murphy briefed the Syrian President on the outcome of his talks during his Middle East tour, which has taken him to Jordan, Israel, Egypt and Iraq. He said Mr. Assad reiterated Syria's "firm stance" on Middle East peace. Any movement "which does not have respect for the feelings of Arab masses, will face an impasse," Mr. Assad added, according to the spokesman. (REUTER, AFP, XINHUA - Damascus)

USSR: Three promotions in the Soviet Union's ruling Politburo today reflect General Secretary Mikhail Gorbachev's policy of bringing new and younger men to top jobs, Western diplomats said. At today's meeting of the Communist Party's Central Committee, KGB head Viktor Chebrikov, economic expert Nikolai Ryzhkov and personnel chief Yegor Ligachev became full Politburo members. (REUTER, EFE - Moscow)

(OVER)

SOUTHERN AFRICA: The United States communicated to the Security Council that it considers that "any purported transfer of power that might take place now or in future to bodies established in Namibia by South Africa is null and void."
(TANJUG - United Nations)

Only all-encompassing sanctions against the Pretoria régime can help the Namibian people in gaining its independence, it was asserted here today at a symposium on Namibia being held here organized by the UN Council for Namibia. (TANJUG - Sofia)

CENTRAL AMERICA: President Reagan's allies urged the House not to hand him a humiliating defeat today on Nicaragua's rebels but one of his critics said an impending vote amounted to another Gulf of Tonkin resolution.

Rep. William Broomfield, R-Mich., told the House, "This is not the time to take a cheap shot at the President. Central America can't afford it."

Sen. Tom Harkin, D-Iowa, likened the issue to Viet Nam, telling the Senate, "There should be no doubt, Mr. President, the vote today in the Senate is the equivalent of the vote on the Gulf of Tonkin resolution in 1964." "The echoes and pictures of Viet Nam come back to haunt us again," Sen. Harkin said. "This vote is a clear choice between peaceful negotiations or US military intervention." (UPI - Washington)

Nicaraguan President Daniel Ortega, at a Catholic Church in Managua where a group of mothers of Sandinista heroes and martyrs were keeping a fast, asked the US Congress last night not to approve the \$14 million for Contra aid, saying that it is immoral and illegal. (EFE - Managua)

Seventeen former heads of State and Government of Latin America, Spain and Portugal affirmed today in a meeting at Guadalupe that the Contadora process was the only effective means to maintain peace in Central America. The situation in Central America and the influence of Contadora was the main theme of discussions.
(EFE, DPA - Guadalupe, Madrid)

The Iranian Foreign Ministry today rejected allegations by US President Reagan that Iran had men in Nicaragua. The official news agency IRNA quoted a Ministry spokesman as saying the charges were brought against Iran "with the objective of paving the ground for more terrorist activities throughout the world by the Reagan Administration." "He also wants to legalise the aggressive measures the US intends to carry out in future against the Government and nation of Nicaragua", the spokesman added.
(REUTER - Teheran)

GUY-OLIVIER SEGOND

MAIRE DE GENÈVE

Genève, le 4 avril 1985

Trip France
UNAS in the world
Q

PAR EXPRES

Monsieur J. Perez de Cuellar
3, Sutton Place

New York City 10022

Concerne : Conférence du 22 avril 1985 organisée par
l'Association de Genève pour les Nations
Unies

Monsieur le Secrétaire général,
Cher Monsieur,

Par ces quelques lignes, je tiens à vous
remercier sincèrement, au nom de l'Association de Genève
pour les Nations Unies que je préside, d'avoir accepté de
prononcer, le lundi 22 avril 1985, à Genève, un exposé
principalement destiné à la population de notre ville.

Comme vous le savez, votre exposé - qui
aura pour thème : "Les Nations Unies : 40 années au
service de la paix" - aura lieu à l'Aula de l'Univer-
sité de Genève, à 20h30. Il sera suivi d'un débat,
présidé par M. Jacques Pilet, rédacteur en chef du
magazine "L'Hebdo", au cours duquel le public aura
l'occasion de vous poser des questions qui porteront
probablement sur l'efficacité des Nations Unies.

La préparation de cette manifestation a été
conduite en étroite collaboration avec l'Office
européen des Nations Unies, à Genève. Les différents
détails pratiques ont été mis au point. Il me faut
encore simplement savoir si vous préférez participer :

- à un apéritif réunissant une vingtaine de personnes ✓
avant la conférence, vers 19h30;
- ou à un petit dîner informel, qui serait servi
après la conférence, vers 22h30 - 23h00.


./.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire part de votre choix en demandant à vos collaborateurs de prendre contact avec mon adjoint, M. Michel Vieux, secrétaire de l'association de Genève pour les Nations Unies (tél : 0214122/47.20.11).

Par ailleurs, je saisis cette occasion pour vous informer que j'ai eu un contact avec la Télévision suisse romande, qui serait intéressée à réaliser, dans le cadre du 40ème anniversaire des Nations Unies, une émission de 90 minutes avec vous (interview par trois journalistes) lors de l'un de vos passages à Genève. Au cas où cette suggestion retiendrait votre attention, la personne responsable est M. Claude Torracinta, chef du Département "Magazines", Télévision suisse romande, 20, quai Ernest-Ansermet, 1211 Genève 8, tél : 0214122/29.33.33.] F.G.

En vous remerciant encore une fois d'avoir accepté notre invitation et en me réjouissant de vous revoir à Genève, je vous prie de croire, Monsieur le Secrétaire général et Cher Monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

Avec mes bons vœux,


Guy-Olivier SEGOND

cc: SG

File:

XRef:

b/f: ~~VE/AS/ZHAO/ID/GP/FP/JPK/IM~~

2-4
Paris

2 April 1985

ED/SM

3802D

5034

EOSG

EXCMO. SR/ ALFONSO ARIAS SCHREIBER

EMBAJADA DEL PERU

LEPRU

PARIS(FRANCIA)

LAMENTO IMPOSIBILIDAD ACEPTAR REUNION EN PARIS. PLAN
PRESENTADO POR FRANCIA TREMENDAMENTE EXHAUSTIVO. VEREMOSTE EN PARIS.
AFECTUOSOS SALUDOS.

EMILIO DE OLIVARES

1-4

INCOMING
ACTION

TO DP4A
FILE NO.
☐ ACTION COMPLETED
INITIALS 2-11

ZCZC DAL0213 STR3333

SS NYK

.NEWYORK INTCP (UNNY)

STR0333

LEPRU 611031FPARIS 1 DE MARZO DE 1985

SEÑOR JAVIER PEREZ DE CUELLAR

SECRETARIO GENERAL NACIONES UNIDAS.

HOY EN REUNION JEFES MISION LATINOAMERICANOS A PROPUESTA GOBERNADOR ENCARGADO SEME CONSULTARTE SI CON MOTIVO TU PROXIMA VENIDA PARIS PODRIAS ACEPTAR BREVE RECEPCION EN CASA DE AMERICA LATINA QUE OFRECERIA TE VINO HONOR.

SEGUNDO.-AGRADECERE CONTESTARME OJALA POSITIVAMENTE INDICANDO DIA Y HORA PARA PROCEDER PREPARATIVOS. AFECTIVOS SALUDOS.

ALFONSO ARIAS SCHREIBER.

Emb- del Peru

LEPRU

Paris

Lamento imposible aceptar reunión en Paris. plan presentado por Francia tremendamente completo. exhaustivo. Veremos en Paris personalmente.

PLS WASTHE MSG WELL RECEIVED

04011804

27/3
Off: This one is for you.

Alvares; Dos Reis 06-3
Gianni accord with what we had
earlier understood?
cc Mr. Fetherly / Mr. Brock / Ms. Lannegren
26 March 1985
J/ebjs

Note to Mr. Virendra Dayal

Re: Visit of the Secretary-General to Paris (speeches)

Following discussions with the French Mission and Ambassador André Lewin, who is acting as liaison in Paris for the United Nations Association of France and the Diplomatic Academy, I have been told that the Secretary-General will be expected to deliver speeches on the following occasions:

1. Dinner given by the UNA of France and the Diplomatic Academy. They would like a 15-20 minute speech on the theme "The UN at 40 - What the future holds between now and the next millenium". 120 ambassadors to UNESCO are being invited, as well as media leaders. About 275 people are expected in all.
2. Meeting with the National Assembly's Foreign Affairs Committee. The Secretary-General will be answering questions from the deputies, but a short introduction (5-8 minutes) is expected, in which the Secretary-General could set the tone of the meeting, and take the initiative on some issues, in particular that of the UN at 40 and whether the Organization is still serving its purpose.
3. Luncheon hosted by the Mayor of Paris, Jacques Chirac, with 150 guests. The Mayor is one of the 3 chief leaders of the Opposition. He has visited the Secretary-General at UN Headquarters, and the Secretary-General was received by Mayor Chirac at the Town Hall on his first official visit to Paris.
4. Honorary doctorate at the Sorbonne (School of Law and Political Sciences). I understand that the Secretary-General has decided to speak on the subject of "the role of the Secretary-General / and multilateralism".
OR?
5. Dinner hosted by Prime Minister Laurent Fabius at the Quai d'Orsay. This will be the first time that the Secretary-General will have met Prime Minister Fabius, although he met Prime Minister Pierre Mauroy on several occasions.
6. Finally, the United Nations Association of France has asked if the Secretary-General could provide the text of a lengthy article for the "Revue des Deux Mondes", an old and distinguished publication which specializes in academic-type pieces. Perhaps we could use a discarded speech, or a refurbished translation of one already made (Carleton or a shortened version of Laval?)

The Carleton speech may be appropriate, with slight modifications - including, for instance, references to French participation in UN peace-keeping. I hope however it is not needed before the SG's visit.

François Giuliani

FG
—

22-3
NL/a cc: SG

File: Paris trip

XREF: ~~honours/accepted~~ *Shf: M. Virally*

b/f: ~~VD/EO/AS/ZHAO/ID/CP/FP/~~

~~JPK/IM~~

Le 22 mars 1985

Monsieur le Professeur,

Vous avez bien voulu m'informer que le Conseil de l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris avait décidé, sur votre proposition, de me conférer le titre de docteur honoris causa et je vous en remercie vivement.

Décernée par une université aussi prestigieuse que la vôtre, cette distinction m'honore tout particulièrement et je vous prie de faire part à vos collègues de la profonde gratitude avec laquelle j'accepte de la recevoir.

Ma reconnaissance se double du plaisir de savoir que l'initiative de cette décision revient à celui qui a tant contribué à la connaissance et au rayonnement de l'"Organisation mondiale".

Avec tous mes remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur le professeur, l'expression de ma considération distinguée.

Javier Pérez de Cuéllar

M. Michel Virally

Université de droit
de Paris

12 Place du Panthéon
75231 Paris Cedex 05
France

*miroir
lettre d'acceptation*

Paris, le 9 février 1985

PERSONNELLE

Monsieur Javier Perez de Cuellar
Secrétaire général
Organisation des Nations Unies
New York, N.Y. 10017, U.S.A.

Monsieur le Secrétaire général,

Le Président de l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris m'a demandé, en ma qualité de professeur de droit international, de vous informer que le Conseil de l'Université avait décidé à l'unanimité, lors de sa dernière séance, de vous décerner le titre de docteur honoris causa. Nous espérons vivement que vous voudrez bien accepter de le recevoir.

Par cette décision, notre Université a souhaité vous rendre hommage pour l'action que vous avez menée en faveur de la paix entre les nations, en tant que Secrétaire général des Nations Unies, mais déjà avant d'accéder à ce poste prestigieux, à l'occasion des nombreuses missions que vous avez accomplies pour le compte des Nations Unies. Elle tient aussi à honorer le juriste qui a toujours manifesté son souci de faire respecter et progresser le droit international dans toutes ses activités. Enfin, il lui a paru qu'en cette année anniversaire de la fondation de l'O.N.U. il était particulièrement approprié de manifester son admiration pour le travail que vous avez mené, depuis votre nomination, pour renforcer l'Organisation dans une période difficile.

Si vous en êtes d'accord, le doctorat vous serait remis au cours du voyage officiel que vous devez accomplir en France au mois d'avril prochain. Dès que les dernières formalités administratives auront été effectuées, le Président de l'Université vous écrira officiellement pour vous inviter à prendre part à la cérémonie qui sera organisée à cette occasion.

Permettez-moi d'ajouter que je me réjouis personnellement de la décision prise par l'Université, sur ma proposition. J'ai consacré une grande partie de mon activité scientifique et d'enseignement à l'Organisation des Nations Unies et ai eu l'occasion de l'observer de près à de nombreuses reprises, soit comme observateur indépendant, soit en qualité de délégué de mon pays, soit dans le cadre de missions pour l'Organisation. J'ai eu aussi à m'intéresser à Chypre, qui occupe une grande place dans vos préoccupations,

en tant que conseiller juridique du Médiateur. Vous comprendrez pourquoi j'ai suivi avec la plus vive attention et beaucoup d'admiration l'action que vous avez conduite aux Nations Unies depuis tant d'années.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération.



Michel Virally

UNIVERSITÉ DE DROIT
D'ÉCONOMIE ET DE SCIENCES SOCIALES
DE PARIS

RECEIVED
FEB 19



PERSONNELLE

Monsieur Javier Perez de Cuellar
Secrétaire général
United Nations Organization
NEW YORK, N. Y. 10017
U.S.A.



12. PLACE DU PANTHÉON
75231 PARIS CEDEX 05

REC

4

UNSYD 0025777

ZCZC MISC020

NEWYORK (UNNY) 12 0007Z

MOST IMMEDIATE - NO DISTRIBUTION

OMNIPRESS

SYDNEY

MISC020-2 KAVANAGH FOR SECGEN FROM DAYAL. FRENCH AMBASSADOR,

JUST RETURNED FROM PARIS, MENTIONED TO PICCO IN BROAD LINES

PRELIMINARY PROGRAMME FOR YOUR VISIT TO PARIS ON 23-24 APRIL,

WHICH HE DISCUSSED WITH THE FOREIGN MINISTER BUT WHICH HAS NOT

YET BEEN FORMALLY APPROVED BY THE PRESIDENT. WHILE HE WILL SEEK

TO MEET YOU IN FIRST WEEK OF YOUR RETURN, HE THOUGHT YOU MIGHT

WISH TO KNOW WHAT THEY HAVE IN MIND SO AS TO PROVIDE THEM WITH

YOUR COMMENTS. SUGGESTED PROGRAMME IS AS FOLLOWS:

TUESDAY, 23 APRIL. ARRIVAL IN PARIS AROUND 15.00 HOURS

FROM GENEVA (HE FORESEES IT WILL BE POSSIBLE FOR YOU TO LEAVE

AFC AFTER MORNING SESSION). MEETING WITH FOREIGN MINISTER AND

MINISTER OF CO-OPERATION, THAT EVENING PARTICIPATION IN TELE-

VISION DISCUSSION ON FUTURE OF UNITED NATIONS WITH FRENCH

PERSONALITIES. DINNER GIVEN BY UNH OF FRANCE AND DIPLOMATIC

ACADEMY.

WEDNESDAY, 24 APRIL. JOINT MEETING WITH FOREIGN AFFAIRS

COMMITTEE OF THE HOUSE AND SENATE AT 10.30 HOURS. PRIVATE

MEETING WITH PRESIDENT WITTERAND AT 12.45 HOURS. LUNCH WITH

PRESIDENT AT THE ELYSEE AT 13.30 HOURS. AFTERNOON VISIT TO

CHIRAC FOLLOWED BY VISIT TO SORBONNE TO RECEIVE DOCTORATE

HONORIS CAUSA, EVENING PRESS CONFERENCE AND DINNER GIVEN BY

PRIME MINISTER AND FOREIGN MINISTER.

WOULD BE GRATEFUL FOR YOUR INITIAL REACTION TO THESE IDEAS

AS WELL AS INDICATION WHETHER MRS. PEREZ DE CUELLAR WILL

ACCOMPANY YOU DURING THIS VISIT.

COL MISC020-2 23-24 23 15.00 24 10.30 12.45 13.30 NNNN

UNITED NATIONS
CAPT - 2000000000

05 FEB 11 PM 7:57

Paris trip

Trip Australia
File: Proposed Trip Paris
bf: - AS

11.2.85

GP/atk

3802

5037

EOSG

OMNIPRESS
SYDNEY

MOST IMMEDIATE
NO DISTRIBUTION

_____ KAVANAGH FOR SEC GEN FROM DAYAL. FRENCH AMBASSADOR. JUST RETURNED FROM PARIS. MENTIONED TO PICCO IN BROAD LINES PRELIMINARY PROGRAMME FOR YOUR VISIT TO PARIS ON 23-24 APRIL, WHICH HE DISCUSSED WITH THE FOREIGN MINISTER BUT WHICH WAS NOT YET BEEN FORMALLY APPROVED BY THE PRESIDENT. WHILE HE WILL SEEK TO MEET YOU IN FIRST WEEK OF YOUR RETURN. WE THOUGHT YOU MIGHT WISH TO KNOW WHAT THEY HAVE IN MIND SO AS TO PROVIDE THEM WITH YOUR COMMENTS. SUGGESTED PROGRAMME IS AS FOLLOWS:

TUESDAY, 23 APRIL. ARRIVAL IN PARIS AROUND 15.00 HOURS FROM GENEVA (WE FORESEE IT WILL BE POSSIBLE FOR YOU TO LEAVE ALC AFTER MORNING SESSION). MEETING WITH FOREIGN MINISTER AND MINISTER OF CO-OPERATION. THAT EVENING PARTICIPATION IN TELEVISION DISCUSSION ON FUTURE OF UNITED NATIONS WITH FRENCH PERSONALITIES. DINNER GIVEN BY UNA OF FRANCE AND DIPLOMATIC ACADEMY.

WEDNESDAY, 24 APRIL. JOINT MEETING WITH FOREIGN AFFAIRS COMMITTEE OF THE HOUSE AND SENATE AT 10.30 HOURS. PRIVATE MEETING WITH PRESIDENT MITTERAND AT 12.45 HOURS. LUNCH WITH PRESIDENT AT THE ELYSEE AT 13.30 HOURS. AFTERNOON VISIT TO CHIRAC FOLLOWED BY VISIT TO SORBONNE TO RECEIVE DOCTORATE HONORIS CAUSA. EVENING PRESS CONFERENCE AND DINNER GIVEN BY PRIME MINISTER AND FOREIGN MINISTER.

WOULD BE GRATEFUL FOR YOUR INITIAL REACTION TO THESE IDEAS AS WELL AS INDICATION WHETHER MRS. PÉREZ DE CUÉLLAR WILL ACCOMPANY YOU DURING THIS VISIT. Valeriana Dayal, Chef de Cabinet

ZCZC DAL2170 STR4595

MI NYK

.TELEX INTERCEPT

JNSYD AA25777

JNATIONS NEW YORK

MOST IMMEDIATE

NO DISTRIBUTION

IC/SYD/35/02/050 FOR V. DAYAL

1. SECRETARY-GENERAL WISHES THAT SPOKESMAN IN NEW YORK SAY THE FOLLOWING AS PRESS BRIEFING ON TUESDAY, 12 FEBRUARY:
QUOTE THE SECRETARY-GENERAL STRONGLY APPEALS TO THE PARTIES TO CONTINUE TO RESPECT THE MORATORIUM ON ATTACKS ON CIVILIAN WHICH HAS BEEN LARGELY EFFECTIVE FOR EIGHT MONTHS. HE HOPES THAT THIS MORATORIUM WILL CONTINUE TO BE HONOURED, THIS SPARE CIVILIAN LIVES UNQUOTE. CORDOVEZ'S CABLE OF 12 FEBRUARY

2. THE SECRETARY-GENERAL WILL ADDRESS HIMSELF TO THE DETAILS OF HIS VISIT TO PARIS UPON HIS RETURN TO NEW YORK.

3. THE SECRETARY-GENERAL AGREES TO POSTPONEMENT OF HIS VISIT IN OCTOBER. HIS PREFERENCE WOULD BE FOR MONDAY 23 TUESDAY 29 OCTOBER, SHOULD THESE DATES PROVE POSSIBLE.

4. SECRETARY GENERAL AGREES TO ADDRESS COMMITTEE OF OPENING MEETING ON 21 FEBRUARY. PLEASE PROCEED WITH PREPARATION OF DRAFT SPEECH WHICH SHOULD BE READY FOR HIM TO SEE UPON RETURN TO NEW YORK.

5. CONFIRM MR AHMED'S AGREEMENT THAT REFERENCE TO PROVISIONAL LIST SHOULD FOLLOW LAST YEAR'S FORMULA. TELEPHONE CONVERSATION REFERS.

6. FOR MARYBETH SPURLOCK. JOHN SAYS THAT HE WILL TAKE PART OF GIFTS UP WITH YOU UPON HIS RETURN TO NEW YORK, NO ACTION ON YOUR PART IN THE MEANTIME.

Trip Australia
yml 9au/9ay
Proposed Trip Paris (April)

Acc

Committee of 24
East Tower
Official Gifts

AS/10/10

9au/9ay

9au/9ay

Part 1-6

Top Paris

ACC

Committee of 24

done
East Tower

for
M-65
Official Gifts

1159

GP/jk
Orig: SG
File: France
XRef: *Future Top Secret (April)*
~~b/f: VD/EO/AS/ID/PK~~
cc: Mr. Urquhart

Confidential

NOTES ON THE SECRETARY-GENERAL'S MEETING WITH
THE PERMANENT REPRESENTATIVE OF FRANCE

held at United Nations Headquarters on
7 January 1985 at 12.30 hrs.

Present:

The Secretary-General	H.E. Mr. Claude de Kemoullaria
Mr. Giandomenico Picco	Permanent Representative of France to the United Nations
	Mr. Philippe Louet, Deputy Permanent Representative of France

The Secretary-General referred first to the on-going negotiations in Naqoura and said his objective was to keep the dialogue going. Mr. Aime was now in the area; and following his contacts, he, the Secretary-General, would reassess the situation. He was considering informing the Council of the present status of the negotiations during the course of private consultations, perhaps later in the week. He recalled that the position of the United Nations in this dialogue was quite delicate as neither party seemed to welcome ideas stemming from the United Nations. Of course, the role of Mr. Aime was that of political support on the side, but it was not up to the Secretary-General to present compromise formulae.

Touching then on the question of Cyprus, the Secretary-General said that the situation was quite complicated because there were two interpretations of the same reality. His objective was, in the course of the high-level meeting, to consolidate what had been achieved.

The Permanent Representative paid tribute to the progress already achieved by the Secretary-General and referred to the recent statement by Prime Minister Papandreou which had been remarkable for its moderation.

The Secretary-General added that if the summit lead to concrete results, a new process could then start on a very solid basis. The summit could agree on a framework which would then give the working groups guidelines for their future work.

With regard to Iran-Iraq, the Secretary-General recalled that the Iranians had asked for the United Nations investigative team to check allegations of civilian targets being bombed by Iraq, and two members of the team were already on the spot. As for the team to investigate the condition of the prisoners of war in Iran and Iraq, it was due to meet in Geneva the following day.

The Permanent Representative referred to the recent resolution adopted in Sana'a by the Foreign Ministers of the Islamic countries.

The Secretary-General intimated that in his view, the more appropriate channel for resolution of the problem was the United Nations, provided, of course, the time was ripe.

The Permanent Representative then referred to the Security Council report which was still in the hands of the Council and where no final decision had been taken. The position of the United States delegation on the draft prepared by the Secretariat was very clear. The problem was evidently the way to summarize certain documents in that report.

Mr. Louet thought the Egyptian solution, namely, that of eliminating the summary of all controversial letters and simply referring to them in toto, had been objected to by the United States, which in that case wanted the same procedure to be adopted for all other documents in that report. The Ambassador did not hide that the whole manœuvre was targeted at Mr. Ustinov. Mr. Louet added that one way could be a report without the summary portion.

The Secretary-General undertook to be in touch with Mr. Ustinov and before then with Ambassador Trojanovsky.

The Permanent Representative wondered whether the Secretary-General could relay to him the result of that conversation before a meeting which would take place later in the week on this matter among all concerned.

The Secretary-General undertook to be in touch with Ambassador Trojanovsky and to communicate to Ambassador Kemoularia the results of his talks.

The Permanent Representative then referred to the possible visit of the Secretary-General to Paris in late March and said he was in contact with the Elysée on this question. He was aware of an invitation that the Municipality of Paris would extend to the Secretary-General in connection with a possible exhibit on human rights prepared by the United Nations Association of France. In view of the political situation prevailing at City Hall and at the Elysée, the matter required careful preparation, and he would be in touch with the Secretary-General on the whole issue. It was clear that President Mitterand wished to receive the Secretary-General on that occasion and that the idea of the Secretary-General speaking before the Foreign Affairs Committee of the French Parliament was worth considering. (See in this context the attached note on a phone call between the Secretary-General and Ambassador Kosciusko-Morizet, a former Ambassador of France to Washington, prepared by Mr. Giuliani.)

The Ambassador then referred to his close contacts with President Mitterand and to the long conversations he had had with him before taking over his position in New York. He reaffirmed the strong support of the President for the United Nations and particularly for the Secretary-General; the Secretary-General had shown courage and initiative on a number of matters and had become, at times of weakness of the Security Council, the real harbinger of the value of peace in the international community. President Mitterand was determined to support such an active role of the Secretary-General. Such a role, which could evolve step by step with the complicity of some of the members of the Security Council, would serve as a useful response to the present state of inaction of the Council. France would be on the side of a role for the Secretary-General as a conscience and inspiration for the international community.

Attachment



POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE UNATIONS NEWYORK

REFERENCE.

7 January 1985

NOTE FOR THE FILE

Ambassador Kosciusko-Morizet of France called the Secretary-General this morning on behalf of the Mayor of Paris, Jacques Chirac. Ambassador Kosciusko-Morizet indicated that the exhibit on the United Nations and Human Rights, to be held at the Town Hall of Paris in March on the occasion of the Secretary-General's visit, could not take place as foreseen for technical reasons. Firstly, the time available to prepare for such an exhibit was too short (the Ambassador said that the French authorities were already working in preparation for the anniversary of the French Declaration of Human Rights, scheduled for 1989). Secondly, the district elections (élections cantonales) were in preparation, and this would interfere with the kind of celebration anticipated.

However, Ambassador Kosciusko-Morizet transmitted to the Secretary-General an official invitation to be guest at an official dinner or reception to be given by the Mayor of Paris, in his honour. He asked the Secretary-General to cable to him the programme of his planned visit to Paris, and to indicate some possible dates. The Ambassador undertook to cable back immediately an official invitation.

Ambassador Kosciusko-Morizet can be reached at the Centre national du R.P.R., 123 rue de Lille, Paris 75007, where he is Chargé des affaires internationales.

François Giuliani
Spokesman for the Secretary-General

FG

Copies to:

Mr. Virendra Dayal
Mr. Robert Mueller
Mr. Alvaro de Soto
Mr. Issa Diallo

LEB fee

cc Mr. Dalls - what name
un de var?

UNITED NATIONS
INTEROFFICE MEMORANDUM



NATIONS UNIES

MEMORANDUM INTERIEUR

TO: Mr. Robert Muller
A:

THROUGH:
S/C DE:

FROM: Masatsune Katsuno
DE:

SUBJECT: Telephone call from Mr. Metternich, UNIC, Paris
OBJET:

ED
AS
GP
I receive a call from Mr. Metternich
telling me to wait till Dec 19/12
decided what to do with
in consultation with
in Paris.
D

DATE: 18 December 1984

REFERENCE: MK/SM-62

40th Anniv.
Future Trip
UMC Paris

On December 18 Mr. Metternich from UNIC, Paris called me in your absence and informed me of the following since he plans to be away from his office until 6 January and wondered if you could speak with Mr. Rivera.

1. The organization of the exhibition at the Paris City Hall as originally envisaged seems to be pessimistic due to technical problems. Nevertheless, the Mayor of Paris accepts in principle to receive the Secretary-General. The philatelic exhibition stands as planned and is to be organized by the UN Office at Geneva, possibly jointly with the French PTT.

2. The Council of Europe could invite the Secretary-General as the guest of honor at its session of 22-26 April.

3. The activities connected with the Academic Diplomatique Internationale stands as planned for audience, lunch, dinner and other functions by the President of the Republic and the President of the National Assembly still have to be finalized.

4. In light of the above and in view of the fact that the visit by the Secretary-General was geared primarily at the opening of the exhibition at the Paris City Hall, it is wondered whether the timing of the visit could be made more flexible, possibly focusing on the visit to the Council of Europe.

ID/CP

ACADÉMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE

ORGANISATION INTERNATIONALE INTERGOUVERNEMENTALE

4 bis, Avenue Hoche, 75008 PARIS
Tél. 227-66-18

Paris, le 14 décembre 1984

M. JAVIER PERREZ DE CUELLAR

Secrétaire Général des
Nations Unies

NEW YORK N.Y. 10017

USA

Monsieur le Secrétaire Général,

La célébration du 40^e anniversaire des Nations Unies et le Colloque " Les Casques bleus et les forces multinationales au service du maintien de la paix " que nous organisons à cette occasion, revêt maintenant un éclat particulier, étant donné votre présence parmi nous lors de cette Journée et tout spécialement à l'occasion du Déjeuner qui sera donné en votre honneur à l'Académie Diplomatique Internationale.

En vous remerciant infiniment nous profitons de la présente pour vous adresser nos meilleurs vœux pour la Nouvelle année et vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de notre plus haute considération.

La Secrétaire Générale

Kyra BODART

[Signature]

40^e anniv.
File: ~~XXXX~~E
XRef: Future trips
11 UNIC Paris

b/f: VD/EO/AS

27 NOVEMBRE '84 DIALLO/JH

3802 C 5033

OSG/EOSG

PAROMNIPRESS*

PARIS (FRANCE)

ATTENTION METTERNICH.

1. SUITE NOTRE CONVERSATION TELEPHONIQUE, PRIERE TROUVER, CI-JOINT, PROPOSITIONS PROGRAMME VISITE SECGEN EN FRANCE CADRE QUARANTIEME ANNI-VERSAIRE NATIONS UNIES :

LUNDI 18 MARS 1985 - STRASBOURG - CONSEIL DE L'EUROPE

JEUDI 21 MARS 1985 - PARIS

VENDREDI 22 MARS 1985 - AUDIENCE AVEC PRESIDENT FRANCOIS MITTERRAND

- DEJEUNER OFFERT PAR MINISTRE DES RELATIONS

EXTERIEURES, M. CLAUDE CHEYSSON,

LUNDI 25 MARS 1985 - RECEPTION HONNEUR SECGEN PAR PRESIDENT ASSEMBLEE

NATIONALE, M. LOUIS MERMAZ,

- DEJEUNER ACADEMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE (PARIS)

MARDI 26 MARS 1985 - INAUGURATION EXPOSITION DE LA VILLE DE PARIS SUR

L'OEUVRE ACCOMPLIE PAR LES NATIONS UNIES,

- RECEPTION HONNEUR SECGEN PAR LE MAIRE DE LA VILLE

DE PARIS, M. JACQUES CHIRAC.

/...

Issa Diallo - Principal Officer/EOSG

2. PRIERE PROCEDER AUX CONSULTATIONS D'USAGE AVEC LES AUTORITES FRANCAISES INTERESSEES EN VUE RECUEILLIR LEUR AGREMENT SUR CETTE PROPOSITION.

MERCI DE VOTRE COOPERATION.

CORDIALEMENT.

ISSA DIALLO
PRINCIPAL OFFICER/EOSG

ROUTING SLIP

FICHE DE TRANSMISSION

TO: <i>GP</i>		
A: <i>GP</i>		
FROM: <i>GP</i>		
DE: <i>GP</i>		
Room No. - No de bureau	Extension - Poste	Date <i>20/12</i>
FOR ACTION		POUR SUITE A DONNER
FOR APPROVAL		POUR APPROBATION
FOR SIGNATURE		POUR SIGNATURE
FOR COMMENTS		POUR OBSERVATIONS
MAY WE DISCUSS?		POURRIONS-NOUS EN PARLER ?
YOUR ATTENTION		VOTRE ATTENTION
AS DISCUSSED		COMME CONVENU
AS REQUESTED		SUITE A VOTRE DEMANDE
NOTE AND RETURN	<input checked="" type="checkbox"/>	NOTER ET RETOURNER
FOR INFORMATION	<input checked="" type="checkbox"/>	POUR INFORMATION

As discussed.
This is the letter I have
received from the Academy.

ACADÉMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE

ORGANISATION INTERNATIONALE INTERGOUVERNEMENTALE

4 bis, Avenue Hoche, 75008 PARIS
Tél. 227-66-18

Paris, le 27 Novembre 1984

M. F.T. LIU

Conseiller spécial auprès du
Secrétaire Général pour les
opérations du maintien de la paix
Nations Unies
New York

Cher ami,

Comme vous le savez par M. Lewin nous avons l'intention de tenir un Colloque sur le thème : " Casques bleus et forces multinationales au service du maintien de la paix ".

Votre présence à cette manifestation est évidemment indispensable et nous espérons qu'il vous sera possible d'ouvrir ce Colloque car nul mieux que vous ne peut nous entretenir de ce sujet.

En principe ce Colloque doit avoir lieu le lundi 25 Mars 1985 à l'Académie Diplomatique Internationale. Cette date a été retenue compte tenu de l'exposition des Nations Unies à la Mai-rie de Paris que Monsieur le Secrétaire Général - M. Javier Perrez de Cuellar va probablement honorer de sa présence et nous espérons qu'il trouvera de ce fait un petit moment pour participer à nos travaux.

Ainsi, nous avons l'intention de donner un Déjeuner en son honneur lors de cette journée de réflexion. L'Académie Diplomatique et les participants de ce Colloque seront très honorés de l'accueillir dans les salons de l'A.D.I.

Nous nous réjouissons beaucoup de vous voir bientôt à Paris et d'avance nous vous remercions de bien vouloir nous commu-niquer le titre de votre intervention.

Avec mon meilleur souvenir
La Secrétaire Générale
Kyra MODART

ACADÉMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE

ORGANISATION INTERNATIONALE INTERGOUVERNEMENTALE

4 bis, Avenue Hoche, 75008 PARIS
Tél. 227-66-18

Colloque - F.T. Ciu
B. Urquhart
Dout invits.

I called her to tell
her it was in principle
OK for much -
RP

40^e Anniv
Invit/ac "A"
Future Trip

M. JAVIER PERREZ DE CUELLAR

Secrétaire Général des
Nations Unies

NEW YORK N.Y. 10017

U.S.A.

Monsieur le Secrétaire Général,

Dans le cadre de la célébration du 40^e anniversaire des Nations Unies, l'Académie Diplomatique Internationale et les Amis des Nations Unies se proposent de tenir au siège de l'A.D.I. un Colloque sur le thème " Casques bleus et forces multinationales au service du maintien de la paix ".

Lors de nos divers entretiens avec M. Robert Muller, Sous Secrétaire Général des Nations Unies, chargé du 40^e anniversaire, il a été d'abord convenu que ce Colloque se tiendrait chez nous, au mois de Juin 1985. Or, il s'est avéré que Monsieur le Maire de Paris ne peut accueillir l'exposition sur les Nations Unies à l'occasion de leur 40^e anniversaire, dans les salons de la Mairie, qu'à partir du 26 Mars jusqu'au 15 Mai 1985.

Nous tenons évidemment beaucoup que vous, Monsieur le Secrétaire Général, soyez présent à notre Colloque. Tout au moins soit à l'ouverture, soit au cours du déjeuner que nous organiserions en votre honneur pendant cette journée de réflexion, soit à la clôture de nos travaux.

Nous sommes donc tout à fait d'accord de changer la date de notre symposium suivant la date de votre présence à Paris.

D'avance nous vous remercions, Monsieur le Secrétaire Général, de nous faire part de vos intentions afin que nous puissions le plus rapidement possible, procéder à l'organisation de ce Colloque.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de notre plus haute considération.

La Secrétaire Générale

FP - and for brief discuss with
Mr. Dailly regard FP's
which programme, Mr
Muller re. 40th anniversary
draft rep. - Hand on
Paris, le 13 Novembre 1984
23/11

File

NATIONS UNIES



40^e Anniv
UNIC Paris

UNITED NATIONS

cc Mr Muller
cc Mr Lutz

29/11

CENTRE D'INFORMATION DES NATIONS UNIES

4 et 6, avenue de Saxe - 75700 Paris

568.16.64
Tél. 577.16.19

Réf.n°:NY/119
PU 150 F.A.

Paris, le 9 novembre 1984

Monsieur le Secrétaire général,

Monsieur Robert Muller vous a certainement informé des résultats de ses entretiens à Paris concernant les contributions envisagées en France à la commémoration du quarantième anniversaire des Nations Unies. Il m'a suggéré de vous résumer la situation sous l'aspect plus précis de votre participation personnelle éventuelle à l'une ou l'autre des manifestations prévues.

Il ne s'agit, à vrai dire, que de deux cas bien concrets, à savoir l'inauguration, le lundi 26 mars 1985, d'une exposition commémorative sur les Nations Unies envisagée par la Mairie de Paris. L'exposition, qui se placerait sous le thème des droits de l'homme et durerait jusqu'au 15 mai 1985, jouirait de l'appui des Nations Unies, qui lui fourniraient du matériel divers.

La seconde manifestation, moins "publique" il est vrai, serait un colloque à haut niveau que prévoit l'Académie diplomatique Internationale dans ses salons sur les opérations des Nations Unies pour le maintien de la paix. La date du colloque pourra être fixée en fonction de votre venue à Paris. L'Académie diplomatique Internationale serait naturellement toute disposée à organiser un déjeuner ou un dîner en votre honneur.

Monsieur Alain Pierret, Directeur du département des Nations Unies au Quai d'Orsay, m'assure que, lors de votre séjour à Paris, vous seriez reçu en audience par le Président de la République et qu'un déjeuner ou dîner vous serait offert par le Ministère des Relations Extérieures. Le Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur Louis Mermaz, organiserait une réception officielle en votre honneur ainsi que, dans le cadre de l'exposition de la Mairie, Monsieur Jacques Chirac, Maire de Paris.

...

Le Secrétaire général des Nations Unies
Monsieur Javier Pérez de Cuellar

cc: SG

~~File~~ ~~Ref.~~ ~~Future trips~~
X ref. UNAs in the world
X ref. France

CONFIDENTIEL

b.f.: VD/EO/AS/ID

NOTES SUR LA REUNION DU SECRETAIRE GENERAL AVEC M. GABRIEL PERONNET, PRESIDENT DE L'ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES NATIONS UNIES (UNA/FRANCE) - Mardi 13 décembre 1983 à 10h

Etaient présents:

- Le Secrétaire général
- Mme Florence Pomés
- M. Gabriel Péronnet, ancien Ministre
- M. André Lewin

Monsieur Péronnet remercie le Secrétaire général d'avoir bien voulu le recevoir en cette période chargée de l'Assemblée générale. Depuis sa dernière rencontre avec le Secrétaire général, l'Association française pour les Nations Unies a fait de notables progrès puisque M. Péronnet a obtenu du Président de la République (1) qu'un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay soit mis à la disposition de l'Association, en l'occurrence M. André Lewin (2) que le Président de l'Association fasse partie de la délégation française aux Nations Unies.

Le Secrétaire général est heureux de savoir que l'Association est en bonne voie et insiste sur la nécessité de promouvoir l'image des Nations Unies à travers le monde et sur le rôle pédagogique que de telles associations peuvent jouer pour remédier à l'ignorance qui malheureusement règne un peu partout en ce qui concerne l'Organisation mondiale. Pour sa part, le Secrétaire général a pris la défense de la langue française car il regrette que dans une ville comme Genève, par exemple, l'anglais ait la primauté.

Le Ministre met fin à l'entretien en invitant le Secrétaire général à honorer de sa présence l'Académie diplomatique internationale lors de son prochain passage à Paris, à la mi-janvier. Son Association s'associerait très volontiers à une telle rencontre.

Madame Pomés ayant fait remarquer que l'Académie a invité le Secrétaire général à lui rendre visite dès le mois de janvier 1982 et que cette invitation n'a pas pu être honorée jusqu'à cette date, le Secrétaire général lui demande de se mettre en rapport avec M. Lewin pour tenter d'organiser une telle rencontre.

L'entretien prend fin à 10h 20

Florence Pour
Florence Pomés
Le 13 décembre 1983

Cuellar 1. C 1. 7

FP/os

cc: SG

File: Souhaits/Election SG

XRef: *Future trip*

b/f : ~~EdeO/MKP/LCC/Ades/JGB/GP/JP/AKU/M79~~

Le 25 janvier 1982

adone
Monsieur le Secrétaire général,

Le Secrétaire général m'a chargé d'accuser réception de l'aimable lettre que vous lui avez fait parvenir lors de son élection et de vous remercier des chaleureuses félicitations que vous lui avez adressées au nom de l'Académie Diplomatique Internationale.

Monsieur Pérez de Cuéllar est très sensible à votre intention d'organiser tout spécialement une séance pour lui. Il m'a chargé de vous dire qu'il serait très honoré d'être accueilli au sein de votre Académie bien que, pour le moment, il n'envisage pas de se rendre en Europe.

Soyez cependant assuré, Monsieur le Secrétaire général, que si une telle éventualité devait se présenter, je ne manquerais pas de vous en informer.

En vous remerciant encore au nom du Secrétaire général, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Chef de Cabinet,

M'Hamed Essaafi

adone
M. Kyra Bodart
Secrétaire général
Académie Diplomatique
Internationale
Paris
France

4 bis, Avenue Hoche 75008 Paris

M. DIALLO

Vin Trip Paris

*je vous laisse le soin de traiter
de cette question avec le
SG et M. Dargat*

Ras Mule

ZCZC DAL0922 NAL2061 PAR008

SS NYK NYK HQS

.PARIS (DPI) 6 1130 Z

UNPAR565-12 MULLER, INFO DIALLO. QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DES
NATIONS UNIES. AAA SEC GEN ACADEMIE DIPLOMATIQUE INTERNATIONALE,
MME BODART, A INVITE OFFICIELLEMENT MM URQUHART ET LIU A
PARTICIPER TABLE RONDE SUR CASQUES BLEUS, LUNDI 25 MARS A L'ADI.
LE MEME JOUR, ADI OFFRE DEJEUNER EN HONNEUR SEC GEN. BBB ATTENDONS
ENCORE REACTION QUAI D'ORSAY AU SUJET ENTREVUE SEC GEN AVEC
PRESIDENT MITTERRAND (VENDREDI 22 MARS), DEJEUNER OU DINER AU
QUAI D'ORSAY (MEME JOUR) ET RECEPTION ASSEMBLEE NATIONALE

X [LUNDI 25 MARS). CCC VOUS SERAIS RECONNAISSANT SONDER AUPRES
SEC GEN SI CELUI-CI SERAIT D'ACCORD EN PRINCIPE DE DONNER INTER-
VIEW A QUATRE OU CINQ GRANDS REPRESENTANTS PRESSE A SON HOTEL
ET DE FAIRE UNE INTERVENTION AU COLLEGE DE FRANCE OU A
L'ACADEMIE FRANCAISE (SCIENCES MORALES ET POLITIQUES).

DDD RAPPELLE QUE, SUITE MON ENTRETIEN TELEPHONIQUE DU 28 NOVEM-
BRE AVEC M. DIALLO, VISITE SEC GEN EN FRANCE AURA LIEU, SAUF
AVIS CONTRAIRE, DU JEUDI 21 MARS (ARRIVEE DANS LA MATINEE) AU
MERCREDI 27 MARS (DEPART EN COURS DE JOURNEE). EEE AI TRANSMIS
A M. AMALRIC VOTRE ARTICLE ET VOTRE LIVRE. (METTERNICH/
PAROMNIPRESS PARIS)

COL 565-12 25 22 25 23 21 27

=12061138

=12061142